

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

**Mémoire de fin d'étude en vue de l'obtention du diplôme de Master en
Sciences Financières et Comptabilité**

Spécialité : Finance d'entreprise et Monnaie, finance et banques

Thème :

**L'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité de
l'entreprise**

CAS : La Banque de Développement Local

Réalisé par :

BELGHOUL MERIEM

MEGUELLATI OUMAIMA

Encadré par :

DR. BOUZEMMAL FAIZA

PERIODE DE STAGE : du 12/02/2024 à 11/05/2024

ETABLISSEMENT D'ACCUEIL : La Banque de Développement Local

-STAOUELI-

Année universitaire : 2023/2024

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

**Mémoire de fin d'étude en vue de l'obtention du diplôme de Master en
Sciences Financières et Comptabilité**

Spécialité : Finance d'entreprise et Monnaie, finance et banques

Thème :

**L'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité de
l'entreprise**

CAS : La Banque de Développement Local

Réalisé par :

**BELGHOUL MERIEM
MEGUELLATI OUMAIMA**

Encadré par :

DR. BOUZEMMAL FAIZA

PERIODE DE STAGE : du 12/02/2024 à 11/05/2024

**ETABLISSEMENT D'ACCUEIL : La Banque de Développement Local
-STAOUELI-**

Année universitaire : 2023/2024

REMERCIEMENTS

Avant tout, nous tenons à exprimer notre chaleureux remerciement à M. Anis Abba, notre tuteur de stage, ainsi qu'à Mme N. Brahimi, directrice de la banque, pour leur accueil, nous exprimons également notre gratitude envers tout le personnel de la direction de la Banque de Développement Local, direction des grandes entreprises pour leur soutien continu tout au long de notre période de stage.

Nous souhaitons exprimer notre profonde gratitude à notre encadrante, Mme F. Bouzemlal, pour son assistance précieuse et son soutien constant durant la réalisation de ce mémoire. Nos vifs remerciements s'adressent également aux membres du jury qui ont examiné ce travail et fournis des commentaires constructifs, nous remercions tous les enseignants et le personnel administratif de l'École Supérieure de Commerce ainsi de l'École Supérieure de Gestion et Économie Numérique pour la qualité de l'enseignement dispensé et l'accompagnement offert tout au long de ces années d'études.

Nous exprimons notre profonde reconnaissance envers nos familles pour leurs soutien inconditionnel et leurs aide précieuse. Un grand merci également à nos camarades.

Enfin, nous adressons nos sincères remerciements à toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail.

À tous, merci du fond du cœur.

Dédicace

Je dédie ce travail

À la personne devant laquelle tous les mots de l'univers sont incapables d'exprimer mon amour et mon affection, ma douce mère.

À mon cher père, qui a payé de vingt-trois années d'amour et de sacrifices le prix de ma façon de penser. Père, je te remercie d'avoir fait de moi une femme forte.

À ma chère sœur Nada, la plus belle sœur du monde. je te remercie pour ton amour, ton soutien et ta présence.

À mes chers frères Saif et Muhamed.

À ma binôme Meriem, qui fut également ma copine et ma sœur de cœur, pour son soutien indéfectible et son amour incommensurable.

À ma chère cousine Nihad.

Au plus chère personne A.

À mes copines A. Hadil, C. Hadil, B. Lina, B. Manel, H. Aya, G. Abir, A. Chada, R. Bachra, B. Malak, B. Rania.

À ma grand-mère Djeda et mon grand-père, mon oncle Z. Houcine, ma tante Samra, et à toute ma famille.

A ma classe de finance d'entreprise.

A Djamila, B. Farah, Aya, M. Farah, Mouna, warda, cilia.

À tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce travail.

Dédicace

Je dédie ce travail à ...

À ma raison d'être, mes parents,

Mama, tu as été le pilier qui m'a encouragé dès le début de cette aventure, tu es prunelle de mes yeux, la lumière de mes jours, la source de mes efforts. Tes mots d'encouragement et ta confiance en moi ont été des moteurs pour avancer et donner le meilleur de moi-même.

Papa, aucune dédicace ne serait exprimée mon amour éternel et ma considération pour les nobles sacrifices que tu as consenti pour mon éducation et mon bien-être, ta force et ton soutien constant ont été des piliers solides sur lesquels je me suis appuyé tout au long de ce parcours.

À mes chers sœurs Lamia, Hind et Safa,

Vous êtes mes compagnons de vie, mes complices et mes meilleures amies. Vos sourires, vos encouragements et votre présence joyeuse ont illuminé chacune de mes journées.

À ma chère binôme, Oumaima,

Qui fut également ma copine et mon âme sœur, Je tiens à exprimer ma profonde gratitude pour votre immense amour et votre soutien. Les mots sont insuffisants pour exprimer l'attachement, l'amour et l'affection que je vous porte. Que Dieu vous protège.

À ma chère deuxième famille Bouzerd,

Yame, et tantan moh, missa, noeh

À mes chères amies,

Lina, Manel, Nihad, Célia, Manel, Ferial, Malak,

A mes chers amis,

Saif, Oussama, Zaki, Houssam,

A mes chers élevés, classe bac 2024

À ma classe de monnaie, finance, banque

À tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce travail.

Sommaire

<i>Introduction Générale</i>	A
<i>Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires</i>	1
<i>Introduction</i>	2
<i>Section 01 : Les formes d'endettement</i>	3
<i>Section02 : Le financement par les crédits d'exploitation</i>	13
<i>Conclusion</i>	30
<i>Chapitre II : la rentabilité et l'effet de levier</i>	31
<i>Introduction</i>	32
<i>Section 1 : L'analyse de la rentabilité et la situation financière de l'entreprise</i>	33
<i>Section02 : L'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière</i>	51
<i>Conclusion</i>	60
<i>Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement local.</i>	61
<i>Introduction</i>	62
<i>Section 01 : Présentation de la direction générale de la BDL, ses produits et services.</i>	63
<i>Section 02 : Etude de la situation financière et de la rentabilité cas : (SARL)</i>	71
<i>Section 03 : Une étude empirique de l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité des entreprises.</i>	93
<i>Conclusion</i>	102
<i>Conclusion Générale</i>	103
<i>Bibliographie</i>	107
<i>Annexes</i>	112

LISTE D'ABREVIATION

ANSEJ : L'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes

ANGEM : Agence Nationale de Gestion de Micro Crédit en Algérie

BFR : Besoin au Fonds de Roulement

BFRE : Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation

BDL : Banque de Développement Local

CAF : Capacité d'Autofinancement

CA : Chiffre d'Affaires

CIB : Carte Interbancaire

CMC : Comité des Marchés de Capitaux

CNAC : Caisse Nationale d'Assurance Chômage

CNAS : Caisse Nationale d'Assurance des Salariés

CP : Capitaux Propres

CPA : Crédit Populaire d'Algérie

DAP : Dotation aux Amortissements et Provisions

EBE : Excédent Brut d'Exploitation

EPL : Entreprise Publique Locale

FRNG : Fonds de Roulement Net Global

HT : Hors Taxes

IBS : Impôts sur Bénéfice des Sociétés

PMI : Petites Moyennes Industries

PME : Petites Moyennes Entreprises

PCEAC : Produit de Cession d'Éléments d'Actifs Cédés

QPSUR : Quate Part de Subvention Virée au Résultat

RAP : Reprise sur Amortissements et Provisions

RC : Résultat Courant

RE : Résultat d'Exploitation

RE : Rentabilité Économique

RF : Rentabilité Financière

RNC: Résultat Net Comptable

ROA: Return on Asset

ROE: Return on Equity

SIG : Solde Intermédiaire de Gestion

SARL : Société à Responsabilité Limitée

TCR : Tableau des Comptes des Résultats

TN : Trésorerie Nette

TVA : Taxe sur Valeur Ajoutée

VA : Valeur Ajoutée

VNCEAC : Valeur Nette Comptable des Éléments d'Actifs Cédés

RBE : résultat brut d'exploitation

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1:Présentation des trois ratios de liquidité.	41
Tableau 2:Pésentation des méthodes de calcul de la CAF.	50
Tableau 3: Présentation de l'actif condensé des bilans financiers.....	72
Tableau 4: Présentation du passif condensé des bilans financiers.....	74
Tableau 5: Présentation du l'engagement d'un crédit d'exploitation pour l'entreprise ZZ.	76
Tableau 6: Présentation du calcul de fonds de roulement net par le haut du bilan.	77
Tableau 7: Présentation du calcul de fonds de roulement net global par le bas du bilan.	78
Tableau 8: Présentation du calcul du besoin en fonds de roulement.	79
Tableau 9: Présentation du calcul de la trésorerie nette.	80
Tableau 10: Présentation du calcul du ratio d'autonomie financière.	82
Tableau 11: Présentation du calcul du ratio d'endettement.	82
Tableau 12: Présentation du calcul du ratio de liquidité global.	83
Tableau 13: Présentation du calcul du ratio de liquidité global.	84
Tableau 14: Présentation du calcul du ratio de liquidité immédiate.	84
Tableau 15: Présentation du calcul du ratio de solvabilité.	85
Tableau 16: Présentation du calcul de la CAF par la méthode additive.	88
Tableau 17: Présentation du calcul de la capacité de remboursement.....	89
Tableau 18 : Présentation du calcul de la rentabilité économique.	89
Tableau 19: Présentation du calcul de la rentabilité financière.	90
Tableau 20 : Présentation du calcul de l'effet de levier financier.....	92
Tableau 21: Présentation des résultats de test de multicollinéarité.....	99
Tableau 22: Présentation de l'estimation du modèle.	100

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Représentation schématique du système bancaire	3
Figure 2: Représentation schématique des catégories de crédits par caisse	14
Figure 3: L'évolution de compte d'un client dans le cas d'une facilité de Caisse.	15
Figure 4: Allure d'un compte courant d'un client bénéficiant d'un découvert.	16
Figure 5 : Représentation graphique des modes d'utilisation de crédit de compagnie.	18
Figure 6: Présentation du bilan fonctionnel des grandes masses.....	35
Figure 7: Présentation d'un cas d'un FRNG positif.....	37
Figure 8:Présentation schématique de l'analyse des soldes intermédiaires de gestion et du bilan.	47
Figure 9:Présentation schématique du mécanisme d'effet de levier.	53
Figure 10: Présentation Schématique de l'endettement comme source de « bon stress » et de « mauvais stress ».....	57
Figure 11:L'organigramme de la banque de développement local.....	66
Figure 12: Evolution de la part relative des rubriques de l'actif.....	72
Figure 13 : Evolution de la part relative des rubriques de passif.....	74
Figure 14: Représentation graphique de FRNG par le haut du bilan.....	78
Figure 15: Représentation graphique du BFR.	80
Figure 16: Représentation graphique de la TN.....	81
Figure 17: Représentation graphique de la CAF.....	88
Figure 18: Représentation graphique de l'évolution de la rentabilité économique.	90
Figure 19: Représentation graphique de l'évolution de la rentabilité financière.	91
Figure 20: Représentation graphique de l'évolution de l'effet de levier financier.	92
Figure 21: Représentation graphique du modèle.....	100

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1:Présentation de l'actif du bilan.	113
ANNEXE 2 : Présentation du passif du bilan.....	114
ANNEXE 3: Présentation du tableau du solde intermédiaire de gestion (SIG).....	115
ANNEXE 4:Présentation de la base des données du modèle.	116

Résumé

L'endettement représente un véritable pilier pour l'entreprise, que ce soit pour financer ses besoins à court terme de cycle d'exploitation ou pour l'extension de ses investissements et ses besoins à moyen et long terme. Notre étude « L'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité d'entreprise » a pour objectif d'étudier la relation entre les crédits d'exploitation et la rentabilité d'entreprise, à travers trois chapitres, explorant les crédits bancaires, la rentabilité et l'effet du levier financier, et incluant une analyse financière pratique de la SARL ZZ, toute en utilisant des données réelles pour illustrer les concepts théoriques abordés précédemment. En outre nous employons une régression multiple pour généraliser les résultats obtenus.

L'analyse révèle une relation négative entre l'utilisation des crédits d'exploitation et la rentabilité des entreprises, cela suggère que les entreprises fortement endettées peuvent faire face à des coûts d'intérêt élevés et à des risques financiers accrus, réduisant ainsi leur rentabilité globale.

Mots clés : les crédits d'exploitation, la rentabilité d'entreprise, les crédits bancaires, l'effet de levier, endettements.

Abstract

Debt represents a true pillar for the company, whether to finance its short-term operating cycle needs or to extend its investments even medium and long-term needs. Our study, titled "The Impact of operating credits on company Profitability," aims to examine the relationship between operating credits and company profitability through three chapters, exploring bank loans, profitability, and the effect of financial leverage. It includes a practical financial analysis of SARL ZZ, using real data to illustrate the theoretical concepts previously discussed. We also employ multiple regression to generalize the results obtained.

The analysis reveals a negative relationship between the use of operating credits and company profitability. This suggests that highly indebted companies may face high interest costs and increased financial risks, thereby reducing their overall profitability.

Keywords: operating credits, company profitability, bank loans, leverage effect, debts.

ملخص

تمثل الديون الركيزة الأساسية للشركة، سواء لتمويل احتياجاتها القصيرة الأجل في دورة التشغيل أو لتوسيع استثماراتها واحتياجاتها المتوسطة والطويلة الأجل. تهدف دراستنا بعنوان "تأثير القروض التشغيلية على ربحية الشركات" إلى دراسة العلاقة بين القروض التشغيلية وربحية الشركات عبر ثلاثة فصول، تتطرق إلى القروض البنكية، الربحية و تأثير الرافعة المالية ، وتتضمن تحليلاً مالياً عملياً لشركة ذات مسؤولية محدودة باستخدام بيانات حقيقية لتوضيح المفاهيم النظرية التي تمت مناقشتها سابقاً، كما نستخدم تحليل الاتحاد المتعدد لتعميم النتائج المحصل عليها.

يكشف التحليل عن علاقة سلبية بين استخدام القروض التشغيلية وربحية الشركات، مما يشير إلى أن الشركات ذات المديونية العالية قد تواجه تكاليف فائدة مرتفعة ومخاطر مالية متزايدة، مما يقلل من ربحيتها الإجمالية.

الكلمات المفتاحية: القروض التشغيلية، ربحية الشركات، القروض البنكية، تأثير الرافعة، الديون.

Introduction Générale

Introduction Générale

Dans le sillage économique en perpétuelle évolution, la gestion financière devient le pivot auquel se repose les entreprises, déterminant leur capacité à prospérer dans des environnements volatils.

La fonction de financement, véritable pilier de l'entreprise, revêt une telle importance dans l'atteinte des objectifs organisationnels. Au cœur de cette dynamique financière, l'analyse financière se positionne comme un instrument privilégié de suivi et d'évaluation.

En effet, elle vise à clarifier les conditions d'équilibre financier de l'entreprise tout en évaluant la rentabilité des entreprises. Ainsi, la maîtrise des sources de financement, tant internes qu'externes, demeure une nécessité pour assurer une gestion optimale.

La maximisation de la rentabilité, est un objectif fondamental conformément à la théorie financière, qui est fondée autour de la recherche d'un équilibre optimal entre les différentes composantes de la structure financière, dont l'endettement.

L'équilibre financier est défini comme l'adéquation entre le financement des emplois stables par des ressources permanentes et des besoins d'exploitation par des ressources à court terme constituant un enjeu central et un aspect majeur de la structure financière, elles occupent une place prépondérante dans notre étude. A la recherche d'amélioration de la rentabilité, l'entreprise se trouve confrontée à des choix déterminants, notamment en ce qui concerne la proportion des dettes dans sa structure financière.

Néanmoins, certaines entreprises se retrouvent dans une posture délicate, éprouvant des difficultés à gérer judicieusement leurs ressources et à déterminer le poids adéquat des dettes à intégrer dans leurs structures financières, ces défis potentiels peuvent dans une certaine mesure impacter la richesse des actionnaires, soulignant ainsi l'importance d'une gestion éclairée des ressources financières.

Dans ce contexte, il devient impératif d'examiner de près l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité de l'entreprise. En effet, ces crédits, souvent nécessaires pour financer les activités quotidiennes de l'entreprise, peuvent avoir un effet direct sur sa rentabilité à court et à long terme. Ainsi, une analyse approfondie de cette dynamique est essentielle pour comprendre pleinement les mécanismes qui sous-tendent la rentabilité des entreprises et pour orienter de manière optimale les décisions de gestion.

- **Détermination de la problématique de recherche**

L'objectif principal de notre étude est de répondre à la problématique suivante :

Quel est l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité de l'entreprise ?

De cette problématique générale, il est inéluctable de répondre aux interrogations suivantes :

- Quelles sont les différentes formes d'endettement et les notions de crédit d'exploitation ?
- Comment expliquer la relation existante entre les crédits d'exploitation et la rentabilité de l'entreprise ?
- Comment les crédits d'exploitation ont impacté la rentabilité d'entreprise ?

- **Les hypothèses de recherche**

A partir des lectures que nous avons faites sur le thème, nous avons formulé les hypothèses suivantes :

-Hypothèse N°1

Les différentes formes d'endettement englobent le financement à long terme et le financement à court terme dont les crédits d'exploitation peuvent inclure divers types.

-Hypothèse N°2

Les ratios de structure financière, de rentabilité, ainsi que l'effet de levier peuvent expliquer la relation directe existante entre la rentabilité et les crédits d'exploitation.

-Hypothèse N°3

L'analyse financière et le modèle empirique démontrent que les crédits d'exploitation peuvent avoir un impact, soit positif, soit négatif, sur la rentabilité des entreprises.

Les études antérieures :

Pour approfondir notre étude, nous avons examiné plusieurs recherches antérieures portant sur les crédits d'exploitation et leur impact sur la rentabilité des entreprises, notamment :

- L'article "The Déterminants of Capital Structure Choice" de **Sheridan Titman** et **Roberto Wessels** (1988) qui examine les liens entre la rentabilité, la taille des entreprises et leur endettement. Les entreprises rentables ont tendance à moins

s'endetter car elles génèrent des fonds internes. Les grandes entreprises ont des dettes plus élevées, mais elles utilisent davantage de dettes à long terme, tandis que les petites préfèrent les dettes à court terme. En outre, l'article confirme une relation négative entre l'endettement opérationnel et la rentabilité, influencée par la taille de l'entreprise

- L'article "Le processus du financement bancaire de l'exploitation des PME et la notion d'effet de levier financier", rédigé par le **Dr TARI Mohamed Larbi** et **M. ATTARI** Abdennasser, aborde le rôle important du secteur bancaire en Algérie, qui a subi des réformes visant à favoriser la rentabilité et la sécurité. Ce secteur joue un rôle essentiel dans le financement des entreprises, en particulier pour l'exploitation. Malgré les défis persistants en matière de financement, les crédits d'exploitation sont reconnus comme des leviers indispensables pour stimuler la rentabilité des entreprises.
- L'article « Les déterminants de la rentabilité des banques : analyse empirique dans le contexte marocain » analyse les déterminants de la rentabilité des banques au Maroc de 2006 à 2018. Les résultats montrent que certains facteurs, comme les fonds propres et les crédits bancaires, ont un impact positif sur la rentabilité, tandis que le risque de crédit et la taille du secteur bancaire ont un impact négatif.

Méthodologie de travail : Notre étude est basée sur deux approches méthodologiques.

- **Approche descriptive :** Nous avons utilisé une approche descriptive pour présenter les différents aspects conceptuels et théoriques relatifs à notre sujet, inspirée par la littérature consultée lors de la préparation de ce travail.
- **Approche analytique :** Nous avons utilisé une approche analytique, évidemment, dans l'analyse des données de notre cas pratique.

Plan de recherche :

Dans le but de répondre à notre problématique principale et nos questions de recherche, nous avons structuré notre travail en trois chapitres, les deux premiers sont le fruit d'une analyse théorique tandis que le dernier présente une étude pratique.

Le premier chapitre intitulé « Généralités sur les crédits bancaire » à travers lequel nous présentons brièvement les différentes formes d'endettements, ainsi les notions et types des crédits d'exploitation.

Le deuxième chapitre intitulé «la rentabilité et l'effet de levier » où nous traitons une analyse de la rentabilité avec ses différentes formules, l'analyse de structure financière et nous présentons la relation entre les crédits d'exploitation et la rentabilité de l'entreprise par l'effet de levier.

Enfin nous présenterons le cas pratique relatif à notre étude et la mise en place d'un cas d'une SARL au niveau de la banque de développement local, en analysant sa structure financière et sa rentabilité passant à une régression multiple qui généralise les résultats d'un échantillon de 100 entreprises algériennes.

➤ **Choix et intérêt du sujet**

Étudier l'impact du crédit d'exploitation sur la rentabilité permet de comprendre comment les décisions de financement au quotidien influent sur la rentabilité financière globale de l'entreprise, ce qui est essentiel pour les professionnels de la finance et les décideurs.

Ce sujet nous permet de développer les compétences en analyse financière, en gestion des risques, en prise de décision stratégique et des compétences essentielles dans le domaine de la finance et de la gestion de l'entreprise.

Pour ce faire, choisir un sujet de mémoire sur l'impact du crédit d'exploitation sur la rentabilité d'une entreprise permet de combiner la pertinence pratique, l'intérêt académique et l'utilité aux entreprises, tout en offrant une opportunité de développement de compétences pour les étudiants en sciences commerciales.

➤ **Délimitation du sujet :**

Notre étude est circonscrite à des limites spatiales et temporelles spécifiques, nous nous concentrons sur l'analyse des crédits d'exploitation et leur influence sur la rentabilité des entreprises. Il est à noter que notre recherche s'étend sur une période de quatre mois.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

Introduction

Toute entreprise peut se retrouver confrontée à des problèmes de trésorerie, quelle que soit son efficacité opérationnelle ou sa structure financière, cette situation peut découler du besoin constant de financer son actif circulant à court terme. Pour assurer sa pérennité et rester compétitive, une entreprise doit trouver des solutions pour répondre à ses besoins de financement, en cohérence avec sa politique d'investissement, ainsi qu'à ses besoins de financement à moyen et court terme.

Pour y parvenir, elle dispose des divers outils, tels que réduire son besoin en fonds de roulement, ou obtenir des crédits à court terme, ces crédits permettent de combler les écarts de trésorerie et d'exploiter les opportunités de croissance immédiate.

En effet, la capacité d'une entreprise à gérer efficacement sa trésorerie à court terme est essentiel pour assurer sa viabilité et sa compétitivité sur le marché.

Nous essayons à travers ce chapitre de définir la notion d'endettement, ses formes et les raisons d'y recourir, puis traiter la notion des crédits d'exploitation et ses types.

Ce chapitre est divisé en deux sections :

- Section 1 : les formes d'endettement ;
- Section 2 : le financement par les crédits d'exploitation.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

Section 01 : Les formes d'endettement

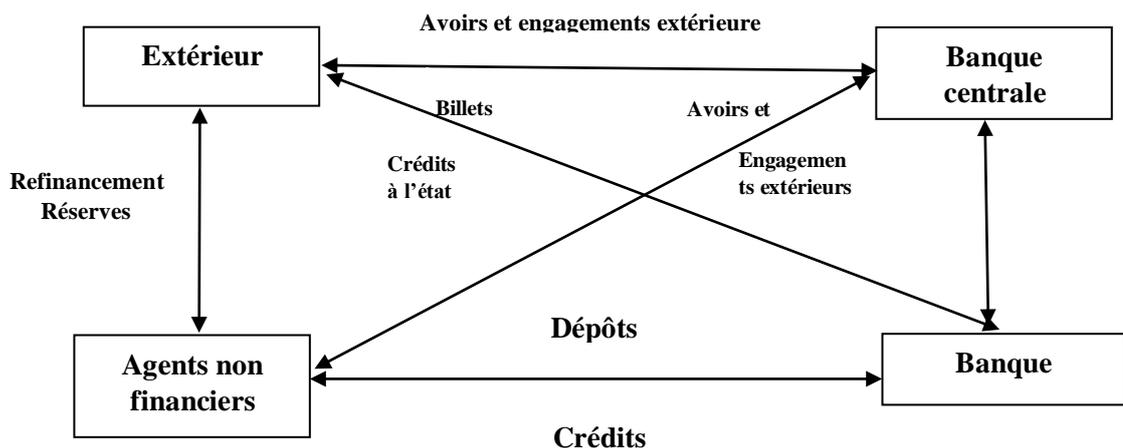
Dans la quête constante de répondre aux besoins de financement, l'endettement est devenu une stratégie incontournable pour de nombreux acteurs économiques, qu'ils soient des individus ou des entreprises, bien que les banques soient des acteurs clés dans ce processus, l'endettement ne se limite pas aux transactions bancaires, mais prend diverses formes et s'inscrit dans différentes structures financières.

1 Le système bancaire

Un système bancaire est un ensemble des banques, d'autres établissements financiers et d'une Banque centrale (banque d'Algérie) qui entretiennent des relations financières de créances et d'engagements les uns vis-à-vis des autres ainsi que vis-à-vis des agents non financiers.

Le système bancaire algérien joue un rôle important dans l'économie nationale, en facilitant la mobilisation des ressources financières et en soutenant le développement économique du pays, comme le montre le schéma suivant :

Figure 1: Représentation schématique du système bancaire



Source : élaboré par nous-mêmes.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

1.1 Structure d'un système bancaire

En règle générale, le système bancaire adopte une structure pyramidale, en tête de ce système se trouve la banque centrale (la banque des banques) chargée de réguler le secteur bancaire, soit indépendamment soit en collaboration avec d'autres organismes. Ensuite, il existe la catégorie des établissements de crédit comprenant :

- les banques étrangères qui pratiquent leurs activités sur le territoire de l'Etat ;
- les établissements de crédit nationaux (les banques commerciales).

1.1.1 Définition de la banque

« La banque est une entreprise pas comme les autres qui fait profession habituelle de recevoir du public sous forme de dépôts ou autrement des fonds qu'elle emploie pour son propre compte en opération de crédit ou en opération financières ». ¹

Selon **J.V. CAPAL** et **O. GARNIER** : « la banque est une entreprise d'un type particulier qui reçoit les dépôts d'argent de ses clients (entreprises ou particuliers), gère leurs moyens de paiement (carte de crédit, chèque, etc.) et leur accorde des prêts ». ²

Une autre définition plus pragmatique considère que : « La Banque est un intermédiaire financier qui redistribue sous forme de crédits les fonds qu'il collecte auprès des agents économiques en vue de réaliser un profit ». ³

De nos jours, il est concevable de considérer que la principale fonction d'une banque réside dans la collecte des ressources financières auprès de diverses sources, telles que les dépôts des clients et d'autres instruments financiers, afin de les redistribuer sous formes de crédits à ceux qui en ont besoin.

1.1.2 Définition du crédit

Dans le tissu complexe de l'économie, le crédit se présente comme un fil conducteur vital, créant des liens entre prêteurs et emprunteurs, stimulant la croissance économique et offrant des opportunités d'investissements et de consommations. Pour ce faire, on trouve plusieurs définitions du terme « crédit » :

¹Bernard Yves et Jean-Claude Coli, **Dictionnaire économique et financier**, Seuil, Paris, 1996, p 170.

²J.-V. Capal et O. GARNIER, **Dictionnaire d'économie et de science sociale**, Hatier, Paris, 1994, p 20.

³Tahar HADJ SADOK, **les risque de l'entreprise et de la banque**, Editions DAHLAB, 2007, p (7-8-9-10).

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

Étymologie : le mot crédit trouve ses origines lointaines du terme latin « creditum », de « Credere », qui veut dire « croire », ainsi le crédit est une opération fondée sur la confiance car le prêteur doit attendre l'exécution de la prestation que l'emprunteur devra réaliser.

Définition doctrinale : une opération de crédit est celle qui procure ou vise à procurer immédiatement à une personne un bien ou une valeur en lui faisant supporter la charge de manière différée.⁴

Définition légale : la définition légale que nous présentons est celle donnée par l'article 68 de l'ordonnance 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit qui stipule qu'une opération de crédit est « ...tout acte à titre onéreux par lequel une personne met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'une autre personne ou prend, dans l'intérêt de celle-ci, un engagement par signature tel qu'aval, cautionnement ou garantie ».⁵

Nous retenons aussi la définition donnée par G. Petit-Dittailis citée par Farouk BOUYAKOUB, dans son ouvrage : « Faire crédit c'est faire confiance ; c'est donner librement la disposition effective et immédiate d'un bien réel, ou d'un pouvoir d'achat, contre la promesse que le même bien, ou un bien équivalent vous sera restitué dans un certain délai, le plus souvent avec rémunération du service rendu et du danger encouru, danger de perte partielle ou totale que comporte la nature même de ce service »⁶

1.1.2.1 Rôles du crédit

Le crédit a une telle importance dans la facilitation des échanges, la stimulation de la production, la promotion du développement économique et dans la création monétaire. Il joue un rôle crucial dans la promotion des échanges en permettant aux entreprises d'avoir une continuité dans leurs processus de production et de commercialisation, ce qui constitue une fonction historique des banques. Le pouvoir d'achat ou d'échange des entreprises découle de leur recours aux banques pour anticiper leurs recettes.

Le crédit joue un rôle essentiel en tant que moteur de la production, à mesure que l'activité de production évolue avec l'innovation et le renouvellement des équipements, le recours au crédit offre aux entreprises la possibilité d'adopter des nouvelles technologies, ce qui améliore la qualité et la quantité de leurs productions, ces biens produits sont ensuite

⁴ DJEFFAL.A, **Les Fondements du diagnostic économique et financier**, édition, Alger, 2014, p 68.

⁵L'article 68 de l'ordonnance 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit.

⁶Bouyacoub Farouk, **l'entreprise et le financement bancaire**, Edition Casbah, Alger, 2000, p.232.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

consommés par les ménages grâce aux crédits à la consommation octroyés par les banques, stimulant ainsi les achats et par extension le secteur de la production.

En revanche, le crédit agit comme un catalyseur pour amplifier le développement économique, la théorie bancaire a mis en avant le concept de multiplicateur du crédit, expliquant comment les effets d'un prêt destiné à l'achat des biens de production ou de consommation ne se limitent pas aux seuls bénéficiaires directs de l'opération, mais se propagent de manière indirecte à d'autres acteurs économiques.

Le crédit est un élément clé qui dynamise la croissance économique en influençant divers secteurs de l'économie.⁷

Concernant l'impact multiplicateur du crédit sur le développement économique, J.A. Schumpeter apporte une contribution significative à l'étude des conditions de financement de l'évolution économique. Il rompt avec l'analyse classique d'Adam Smith sur le financement des investissements, qui soutiennent que seule l'épargne peut assurer ce financement.

Les banques jouent un rôle majeur en finançant les investissements par la création des nouveaux moyens de paiement, et non pas par l'accumulation préalable d'épargne déposée chez elles. Concrètement, la création des nouveaux moyens de paiement facilite le transfert des facteurs de production vers des nouvelles entreprises, sans nécessairement entraîner la disparition des entreprises existantes.

Grâce au crédit, des ressources productives sont mises à disposition initialement sans la nécessité de fournir en contrepartie des biens ou des services, cette approche s'éloigne de la vision classique qui insiste sur l'épargne préalable comme unique source de financement des investissements et le cycle d'exploitation, mettant en avant le rôle dynamique du crédit dans la stimulation de l'évolution économique. En résumé, Schumpeter propose une perspective novatrice sur la manière dont le crédit, par la création de moyens de paiement, peut jouer un rôle moteur dans le développement économique en favorisant l'émergence et la croissance des nouvelles entreprises.⁸

⁷CAUDAMINE.G et MONTIER.J, **banque et marchés financiers**, Edition ECONOMICA, 1998, P142.

⁸DIATKINE.S dont, Schumpeter, **Les fondements de la théorie bancaire : des textes classiques aux débats contemporains**, Ed DUNOD, 2003, P 39.

2 Le concept de l'endettement

L'endettement se réfère à la totalité des obligations financières qu'une entreprise doit rembourser, il constitue la situation financière de l'emprunteur qui est l'entité endettée. L'endettement implique également une transaction où un emprunteur obtient une somme d'argent auprès de tiers pour une période déterminée moyennant une rémunération établie par un taux d'intérêt. Dans ce contexte, la partie qui emprunte est le débiteur, tandis que la partie qui prête est le créancier.

La stratégie d'endettement symbolise l'équilibre de financement d'une entreprise, émergeant de la combinaison de ses capitaux propres et de ses dettes, constituant ainsi sa structure du capital. Le choix de cette structure repose sur divers paramètres tels que la facilité d'accès au financement par dette, l'âge de l'entreprise, la maturité du secteur, la politique de distribution, le niveau de risque des activités, l'équilibre de financement du secteur, et que l'actionnariat soit familial ou non. L'impact de l'endettement sur le coût du capital n'est pas neutre.

Bien qu'il contribue à réduire le coût de financement des projets d'investissement, il accroît simultanément le risque de défaillance de l'entreprise. En outre, il exerce une influence sur la rentabilité financière et économique.⁹

2.1 Les raisons du recours à l'endettement

Les entreprises recourent à l'endettement lorsque d'autres sources de financement, telles que l'autofinancement et les fonds propres ne sont pas suffisantes, dans cette situation l'endettement est considéré comme une solution de dernier recours permettant à l'entreprise de combler le déficit de financement à court, moyen et long terme. Cependant, pour bénéficier d'un crédit, l'entreprise doit remplir certaines conditions telles que :

- Une capacité d'endettement suffisante ;
- Une solvabilité ;
- Un potentiel de croissance.

De plus, l'entreprise peut demander un crédit pour d'autres raisons que le simple besoin de financement, car cela peut entraîner des avantages fiscaux et pédagogiques. Ainsi, la structure financière de l'entreprise revêt une importance cruciale pour la création de valeur,

⁹Servin ERIC, **l'endettement des entreprises**, édition e-thèque, 2002, p 56.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

notamment à travers les économies fiscales réalisées sur les intérêts financiers. Les motivations qui poussent une entreprise à recourir à l'endettement financier sont diverses telles que le financement des besoins financiers d'exploitation ou d'investissement, La création de la richesse, les avantages fiscaux, la gestion de trésorerie et opportunité de croissance.

2.1.1 Recours à l'endettement pour financer les besoins de financement

Le recours à l'endettement pour financer les besoins de financement peut être une stratégie efficace lorsque cela est fait de manière responsable et dans les limites des capacités de remboursement de l'emprunteur, quand une entreprise manque de fonds, elle recourt à l'endettement en fonction de l'horizon temporel à savoir court, moyen ou long terme, en fonction de ses besoins. Les investissements sont financés par des dettes à moyen ou long terme, alignées sur la durée de réalisation du projet, tandis que le financement de l'exploitation repose sur les dettes à court terme.

2.1.1.1 L'endettement comme moyen de financement résiduel à moyen et long terme

Lorsque les ressources propres d'une entreprise ne sont pas suffisantes pour couvrir les investissements, cela nécessite des dépenses importantes dans le présent en vue de générer des flux de trésorerie positifs dans le futur l'entreprise doit recourir à l'endettement à moyen et long terme dans le cadre de ses décisions financières stratégiques. Dans des contextes économiques difficiles où l'autofinancement est limité, le recours à l'endettement devient crucial pour assurer la croissance et la viabilité de l'entreprise, le considérant ainsi comme un moyen de financement de dernier recours, ce type de financement peut prendre différentes formes notamment, le financement à moyen et long terme de nature bancaire, le financement par crédit-bail et le financement par emprunt obligataire.

- **Financement à moyen et long terme de nature bancaire**

Lors de la conclusion d'un emprunt auprès des établissements financiers et des banques, on parle d'un emprunt indivis, ce qui signifie que la dette ne peut pas être fractionnée, dans ce type de contrat, il y a un prêteur qui fournit les fonds et un emprunteur qui les reçoit. Cela implique une relation directe entre ces deux parties, sans possibilité de division de la dette entre plusieurs emprunteurs.

Selon CHARLES. A, MAURICE. S et REDOR. E : « Un emprunt est une avance de fonds ou un engagement d'avancer des fonds accordés avec ou sans garantie, à un débiteur

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

qui est tenu de rembourser sur demande dans un délai fixe ou à déterminer, les fonds avancés ainsi que les frais et les intérêts payables ».¹⁰

Les financements accordés par les banques se subdivisent en deux catégories principales : les prêts et les crédits. Un prêt est concrétisé lorsque les fonds convenus dans le contrat sont effectivement versés. En revanche, un crédit ne nécessite pas obligatoirement un décaissement immédiat des fonds.

Il existe une distinction entre les crédits à moyen terme, d'une durée comprise entre un an et cinq ans, et les crédits à long terme, qui s'étendent généralement de cinq à quinze ans, mais peuvent parfois atteindre vingt ans.

L'emprunt bancaire demeure le moyen traditionnel pour financer soit des investissements soit pour répondre à des besoins en fonds de roulement importants, un plan d'investissement peut être soutenu en combinant des crédits à moyen terme avec des prêts à long terme.

Le montant emprunté dépend des exigences de l'emprunteur et de l'analyse du risque de l'opération effectuée par le prêteur.

De plus, les taux d'intérêt constituent un sujet de négociation entre le prêteur et l'emprunteur, et peuvent être fixes ou variables. Un crédit à taux fixe signifie que le taux est établi lors de la conclusion du prêt et reste constant pendant toute sa durée. En revanche, un taux variable peut fluctuer en fonction de l'évolution des taux sur le marché pendant la période d'emprunt, calculée en fonction du nombre des jours pendant lesquels l'emprunteur dispose des fonds.

- **Financement par crédit-bail**

Le crédit-bail appelé aussi leasing est défini comme suit : « une technique de crédit dans laquelle le prêteur (société de crédit-bail) propose à l'emprunteur la location d'un bien d'équipement ou d'un immeuble, assortie d'une promesse unilatérale de vente contre le paiement d'un loyer »¹¹. Les particularités distinctives du crédit-bail sont les suivantes :

-Contrairement à une vente à tempérament, il n'entraîne pas un transfert de propriété du bien à l'utilisateur initial.

¹⁰CHARLES. A, MAURICE.S et REDOR. E, **Le financement des entreprises**, édition : ECONOMICA, Paris, 2014, p 54.

¹¹Josette PEYRARD, **Dictionnaire de finance**, Edition Vuibert, 1999, p 63.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

-Il va au-delà d'une simple location, car le locataire a la possibilité d'acheter le bien.

Le crédit-bail peut concerner un immeuble, ce qui constitue le crédit-bail immobilier, ou du matériel dans le cas du crédit-bail mobilier d'où on a :

- **Crédit-bail mobilier**

Par définition « Le crédit-bail mobilier est une opération de location de biens d'équipements ou de matériels d'outillage achetés en vue de leur location par une société de crédit-bail, qui en demeure propriétaire pendant la durée irrévocable de location ». ¹²

À la conclusion du contrat, le locataire a la possibilité d'acquérir l'équipement pour un montant correspondant à la valeur résiduelle initialement convenue. Généralement, le crédit-bail mobilier permet le financement de divers équipements professionnels tels que des véhicules, des équipements industriels, du matériel de construction, du matériel agricole, et autres. Le crédit-bail mobilier implique plusieurs contrats distincts :

- Le contrat de vente qui lie le crédit-bailleur à un fournisseur ;
- Le contrat de crédit-bail proprement dit.

- **Crédit-bail immobilier**

La location de biens immobiliers à des fins professionnelles par une société de crédit-bail est connue sous le terme de crédit-bail immobilier. Tout comme dans le cas du crédit-bail mobilier, le crédit-bail immobilier implique la location d'un bien immobilier destiné à un usage professionnel, ce bien peut être acquis ou construit par la société de crédit-bail qui en conserve la propriété pendant toute la durée de la location.

La durée du contrat de crédit-bail immobilier dépend de la durée d'amortissement de l'actif loué, mais elle s'étale généralement sur une période de 10 à 20 ans.

- **Financement par emprunt obligataire**

L'emprunt obligataire se distingue de l'emprunt indivis par le fait que l'entreprise interagit avec plusieurs parties prenantes directement sans nécessiter d'intermédiaires. L'émission de titres de créances dans le cadre d'un emprunt obligataire permet à l'entreprise de répondre à ses besoins de financement à moyen et long terme. En d'autres termes, au lieu de traiter avec un seul prêteur comme dans le cas de l'emprunt indivis, l'entreprise émet des

¹²Bouyacoub Farouk, Op-cit, p 254

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

obligations qui sont ensuite acquises par différents investisseurs, ce qui élargit la base de financement et offre souvent des conditions plus souples en termes de montants et de durées.

Selon **CHARLES. A, MAURICE. S** et **REDOR. E** : « Il s'agit d'actifs cotés, ce qui les rend particulièrement attractifs pour les investisseurs. D'un autre côté, ces actifs sont également intéressants pour les émetteurs car ils permettent de diversifier leurs ressources de financement et de réduire leurs dépenses vis-à-vis des banques puisque l'agent a besoin de financement s'adresse directement au marché. Les obligations peuvent être émises par des entreprises ayant au minimum année d'existence, par l'Etat ou les collectivités locales pour une durée minimale de trois ans ».¹³

En outre des obligations ordinaires, il existe des obligations plus sophistiquées, on parle des obligations hybrides qui appartiennent aux obligations, mais aussi à d'autres titres financiers tels que les actions.

2.1.1.2 L'endettement comme un moyen de financement résiduel à court terme

Les obligations financières à court terme offrent à l'entreprise la possibilité de saisir les opportunités de croissance immédiate, particulièrement lorsque la gestion de la trésorerie rencontre des problèmes, la dette à court terme, également connue sous le nom de crédit de trésorerie, peut prendre différentes formes :

- Un découvert bancaire ;
- Une facilité de caisse ;
- Un crédit fournisseur.

2.1.1.3 Recours à l'endettement pour créer la richesse

L'entreprise a la possibilité de faire des choix stratégiques en matière d'endettement qu'il s'agisse d'exploiter les taux d'intérêt avantageux même sans besoin immédiat de liquidités, ou d'opter pour un désendettement afin de restaurer sa capacité d'emprunt. La gestion de l'endettement peut être flexible et proactive, alignée sur les objectifs et les perspectives de l'entreprise.

L'utilisation de l'endettement peut offrir à l'entreprise des avantages fiscaux, étant donné que les charges d'intérêts sont déductibles fiscalement, ce qui a un impact sur la rentabilité des actionnaires. Cependant, l'augmentation du risque financier entraîne une exigence accrue de rentabilité de la part des fournisseurs des fonds. Si la rentabilité des actifs économiques est

¹³CHARLES. A, MAURICE.S et REDOR. E, Op-cit, p139.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

insuffisante pour couvrir les coûts liés à l'endettement, la rentabilité revenant aux actionnaires peut être négativement influencée.

En revanche, si la rentabilité des capitaux investis excède les coûts, l'endettement peut améliorer la rentabilité des fonds propres. Ainsi, les entreprises ont la flexibilité d'utiliser l'endettement selon leurs besoins et non pas seulement sous contrainte.¹⁴

Cependant, opter pour un recours accru à l'endettement entraîne un dilemme entre la prudence et la prise de risque. La prudence exige aux entreprises de tenir en compte la contrainte de liquidité, à l'inverse, choisir la prise de risque revient à prioriser une rentabilité plus élevée sans se préoccuper nécessairement de la liquidité.

La composition de la dette, sous ses diverses formes au sein de la structure financière est déterminée en fonction des objectifs et des attentes de l'entreprise. Cette décision peut être motivée soit par des impératifs nécessaires, soit par des choix optionnels. En d'autres termes, l'entreprise peut intégrer diverses formes d'endettement en fonction de ses besoins immédiats ou de ses stratégies à long terme.

¹⁴ASSOUS. N, **l'impact des décisions financières sur la création de valeur au sein des Entreprises publiques algériennes cotées à la bourse d'Alger**, thèse de Doctorat, Université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou, 2015, p100.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

Section02 : Le financement par les crédits d'exploitation

Dans le domaine des financements à court terme, le concept de crédit d'exploitation occupe une place centrale, étant destiné à soutenir les opérations quotidiennes d'une entreprise. Il est également connu sous le nom de "crédit de financement du bas de bilan".

1 Les crédits d'exploitation

Les crédits d'exploitation connus aussi "les crédits de trésorerie" représentent l'une des formes de crédits à court terme. Ils sont octroyés par les banques à la fois aux entreprises et aux particuliers, ce type des crédits permettent aux entreprises d'accéder temporairement à des liquidités nécessaires pour leur fonctionnement, en cas de besoin, tandis qu'ils offrent aux particuliers la possibilité de faire face à des dépenses ponctuelles ou à des problèmes imprévus de trésorerie.¹⁵

Ces types des crédits, octroyés ont pour objectif d'apporter un soutien financier aux entreprises à vocation économique dans le cadre de leurs opérations courantes, leur but ultime est de fluidifier le cours normal de leurs activités en termes de liquidités.

Afin de mieux comprendre les nuances du crédit d'exploitation, nous allons explorer ses différentes formes, en mettant en évidence deux grandes catégories qui émergent de cette diversité, cela nous permettra de cerner comment les entreprises, en naviguant à travers ces options, peuvent optimiser leurs ressources pour assurer une gestion financière robuste et répondre efficacement à leurs besoins opérationnels à court terme.

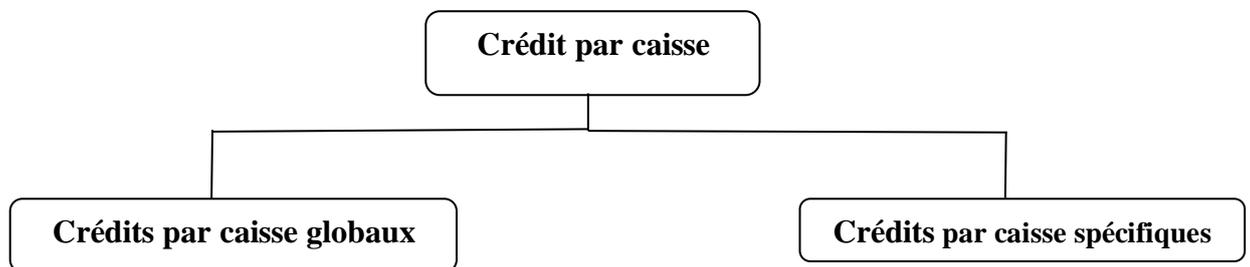
Il se présente sous deux formes : les crédits par caisse, les crédits par signature.

1.1 Les crédits d'exploitations par caisse (directes)

On distingue deux grandes catégories de crédits par caisse :

¹⁵Mamadou Sène, **La banque expliquée à tous**, RB édition, Paris,2021, p 215.

Figure 2: Représentation schématique des catégories de crédits par caisse



Source : Boudinot.A, Frabot.J-C, techniques bancaires et commerciales, édition Sirey, France, 1974, p110.

1.1.1 Les crédits par caisse globaux

Crédits par caisse ou bien « crédits en blanc », visent à financer une partie du bas du bilan d'une entreprise spécifiquement ses actifs circulants, ils se distinguent par le fait qu'ils ne sont ni destinés ni rattachés à un besoin spécifique déterminé. Le banquier accorde ces crédits en se basant principalement sur la promesse de remboursement, ne demandant pas d'exigences des garanties de la part de l'emprunteur.

Ils sont mis à disposition de la clientèle par une banque de manière plus ou moins permanente pour répondre aux besoins en fonds de roulement. Dans le cadre de ce crédit, la banque autorise le client à prélever un montant convenu dans ses caisses, permettant ainsi au client de rendre son compte débiteur pendant la période convenue, cette facilité financière offre une flexibilité accrue pour gérer les opérations courantes de l'entreprise, contribuant ainsi à maintenir une fluidité financière adaptée à ses besoins opérationnels.¹⁶

Ils peuvent se présenter sous plusieurs formes :

1.1.1.1 La facilité de caisse

Par définition la facilité de caisse :« Autorisation ponctuelle de faire fonctionner le compte en solde débiteur. Montant et durée négociée avec la banque. Souplesse d'utilisation (demande écrite ou verbale). Taux d'intérêt élevé. Un solde débiteur prolongé doit conduire à la mise en place d'un découvert. »¹⁷

¹⁶Dr TARI Mohamed Larbi, Mr ATTARI Abdennasser, LE PROCERSUS DU FINANCEMENT BANCAIRE DE L'EXPLOITATION DES PME ET LA NOTION D'EFFET DE LEVIER FINANCIER, Revue des Economies Financières, Bancaires et de management, numéro 06, 2018, p38.

¹⁷Philippe Monnier-Sandrine Mahier-Lefrançois, technique bancaires, DUNOD, 11^e édition, France, janvier 2021, p 226.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

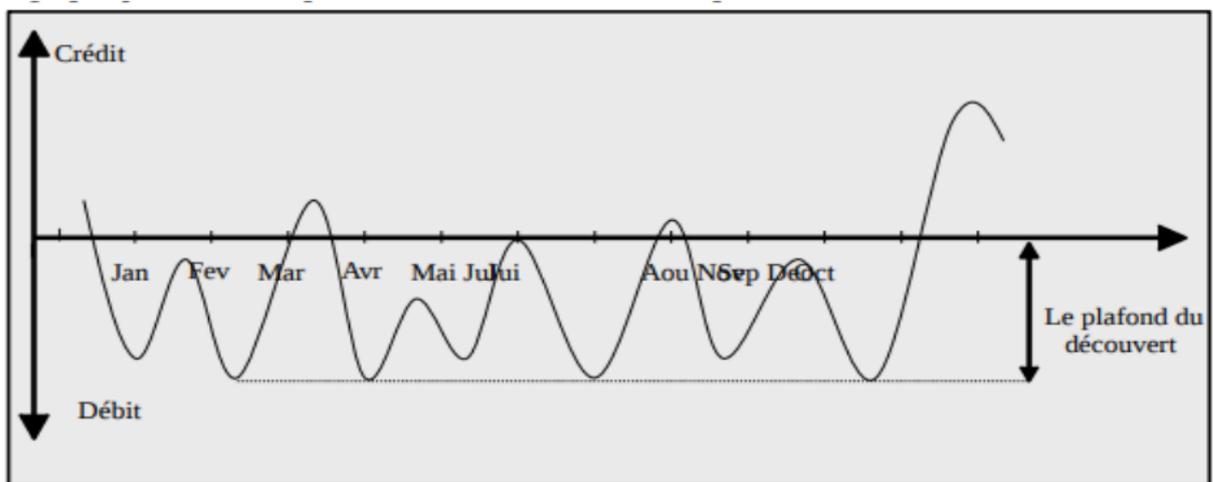
allant de quelques semaines à quelques mois. Il constitue une solution à caractère plus permanent, visant à remédier à un besoin de trésorerie sur une durée déterminée.

Toutes les entreprises qu'elles soient morales ou physiques, peuvent bénéficier d'un découvert en justifiant des besoins liés à leurs activités. Les conditions de financement sont étudiées individuellement par la banque qui assure que l'actif net de l'entreprise est en proportion avec son activité, que le fonds de roulement est positif et que les crédits sont justifiés.

Le découvert accordé ne doit pas dépasser 15 jours du chiffre d'affaires, avec une autorisation généralement limitée à une année et pouvant aller jusqu'à 18 mois.

Ce crédit est destiné à compléter les moyens de financement et non au décalage de trésorerie, il peut être sollicité pour des opportunités ponctuelles, telles que l'achat d'un important stock de marchandises, et dans le cas de dépassement le découvert peut être pénalisé.¹⁸

Figure 4: Allure d'un compte courant d'un client bénéficiant d'un découvert.



Source : BENKRIMI Karim, crédit bancaire et économie financière, el dar el outhmania, 2010, p 120.

¹⁸Luc BERNET-ROLLANDE, Principes de technique bancaire, Dunod, 27e édition, Paris, 2015, p194-195.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

Le découvert peut se présenter sous deux formes distinctes :

- **Le découvert simple**

Le client est autorisé à faire passer son compte en position débitrice dans la limite du plafond autorisé qui dépasse rarement les quinze (15) jours du chiffre d'affaires, les agios seront par la suites décomptées sur le montant utilisé.

- **Le découvert mobilisable**

Dans ce cas le découvert accordé est mobilisé par un Billet à Ordre de 90 jours renouvelables, La banque a la possibilité de réescompter cet effet auprès de la Banque d'Algérie (B.A). En plus l'effet représente une garantie au profit de la banque en cas de défaillance du débiteur, les agios seront calculés sur le montant total accordé de toute la durée.

1.1.1.3 Le crédit de campagne (saisonnrière)

Le crédit de campagne est une forme de crédit destinée à financer les activités dont les mouvements de trésorerie varient considérablement selon les saisons :

Soit le cycle de production, soit le cycle de commercialisation ou les deux successivement.

Ce type de concours est permis à une exploitation agricole, une entreprise cotonnière, une entreprise industrielle ou une entreprise commerciale de faire face aux dépenses de plantation, d'ensemencement, de production et de stockage en attendant la vente de leurs produits sur le marché.

Le banquier appréciera le risque de ce type de crédit par une étude du marché en faisant ressortir la chance de réussite de la campagne et donc son remboursement.

Pour ce faire, le plan de financement de la campagne sera le document de base pour prendre une décision d'accord de financement.

Ce plan doit mettre en relief les perspectives de ventes par mois devant absorber graduellement le besoin de financement, objet de l'accompagnement de la banque.

Donc, la fin de la campagne devra correspondre au remboursement total de la dette.

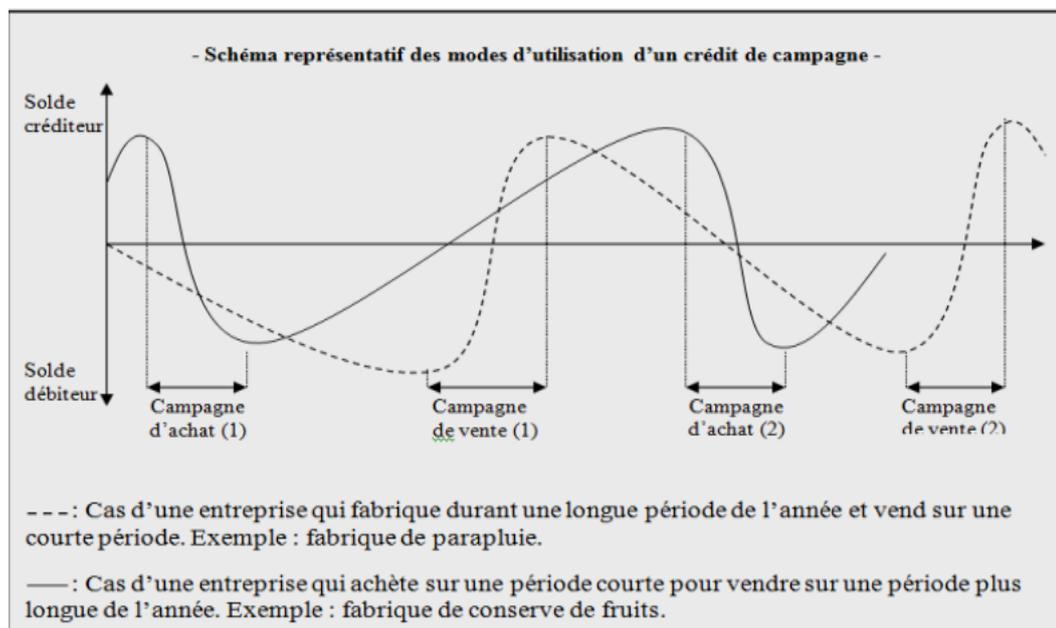
Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

- **Le crédit d'embouche**

« Est un type de crédit de campagne permettant à un exploitant éleveur d'acheter du bétail, procéder à son engraissement en vue de la revente au bout de quelques mois.

Le banquier appréciera le risque de crédit en analysant les fluctuations du prix de la viande sur la période considérée ainsi que la probabilité de mortalité ».¹⁹

Figure 5 : Représentation graphique des modes d'utilisation de crédit de campagne.



Source : **BENKRIMI Karim, crédit bancaire et économie financière, el dar el outhmania, 2010, p122.**

1.1.1.4 Le crédit relais (soudure)

Le crédit relais, également appelé crédit de soudure, constitue une forme de concours financier accordé à une entreprise afin de lui permettre d'anticiper une rentrée de fonds résultant d'une opération ponctuelle hors de ses activités courantes.

Cette opération peut englober des événements tels que l'augmentation de capital, la vente d'un bien immobilier, d'un fonds de commerce, ou le déblocage d'un emprunt.

¹⁹TIDIANI SIDIBE, **La pratique de l'activité bancaire et financière en zone UEMOAE**, L'Harmattan, 2016, Paris, p285.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

Le banquier consent ce type de crédit en prenant en considération deux risques majeurs :

- La non-réalisation de l'opération prévue pour rembourser le crédit ;
- La possibilité que les fonds provenant de l'opération soient détournés du remboursement du crédit.

Ainsi, le banquier devrait n'accorder ce type de crédit que, si la concrétisation de l'opération est certaine ou quasi-certaine, de plus, le montant du crédit relai doit être prudent et inférieur aux sommes attendues de l'opération, afin de se prémunir contre une surestimation éventuelle du prix de cession lors des prévisions.

1.1.2 Les crédits par caisse spécifiques

Les crédits d'exploitation spécifiques sont des formes de financement qui ont pour objectif de soutenir des postes particuliers de l'actif circulant de l'entreprise, ces crédits, également qualifiés de "causés" sont caractérisés par leur orientation précise en termes d'objet financier.

Ils visent à accélérer la rotation de l'actif cyclique de l'entreprise permettant, ainsi une mobilisation plus rapide de liquidités.²⁰

Ces opérations comportent des risques d'ordre commercial pour le banquier, conditionnés par la capacité de l'entreprise à mener bien les transactions impliquant des tiers.

La réalisation du crédit dépend également des qualités morales et financières des clients de l'entreprise participant à ces opérations.

Ces crédits peuvent prendre différentes formes, notamment :

1.1.2.1 L'escompte commercial

« L'escompte est une opération dans laquelle une banque (l'escompteur), en contrepartie de la cession d'une créance le plus souvent représentée par un titre cambiaire, consent à un client (le remettant) une avance de fonds remboursée grâce au recouvrement de la créance.... Le banquier retient, à titre de rémunération, sur le montant de la créance un intérêt et des commissions dénommées agios ». ²¹

Autrement dit, l'escompte commercial est une opération de crédit à court terme où le banquier, également appelé escompteur, avance à son client le montant d'un effet de

²⁰ Dr TARI Mohamed Larbi, Mr ATTARI Abdennasser, Op-cit, p38.

²¹ GAVALDA .C, STOUFFLET.J, **Droit Bancaire**, 4ème édition, Editions Litec, Paris, 1999, p65.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

commerce avant la date d'échéance prévue, en échange, le client bénéficie d'une réduction sur le montant total nommée "escompte", ce taux de réduction, exprimé en pourcentage, est appelé le taux d'escompte, il détermine la remise accordée.

L'escompte implique la participation de trois entités distinctes :

- L'entreprise bénéficiaire de l'effet, désignée comme "le cédant" ;
- Le débiteur de l'effet, également connu sous le nom de "le cédé" ;
- Le banquier, qui joue le rôle de "le cessionnaire".

➤ Avantages pour l'entreprise

- L'escompte favorise la liquidité des créances de l'entreprise, car le coût de l'escompte est généralement inférieur au coût du découvert, en raison du risque moins élevé que celui que le banquier supporte.

➤ Avantages pour la banque

- La banque profite de la sécurité apportée par l'opération d'escompte, conformément aux règles du droit cambiaire ;
- L'escompte matérialisé par des effets éligibles au réescompte offre à la banque la possibilité de se refinancer auprès de la Banque d'Algérie.

On peut distinguer trois risques majeurs dans le cadre de ce type de crédit, à savoir :

- Le risque d'impayés, en cas de défaillance du tiré ;
- Le risque d'immobilisation, lorsque l'effet ne peut être mobilisé ;
- Le risque de tirage de complaisance.

➤ Mode de calcul des intérêts sur escompte

L'escompte désigne l'intérêt calculé sur la valeur nominale de l'effet pendant la période d'endettement, de la date de négociation (remise de l'effet) à la date d'échéance de l'effet, augmenté des jours de banque.

$$E = N \times d \times T$$

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

« Avec :

E : montant des intérêts sur escompte ;

N : montant nominal de l'effet de commerce ;

T : taux d'escompte ;

d : durée de l'opération.

Là encore, bien sûr, le taux doit se rapporter à l'unité de période considérée pour la durée de l'opération ». ²²

1.1.2.2 Avance sur marchandises (warrantage)

« Forme classique de crédit en matière industrielle et commerciale. Cette opération consiste à financer un stock et à appréhender en contrepartie du financement les matières ou les marchandises qui sont remises en gage ». ²³

D'autre part, L'avance sur marchandises représente un crédit de trésorerie accordé à une entreprise, lui permettant de bénéficier d'une avance sur ses stocks de marchandises.

Généralement, ce type de financement garanti par des marchandises qui seront donc affectées en gage soit dans les locaux de l'entreprise, soit dans des installations appartenant à un tiers, tel qu'un magasin général.

Le risque de non de remboursement dans ce type de crédit est pratiquement nul, compte tenu de la dépossession du débiteur (marchandises gagées).

Le risque est associé à la possibilité que les marchandises ne soient ni vendues ni vendues à un prix adéquat.

1.1.2.3 Avances sur marchés publics

Un marché public est un accord conclu entre un entrepreneur et une administration publique pour la fourniture de biens et de services ou l'exécution de travaux publics, ce contrat est encadré par les règles établies dans le code de passation de marchés publics et de

²²Armelle Mathé, **l'essentiel des mathématiques financières**, Gualino éditeur, Lextenso éditions, France, 2015, p29.

²³Thierry DUCLOS, **Dictionnaire de la banque**, SÉFI, 6^eédition, Canada, 2013, p37.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

délégation de services publics, généralement, les entreprises subissent des retards de paiement de la part de l'administration publique.²⁴

Les marchés publics peuvent se présenter sous différentes modes, notamment :

- **L'adjudication générale** : L'adjudication générale est un processus où les entreprises soumettent des offres concurrentes en réponse à un appel d'offres. Le contrat est attribué au meilleur soumissionnaire en fonction de critères prédéfinis tels que le prix ou la qualité.
- **L'adjudication restreinte** : L'adjudication restreinte est un processus de passation des marchés publics où seuls les soumissionnaires présélectionnés sont invités à faire une offre.

Cela limite la concurrence en choisissant les entreprises selon des critères techniques et financiers définis par le maître d'ouvrage, assurant ainsi une meilleure adéquation entre les besoins du marché et les capacités des prestataires.

- **Marché de gré à gré** : l'administration conclut directement un contrat avec un entrepreneur ou un fournisseur sélectionné, cela se fait dans des situations spécifiques où la mise en concurrence n'est pas possible, ou lorsque certains travaux doivent être réalisés de manière urgente.

L'avance sur marché se divise en deux catégories distinctes :

- **Crédits de préfinancement** : Ces crédits assurent à l'entreprise une portion de la trésorerie essentielle pour couvrir les premières dépenses, notamment les approvisionnements, ils sont octroyés en tenant compte d'un plan de trésorerie élaboré par l'entreprise, mettant en lumière le découvert qu'elle supporte.²⁵
- **Avances sur créances nées** : Ces avances sont octroyées en se basant sur une attestation de services rendus ou de fournitures effectuées. Elles peuvent être soit confirmées par un certificat de droit à paiement (avances sur créances nées constatées), soit non confirmées (avances sur créances nées non constatées).

1.1.2.4 Avances sur factures

L'avance sur facture est une technique financière réservée aux entreprises collaborant avec l'administration, visant à mobiliser le poste client lié à cette dernière. Pour ces

²⁴ TIDIANI SIDIBE, Op-cit, p288.

²⁵ Luc BERNET-ROLLANDE, Op-cit, p344.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

entreprises, cette avance se concrétise sous la forme d'un découvert sécurisé par le nantissement des titres détenus.

En pratique, il s'agit d'un crédit par caisse octroyé en échange de la présentation de factures approuvées par des administrations ou des entreprises publiques. Le demandeur de ce type de concours doit fournir des documents tels que le bon de commande, le bon de livraison, la facture certifiée par le maître d'œuvre, ainsi que l'engagement du débiteur à virer de manière irrévocable les sommes dues sur le compte du client rattaché à l'agence, le montant du crédit est plafonné à 70% du montant total des factures.²⁶

1.1.2.5 Factoring (ou affacturages)

Selon le code de commerce algérien : « Le factoring est un acte au terme duquel une société spécialisée, appelée FACTOR devient subrogée aux droits de son client, appelé adhérent, en payant ferme à ce dernier le montant intégral d'une facture à échéance fixe résultant d'un contrat et en prenant à sa charge, moyennant rémunération, les risques de non remboursement ». ²⁷

Par ailleurs, L'affacturage est un contrat par lequel un établissement de crédit appelé FACTOR, achète ferme des créances détenues par un fournisseur, appelé vendeur, sur ses clients appelés acheteurs ou bénéficiaires de services et ce moyennant rémunération. ²⁸

Le FACTOR se charge ensuite de la gestion des créances, de leur recouvrement, et assume généralement le risque d'impayé. L'affacturage peut donc fournir à l'entreprise une source de liquidité rapide, ainsi que des services de gestion et de protection contre les risques liés aux créances clients.

Nb : La société FACTOR n'existe pas en Algérie.

1.1.2.6 Les avances et prêts sur titres

« Une avance sur titre est un prêt à court terme, octroyé par une banque, garanti par le nantissement de titres financiers, et consenti à une personne morale ou physique, le montant de l'avance est limité à un certain pourcentage de la valeur vénale des titres mis en

²⁶ AMMOUR.B, **Pratique des Techniques Bancaires avec référence à l'Algérie**, Ed. Dahleb, Alger, 2004, P 134.

²⁷ Article 543 bis 14 du Code de Commerce Algérien.

²⁸ Luc BERNET-ROLLANDE, Op-cit, P29.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

nantissement, généralement fonction de leur liquidité et de leur volatilité. Le fonctionnement d'une avance sur titres est assez proche de celui d'un crédit lombard. »²⁹

Le montant de ces avances doit être limité à 80% maximum de la valeur des titres en garantie.

1.2 Les crédits par signature

Les crédits par signature, également appelés crédits indirects, sont une autre option qui permet de soulager la trésorerie de l'entreprise.

Un crédit par signature implique l'engagement écrit d'une banque à mettre des fonds à disposition de son client ou à payer un tiers en cas de défaillance du client, moyennant une commission.

Même si la banque ne décaisse pas des fonds, la décision de crédit par signature nécessite une analyse approfondie, pouvant entraîner des décaissements significatifs en cas de besoin.

On a deux types d'engagements existants : les engagements du financement et les engagements de la garantie.

« Les engagements du financement promettant des fonds sous certaines conditions, et la garantie où la banque s'engage à payer un tiers pour le compte du client en cas de défaillance. »³⁰

Les crédits par signature peuvent être classifiés en trois principales catégories :

1.2.1 L'aval

L'aval est un engagement pris par la banque de payer tout ou une partie du montant de la dette de son client matérialisée par un effet de commerce à date d'échéance, à la place de celui-ci, si ce dernier ne peut pas le faire.

L'aval est le résultat d'une signature apposée par le banquier sur un effet de commerce, avec la mention "Bon pour aval", ou toute autre formule équivalente suivie de la signature de l'avaliseur.

²⁹Finance de marché, <http://financedemarche.fr/>, consulté le 03/03/2024 à 11 :53.

³⁰ Mamadou Sène, Op-cit, p225.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

Le risque principal de ce type de crédit réside dans la défaillance du débiteur, ce qui pourrait conduire à un règlement par la banque en tant qu'avaliste. Le créancier impliqué dans cet engagement peut être un fournisseur ou une autre banque.

1.2.2 Le crédit d'acceptation

L'acceptation consiste un engagement de la banque à régler un effet de commerce à échéance.

Au terme de l'article 407 du code de commerce, il est stipulé que : « Par l'acceptation, le tiré s'oblige à payer la lettre de change à échéance ». ³¹

Contrairement à l'aval, où le rôle du banquier est celui d'un garant, dans le cas de l'acceptation, le banquier assume la position de principal débiteur envers le créancier.

Ce changement est formalisé par la signature du banquier sur le recto de la traite, accompagnée de la mention « Bon pour acceptation ».

1.2.3 Le cautionnement

Le cautionnement est un type de contrat unilatéral impliquant des obligations uniquement pour l'une des parties contractantes, il s'agit d'un acte civil défini par l'article 644 du code civil, qui énonce : « le cautionnement est un contrat par lequel une personne garantit l'exécution d'une obligation en s'engageant envers le créancier, à satisfaire cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même ». ³²

Dans le domaine bancaire, le cautionnement représente un accord où une banque se porte caution pour l'un de ses clients et s'engage à prendre sa place en cas de défaillance.

On peut distinguer trois sortes de caution :

1.2.3.1 Les cautions douanières

1.2.3.1.1 Obligation cautionnée « douane »

L'obligation cautionnée implique que la banque s'engage à fournir une garantie financière à l'administration douanière, permettant que les droits soient réglés au moyen d'obligations cautionnées et accordant ainsi un délai de paiement pour d'importateur.

Ce délai de paiement s'étend sur une période n'excédant pas 4 mois.

³¹Article 407 du code de commerce.

³²Pierre-Yves Ardoy, **fiches de droit des sûretés**, Ellipses Édition Marketing S.A., 2e édition, paris, 2018, p31.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

- **Caution à l'entrepôt fictif**

Les services douaniers demandent à l'importateur de fournir cette caution s'il souhaite bénéficier de la suspension des droits pour les marchandises entreposées dans ses locaux.

- **La caution d'admission temporaire**

Cette caution permet à un importateur de ne pas acquitter les droits de douane dans l'objectif de transformer les marchandises avant de les réexporter, étant donné qu'elles ne sont pas destinées à être vendues sur le territoire national.

Le risque principal survient en cas de non-réexportation, obligeant la banque à s'acquitter des droits majorés.

- **La caution d'enlèvement**

Il s'agit d'une caution qui autorise l'importateur à recevoir la marchandise sans acquitter immédiatement les droits de douane applicables, cette caution est octroyée par l'administration à la condition que l'importateur présente une soumission cautionnée, s'engageant à régler les droits dus dans les 15 jours suivant la prise en charge de la marchandise.

Le risque principal réside dans le décaissement à l'échéance pour l'administration des douanes en cas de non-paiement des droits exigibles par le débiteur.

1.2.3.2 Les cautions fiscales

- **Les obligations cautionnées**

Afin d'obtenir un différé de paiement pour les montants de taxes dus à l'administration fiscale (notamment les impôts indirects tels que la TVA), l'obligation cautionnée fiscale représente un moyen de règlement à terme assuré par la Banque, ce mécanisme permet au client redevable de repousser le paiement de sa dette à une date ultérieure, ce report est officialisé par l'ajout de la mention "bon pour caution", sur une durée ne dépassant pas 120 jours.

- **Caution pour imposition contestée**

Tout contribuable ayant des objections concernant une partie ou l'intégrité partie des impôts et taxes réclamés peut, par exception accordée par l'administration fiscale, différer les

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

paiements en fournissant une garantie bancaire, cette garantie est désignée sous le nom de "caution pour imposition contentieuse".

1.2.3.3 Cautionnement dans le cadre des marchés publics

- **Cautions d'adjudication (de soumission)**

Selon **LUC BERNET – ROLLANDE**, « La cautions d'adjudication si une entreprise veut participer à des chantiers de travaux commandés par l'État ou les collectivités locales (régions, départements, communes), elle devra apporter des garanties, dont la plus importante est la caution d'adjudication (ou soumission). Cette caution signifie que, le banquier garantit le sérieux de l'entreprise adjudicataire, qu'elle est à même de mener dans de bonnes

Conditions le chantier à sa fin. Cette caution évite à l'entreprise de déposer des fonds en garantie lorsqu'elle se portera candidate à l'adjudication »³³.

- **La caution de bonne exécution**

La caution de bonne exécution, également appelée caution définitive, est fournie par la banque à l'administration afin de garantir la réalisation efficace du marché et la compétence de l'entreprise à accomplir les travaux qui lui ont été confiés.

- **La caution de restitution d'acomptes**

Cette caution permet à l'entreprise de recevoir des avances ou des acomptes de l'administration lors de l'exécution de travaux dans le cadre de marchés publics ou privés, que ce soit au niveau national ou international. L'administration requiert une garantie bancaire pour assurer la restitution des acomptes.

La banque s'engage à rembourser l'avance obtenue par le titulaire du marché en cas de non-conformité aux normes de réalisation exigées par l'État.

- **Caution de dispense de retenue de garantie**

La caution de dispense de retenue de garantie est un dispositif qui permet au maître de l'ouvrage de différer le paiement total des sommes dues à l'entreprise contractante jusqu'à la réception définitive des travaux.

³³LUC BERNET – ROLLANDE, Op-cit, P 339.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

Dans ce cadre, l'administration retient généralement une partie des fonds pour un certain laps de temps afin de se prémunir contre d'éventuelles malfaçons qui pourraient survenir sur les travaux réalisés.

1.2.4 Le crédit documentaire

« Le crédit documentaire est l'engagement pris par la banque d'un importateur de garantir à l'exportateur le paiement des marchandises (ou l'acceptation d'une traite) contre la remise de documents attestant de l'expédition et de la qualité des marchandises prévues au contrat. »³⁴

Le Crédit Documentaire est une opération bancaire par laquelle une banque émettrice s'engage sur ordre de son client importateur (donneur d'ordre), à effectuer un paiement en faveur d'un exportateur (bénéficiaire) en règlement de l'expédition des marchandises ou des prestations de services. Ce mode de paiement repose exclusivement sur la conformité des documents présentés, indépendamment de toute autre considération, il est réglementé par les Règles et Usances Uniformes (RUU) de la Chambre de Commerce Internationale. À noter que cette méthode de paiement, bien qu'indépendante du contrat commercial, doit demeurer cohérente avec les termes de ce dernier. En fonction du niveau croissant de sécurité offert à l'exportateur et du coût plus élevé pour l'importateur, le crédit documentaire peut se présenter de différentes formes telles que :

- **Crédit documentaire révocable** : Ce type de crédit implique que la banque émettrice s'engage à verser le montant dû à l'exportateur dès la présentation de documents conformes. Cependant, la banque a la possibilité de retirer son engagement avant l'expédition des marchandises.
- **Crédit documentaire irrévocable** : est une forme de crédit documentaire dans laquelle le banquier émetteur du crédit s'engage formellement et ne peut donc revenir sur son engagement quelle que soit l'évolution de la situation de son client.³⁵
- **Crédit documentaire notifié** : implique que seule la banque de l'importateur est engagée sans que la banque du vendeur ne prenne d'engagement financier direct.
- **Crédit documentaire Confirmé** : l'engagement du banquier de l'importateur est conforté par un banquier correspondant dans le pays de l'exportateur.³⁶

³⁴LUC BERNET – ROLLANDE, Op-cit, p 341.

³⁵Le dico de commerce internationale, <https://www.glossaire-international.com>, consulté le 01/03/2024 à 13 :49.

Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires

Le mode de payement peut être :

- **Crédit documentaire a vue** : le paiement est effectué immédiatement à la présentation des documents.
- **Crédit documentaire contre acceptation** : le paiement est effectué à la présentation des documents et d'une traite à échéance.
- **Crédit documentaire différé de paiement** : le paiement est effectué avec mention d'une échéance précise.

³⁶ LUC BERNET – ROLLANDE, Op-cit, p342.

Conclusion

D'importantes entreprises, quelles que soient leur efficacité opérationnelle ou leur structure financière, peuvent rencontrer des problèmes de trésorerie. Pour y remédier, elle recourt souvent à l'endettement en général, et aux crédits d'exploitation en particulier. Ce chapitre a exploré les aspects fondamentaux des crédits bancaires, en mettant en lumière deux principales dimensions : les formes d'endettement et le financement par les crédits d'exploitation.

La diversité des formes d'endettement, souligne l'importance de comprendre les mécanismes et les implications financières de chaque type de crédit, ces choix d'endettement peuvent avoir des conséquences significatives sur la santé financière organisationnelle, nécessitant une évaluation minutieuse et une gestion prudente.

Parallèlement, l'analyse du financement par les crédits d'exploitation a mis en lumière l'importance cruciale de ces ressources pour soutenir les activités opérationnelles des entreprises. Que ce soit pour répondre à des besoins de trésorerie à court terme, investir dans de nouveaux projets ou gérer les fluctuations saisonnières, les crédits d'exploitation peuvent offrir une flexibilité financière essentielle.

En somme, la compréhension des crédits bancaires dans leurs diverses formes, leur utilisation est indispensable pour toute entreprise cherchant à optimiser sa gestion financière.

Chapitre II : La rentabilité et l'effet de levier

Introduction

Dans la gestion complexe de l'entreprise, la rentabilité et l'effet de levier représentent les piliers fondamentaux de la rentabilité financière, comprendre ces concepts est essentiel pour évaluer la santé d'une entreprise et guider ses stratégies de croissance et de développement.

Pour assurer la croissance de l'entreprise, celle-ci opte pour un financement externe afin de concrétiser ses projets tel que le cycle d'exploitation. Le recours à l'endettement suscite ainsi une réflexion à double volet : d'une part, il incite à évaluer financièrement l'entreprise, et d'autre part, à analyser son incidence sur la rentabilité.

En effet, l'endettement exerce une influence sur la rentabilité de l'entreprise en raison de la possibilité de déduire ses charges.

Ce chapitre est devisé en deux aspects essentiels : d'abord, nous explorons l'importance de l'analyse de la rentabilité et de la situation financière de l'entreprise, puis nous étudions l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière.

Section 1 : L'analyse de la rentabilité et la situation financière de l'entreprise

L'analyse de la performance financière d'une entreprise est essentielle pour éclairer ses décisions stratégiques. Dans cette section, nous explorons les fondements de l'analyse de rentabilité et de la situation financière de l'entreprise, Nous allons examiner plusieurs méthodes d'évaluation, dont l'analyse par les indicateurs de la situation financière, l'évaluation à travers des ratios financiers, l'examen détaillé des comptes des résultats, et enfin, l'importance de la capacité d'autofinancement (CAF), ces analyses offriront un aperçu complet de la performance économique de l'entreprise et de sa rentabilité.

1. Le concept de rentabilité

La rentabilité est un indicateur constitue généralement l'objectif principal des dirigeants et des actionnaires, il se mesure par le rapport entre les bénéfices générés par une entreprise et les capitaux investis pour obtenir ces résultats. En outre, c'est un outil essentiel pour évaluer la performance d'une entreprise ou d'un projet.

En d'autres termes, il représente le rapport entre les gains des comptes des résultats (résultat d'exploitation, résultat courant, résultat net) et les éléments du bilan tels que les capitaux propres et les ressources durables.³⁷

D'ailleurs, divers auteurs ont essayé de définir la rentabilité des entreprises :

- Selon **ALBERTINI** de **JEAN-MARIE** et **SILEMAHMED** « La rentabilité est la capacité d'un capital placé ou investi à procurer des revenus exprimés en termes financiers »³⁸ ;
- Selon **PIERRE MAURIN** « Est un moyen de mesurer le degré de performance financière d'une entreprise ou de l'une de ses actions économiques »³⁹;
- Selon **CHIHA** « la rentabilité est la capacité de l'entreprise à maintenir et à rémunérer les capitaux mis à sa disposition de façon permanent »⁴⁰ ;
- Selon **PRAMAGE** « la rentabilité est un indicateur d'efficacité établissant une comparaison entre les résultats obtenus et les moyens mis en œuvre pour obtenir ce résultat. En d'autres termes, c'est donc l'aptitude d'un capital à dégager un bénéfice ».⁴¹

³⁷Georges Legros, **Mini manuel de finance d'entreprise**, © Dunod, 2^eédition, Paris, 2014, p8.

³⁸Albertini de Jean-Marie et Silem A, **lexique d'économie**, Edition Dalloz, 8^eme, p 731.

³⁹Pierre Maurin, **Optimisez la rentabilité de votre entreprise**, AFNORÉdition, 2023, p 7.

⁴⁰CHIHA.K, **finance d'entreprise**, Edition Dar Houma, 2009, p 41.

Chapitre II : la rentabilité et l'effet de levier

La rentabilité se divise classiquement en deux catégories : la rentabilité économique et la rentabilité financière.

1.3 La rentabilité économique (Return on Asset ROA)

La rentabilité économique évalue la capacité d'une entreprise à accroître sa richesse en mesurant la performance de ses activités industrielles et commerciales, elle compare le résultat d'exploitation aux actifs nécessaires pour l'obtenir ce qui signifie qu'elle met en relation le résultat des opérations avec l'actif économique.

D'où la rentabilité économique mesure l'efficacité des moyens de production engagés dans l'activité de l'entreprise, ces moyens de production, également appelés actifs économiques.

1.4 La rentabilité financière (Return on Equity ROE)

La rentabilité financière, également connue sous le nom de rentabilité des capitaux propres, permet de mesurer la part des résultats d'une opération financière attribuable aux ressources internes, et comme **Jean-Guy DEGOS** la définit : « Elle se concentre sur la performance destinée aux propriétaires du capital, contrairement au ROA qui mesure la performance globale à partager entre toutes les parties prenantes de l'entreprise ».⁴²

Ainsi, la rentabilité financière d'une entreprise découle de la rentabilité économique, influencée par l'effet de levier financier.

Selon **ACH. Y-A** et **DANIEL. C** : « La rentabilité financière peut être atteinte si l'endettement de l'entreprise et le suivi des fonds propres sont maîtrisés. Les actionnaires sont intéressés par la rentabilité de leur entreprise, ou plus précisément par le bénéfice par action qu'ils percevront, aussi tentent-ils de déterminer le rendement de leur participation. Pour cela, il faut tenir compte à la fois de la valeur de l'apport et de retour financier de cet investissement. Il est évident par ailleurs que le bénéfice par action de l'entreprise endettée est différent de celui d'une entreprise non endettée »⁴³.

2 Analyse de la situation financière de l'entreprise

L'analyse de la situation financière de l'entreprise est essentielle pour comprendre les différents aspects et les indicateurs clés qui influent sur sa rentabilité.

⁴¹PRAMAGE Pierre, **analyse et diagnostic financier**, Edition d'organisation, paris,2001, p145.

⁴²Jean-Guy DEGOS, **Le diagnostic financier des sociétés**, Numilog.com, France, 2010, p 26-27.

⁴³ACH. Y-A et DANIEL. C, **Finance d'entreprise : Du diagnostic à la création de valeur**, Hachette supérieur, 2004, p213.

Chapitre II : la rentabilité et l'effet de levier

On considère qu'une entreprise a une bonne situation financière lorsqu'elle atteint les objectifs définis dans sa stratégie, l'étude et l'analyse de cette dernière fournissent une évaluation de l'efficacité de sa gestion, offrant ainsi un aperçu de sa structure et de sa performance financière.

Pour effectuer cette analyse, différents outils sont utilisés. Nous commencerons par les indicateurs d'équilibre financier, puis nous procéderons à l'analyse par les ratios.

2.1 L'analyse par les indicateurs d'équilibre financier

L'analyse du solde financier s'effectue à travers le bilan fonctionnel d'une entreprise et s'appuie sur trois indicateurs : fonds de roulement, besoin en fonds de roulement et trésorerie nette, Qui permettent à l'analyse d'évaluer sa santé financière.

2.1.1 La représentation du bilan fonctionnel

Les grandes masses d'un bilan fonctionnel se présentent comme suit :

Figure 6: Présentation du bilan fonctionnel des grandes masses.

ACTIFS		PASSIFS	
Actif immobilisé	Actifs à long terme	Capitaux permanents	Capitaux Propres
			Les dettes à long et moyen terme
Actif circulant	Valeur d'exploitation (stocks)	Passif circulant	Les dettes à court terme (Dettes fournisseurs ...)
	Valeur réalisable (créances clients)		
	Valeur disponible (disponibilité)		

Source : réalisé par nous-mêmes.

2.1.2 Les différents indicateurs de l'équilibre financier

Il y a trois indicateurs qui mesurent l'équilibre financier :

2.1.2.1 Le Fonds de Roulement Net Global (FRNG)

Par définition : « Le fonds de roulement net global est l'excédent des ressources stables sur les emplois stables. Il représente la part des ressources durables qui concourt au financement de l'actif circulant. Il constitue une marge de sécurité ».⁴⁴

Autrement dit, le fonds de roulement net global constitue l'une des mesures financières importantes pour évaluer l'équilibre d'une entreprise par rapport à sa structure financière, il se calcule en soustrayant les emplois durables des ressources stables. Plus précisément, le FRNG correspond à la différence entre les ressources stables (fonds propres, dettes financières, amortissements, provisions) et les emplois durables (immobilisations brutes). Cette mesure permet de déterminer l'excédent des ressources disponibles pour financer des investissements ou répondre aux besoins en fonds de roulement.

Le calcul du fonds de roulement est effectué soit par :

- **Le haut du bilan :**

$$\text{FRNG} = \text{Capitaux Permanents} - \text{Actifs Immobilisés}$$

- **Le bas du bilan :**

$$\text{FRNG} = \text{Actif circulant} - \text{Passif circulant}$$

- **Interprétation du Fond de Roulement :**

$\text{FRNG} > 0 \Leftrightarrow \text{capitaux permanents} > \text{actifs immobilisés}$.

FRNG positif signifie que les capitaux permanents couvrent largement les emplois stables et financent en plus une partie de l'actif circulant.

⁴⁴Annaïck Guyvarc'h, **Analyse financière**, e-theque, Paris, 2004, p47.

Chapitre II : la rentabilité et l'effet de levier

En d'autres termes, l'entreprise est en équilibre financier avec des capitaux permanents suffisants pour financer son actif immobilisé, et un excédent de capitaux à long terme destiné à financer son actif circulant, donc le fonds de roulement représente une marge de sécurité significative pour maintenir la solvabilité de l'entreprise.

$FRNG < 0 \Leftrightarrow$ capitaux permanents $<$ actifs immobilisés.

FRNG négatif signifie que les capitaux permanents ne suffisent pas pour financer l'intégralité des immobilisations. Ainsi, une partie de ces immobilisations est financée par des ressources à court terme telles que les dettes d'exploitation, les dettes hors exploitation, ou la trésorerie passive, cela traduit un déséquilibre financier.

$FRNG = 0 \Leftrightarrow$ capitaux permanents = actifs immobilisés.

Les capitaux permanents permettent d'assurer la totalité du financement des immobilisations, mais la situation n'est pas optimale car il n'y a pas de surplus pour le financement du cycle d'exploitation. L'entreprise maintient un équilibre financier minimal.

Figure 7: Présentation d'un cas d'un FRNG positif.

Actifs	Passifs
Actifs immobilisés	Capitaux permanents
Actifs circulants	FR > 0
	Passifs circulants

Source : Etablis par nous-mêmes.

2.1.2.2 Le besoin en fonds de roulement (BFR)

Selon **Sébastien Ristori** : « Le BFR est le besoin en trésorerie momentané de l'entreprise, dû au décalage entre les stocks, les créances et les dettes. Dans un fonctionnement vertueux, le BFR est financé par le fonds de roulement. Il représente un besoin de trésorerie lorsque le BFR est positif, ou un excédent de liquidités lorsqu'il est négatif. »⁴⁵

Le Besoin en Fonds de Roulement (BFR) peut être défini comme la fraction des actifs circulants (engendrée par le cycle d'exploitation incluant les achats, la production et la vente), qui n'est pas couverte par les ressources d'exploitation. Il représente financièrement la relation de

⁴⁵Sébastien Ristori, **Analyse et gestion financière**, Ellipses Édition, paris, 2021, p44-93.

Chapitre II : la rentabilité et l'effet de levier

l'entreprise avec des acteurs économiques tels que les clients, les fournisseurs, et tout ce qui concerne l'actif et le passif à court terme.

Le besoin en fonds de roulement se calcule comme suit :

$$\mathbf{BFR = créances clients + stocks - Dettes à court terme}$$

- **Interprétation du BFR**

Si le $BFR > 0$: stock + créances clients > dettes fournisseurs.

Implique que le besoin en financement est supérieur aux ressources de l'entreprise, donc elle a besoin d'un fonds de roulement, c'est une situation de déséquilibre financier.

Si le $BFR < 0$: stock + créances clients < dettes fournisseurs.

Implique que le besoin en financement est inférieur aux ressources de l'entreprise, les délais de règlement des dettes sont plus longs que ceux des clients, donc elle n'a pas besoin d'un fonds de roulement.

Si le $BFR = 0$: stock + créances clients = dettes fournisseurs.

Cela signifie que les ressources couvrent tout le cycle d'exploitation, on peut dire que l'entreprise est à pleine au juste équilibre financier à court terme.

2.1.2.3 La Trésorerie Nette (TN)

La trésorerie nette représente les liquidités immédiatement disponibles pour l'entreprise, elle est étroitement liée aux concepts de fonds de roulement (FR) et de besoin en fonds de roulement (BFR). Elle correspond au solde restant après le financement des immobilisations et la couverture des besoins opérationnels.

Un excédent est noté si positif, tandis qu'une insuffisance est signalée en cas de négatif.

On peut la calculer de deux manières différentes :

$$\mathbf{TN = trésorerie active - trésorerie passive}$$

Où

$$\mathbf{TN = FRNG - BFR}$$

- **Interprétation du TN**

Si la $TN > 0$: Une trésorerie positive indique que l'équilibre financier est réalisé, le FRNG couvre entièrement les besoins en fonds de roulement, générant un excédent.

Si la $TN < 0$: Une trésorerie négative signale que l'équilibre financier n'est pas atteint, le FRNG ne couvre pas entièrement les besoins en fonds de roulement, entraînant une situation coûteuse, c'est une situation de découvert chronique.

Si la $TN = 0$: Une trésorerie nulle indique un équilibre financier parfait, le FRNG couvre entièrement les besoins en fonds de roulement.

2.2 L'analyse par les ratios

L'utilisation des ratios est considérée comme la méthode la plus appropriée pour interpréter les états financiers des entreprises, ces ratios aident à réaliser un diagnostic de qualité et permettent aux dirigeants de l'entreprise de définir leur objectif et de les comparer aux réalisations.

Cette méthode implique de comparer deux grandeurs économiques à l'aide d'indicateurs fondamentaux, ce qui va au-delà d'une simple lecture chiffrée. Il est essentiel de considérer le contexte dans lequel l'entreprise opère.

Les ratios peuvent revêtir diverses formes telles que des taux, des délais, des coefficients, etc.

Ils peuvent être exprimés en pourcentage ou en quotient, ils doivent être calculés sur plusieurs années et comparés à ceux d'autres entreprises du même secteur pour suivre l'évolution de l'entreprise.

Pour garantir une mesure véritablement représentative, il est essentiel de maintenir une homogénéité dans leur utilisation d'une entreprise à l'autre, d'un secteur à l'autre et d'une année à l'autre. L'analyse qui en résulte synthétise les performances des entreprises, en particulier en ce qui concerne leurs rentabilités.

2.2.1 Les types de ratios

Les différents types des ratios peuvent être présentés de manière succincte en soulignant leurs compositions et leurs usages spécifiques, commençons par :

2.2.1.1 Les ratios de structure financière

Il existe plusieurs ratios de structure financière, dont le ratio d'autonomie financière :

➤ **Le ratio d'autonomie financière**

Le ratio d'autonomie financière (endettement net par rapport aux capitaux propres) donne une indication sur le niveau d'endettement de la société, il se calcule en divisant les capitaux propres (aussi appelés fonds propres) par le total du bilan et permet d'apprécier l'importance des fonds propres par rapport à l'ensemble des ressources. Il est souhaitable qu'il se situe au moins à 20%.⁴⁶

$$\text{Autonomie financière} = \text{capitaux propres} / \text{Total dette}$$

-Si le ratio d'autonomie financière > 1 : l'entreprise est en capacité de couvrir ses emprunts bancaires grâce à leur capitaux propres.

-Si le ratio est < 1 : l'entreprise est trop endettée, elle n'est plus en mesure de couvrir ses dettes avec ses capitaux propres.

2.2.1.2 Les ratios de liquidité et de solvabilité

2.2.1.2.1 Les ratios de liquidité

La liquidité d'une entreprise représente sa capacité à rembourser ses dettes à court terme en utilisant ses revenus courants, issus notamment de la conversion des stocks en créances puis en liquidités.

- **Ratio de liquidité globale**

Le ratio de liquidité mesure la capacité d'une entreprise à rembourser ses dettes à court terme et permet d'évaluer si un équilibre financier sain est maintenu. Si ce ratio est supérieur à 1 le fonds de roulement est positif, signalant ainsi la présence d'une marge de sécurité adéquate.

- **Ratio de liquidité restreinte**

Ce ratio mesure le degré de couverture des dettes à court terme par les créances à moins d'un an (les disponibilités et la valeur mobilière de placement). Il est important de s'assurer que le délai de paiement des fournisseurs soit plus long que celui des clients.

⁴⁶L'expert-comptable, <https://www.l-expert-comptable.com/>, consulté le 13/02/2024/ à 00 :57.

- **Ratio de liquidité immédiate**

Ce ratio évalue la solvabilité à court terme, reflétant la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements sans avoir à vendre ses stocks ou à convertir ses créances à court terme.

Tableau 1:Présentation des trois ratios de liquidité.

Le nom du ratio	La formule pour le calculer	L'interprétation
Liquidité globale	$\frac{\text{stocks} + \text{clients} + \text{Dispo}}{\text{Dettes à CT}}$	Si le ratio >1 : l'actifs circulants (stocks +client dispo) suffisant pour rembourser les dettes à court terme.
Liquidité courante	$\frac{\text{Créance client} + \text{Dispo}}{\text{Dettes à CT}}$	Si le ratio >1 : l'actif circulant hors stocks suffisant pour rembourser les dettes à court terme.
Liquidité immédiate	$\frac{\text{Disponibilité}}{\text{Dettes à CT}}$	Si le ratio >1 : les disponibilités peuvent rembourser les dettes à court terme.

Source : inspiré de : Thibierge, Christophe, l'analyse financière, Ed 6,2005, page 60.

2.2.1.2.2 Les ratios de solvabilité

La solvabilité se définit de manière générale comme la capacité de l'entreprise à faire face à ses engagements à moyen et long terme.⁴⁷

- **Ratio de solvabilité globale** : Un ratio supérieur à 1 est requis pour évaluer la capacité d'une entreprise à honorer ses dettes.

Ratio de solvabilité générale = actif réel net total / total dettes

⁴⁷G. LEGROS, manuel de finance d'entreprise, édition Dunod, Paris, 2010, p 60.

-Si ce ratio > 1 : l'entreprise est solvable, c'est-à-dire qu'elle vend l'ensemble de ses actifs pour faire face à l'ensemble de ses dettes.

-Si ce ratio < 1 : l'entreprise n'est pas solvable, c'est-à-dire qu'elle ne peut faire face à l'ensemble de ses dettes en vendant la totalité de ses actifs.

Toutefois, même si une entreprise est solvable, elle peut toujours présenter des risques de liquidité, c'est pourquoi il est important de compléter l'analyse avec les ratios de liquidité mentionnés précédemment.

- **Ratio d'endettement**

Le ratio d'endettement est un indicateur financier qui évalue le niveau d'endettement d'une entreprise en comparant ses dettes à ses actifs. En substance, il offre une mesure de la solvabilité de l'entreprise ainsi que de sa dépendance financière à l'égard de tiers.

$$\text{Ratio d'endettement global} = \text{Total des dettes} / \text{Total des actifs}$$

-Un ratio d'endettement plus faible indique que l'entreprise est peu endettée, ce qui signifie qu'elle dispose d'une marge pour contracter de nouveaux prêts et ainsi investir, puisque son ratio d'endettement est inférieur à 1.

- **Ratio de capacité de remboursement** : « Le ratio dettes financières / CAF permet d'appréhender la capacité de l'entreprise à rembourser les emprunts structurels qu'elle a contractés, il doit être le plus faible possible. Les établissements de crédit situent la limite maximale entre trois et cinq ans. Le ratio mesure aussi le potentiel d'endettement à moyen ou à long terme. La CAF mesure l'indépendance financière car elle permet de dégager l'autofinancement nécessaire au renouvellement des investissements et de rembourser les dettes ». ⁴⁸

$$\text{Ratio de capacité de remboursement} = \text{dettes financières} / \text{CAF}$$

2.2.1.3 Les ratios de profitabilité et de rentabilité

2.2.1.3.1 Ratio de profitabilité

La profitabilité économique mesure la capacité d'une entreprise à produire un résultat en fonction de son niveau d'activité, mesuré par des indicateurs tels que le chiffre d'affaires,

⁴⁸ OGIEN. D, Gestion financière de l'entreprise, édition, Dunod, 2018, p 32.

Chapitre II : la rentabilité et l'effet de levier

la production ou la valeur ajoutée, en se concentrant exclusivement sur ses activités industrielles ou commerciales. Une diminution notable de ce ratio au fil du temps peut être attribuée à une baisse de l'excédent brut d'exploitation.

$$\text{Ratio de profitabilité économique} = \text{EBE} / \text{CA (HT)}$$

-Si l'indice de profitabilité = 1, il est considéré comme équilibré. En dessous de 1, l'investissement proposé par l'entreprise doit être rejeté.

2.2.1.3.2 Ratios de rentabilité

- **Ratio de rentabilité économique** : Il s'agit d'un indicateur clé de l'analyse financière, reflétant l'efficacité de l'utilisation des fonds disponibles par l'entreprise, sans être influencé par sa structure financière. Ce ratio est obtenu en divisant le résultat économique (résultat d'exploitation après impôt) par le montant des capitaux engagés pour obtenir ce résultat (actif économique) :

Le taux de la rentabilité économique peut être aussi mesuré à travers le ratio suivant⁴⁹ :

$$\text{Rentabilité Economique} = \text{Résultat économique net} / \text{Actif économique}$$

$$\text{Avec : Actif économique} = \text{Immobilisations nettes} + \text{BFR}$$

$$= \text{Capitaux propres} + \text{Dettes financières}$$

-Le Résultat d'Exploitation représente le résultat généré par les opérations courantes de l'entreprise ;

-L'Actif économique correspond aux moyens de production engagés dans l'activité, calculé en additionnant les immobilisations d'exploitation et le Besoin en Fonds de Roulement (BFR).

En outre, Le taux de rentabilité économique peut être défini par le quotient du résultat net par le total des actifs⁵⁰:

$$\text{Rentabilité Economique} = \text{Résultat net} / \text{Total de l'actif}$$

⁴⁹Delahaye Jaqueline, Delahaye Florence, **Finance d'entreprise**, Dunod, Paris, 2007, P 158.

⁵⁰Michel Blanchette, François-Éric Racicot et Jean-Yves Girard ; **Les effets des IFRS sur les ratios financiers**, premiers signes au Canada, 2011, P 24.

-Si la rentabilité est bonne soit positive, l'entreprise disposera d'assez de ressources pour maintenir son activité.

-Si la rentabilité est négative, l'entreprise ne génère pas suffisamment de bénéfices pour couvrir les coûts associés à l'utilisation de ses actifs.

- **Ratio de rentabilité financière** : Le ratio de la rentabilité financière se définit par le rapport entre le résultat net (résultat de l'exercice après impôts) et les capitaux propres⁵¹.

$$\begin{aligned} \text{Rentabilité Financière} &= \text{Résultat net} / \text{Total Capitaux Propres} \\ &= \text{Rentabilité Economique} * \text{Taux d'endettement} \end{aligned}$$

2.2.1.4 Les ratios de rotation

Les ratios de rotation appelés aussi ratios de gestion, permettent d'évaluer les décisions prises par les gestionnaires de l'entreprise, ils permettent ainsi de mesurer la capacité des gestionnaires de l'entreprise à utiliser les éléments de l'actif de façon optimale, ces ratios sont nombreux, nous allons en citer quelques-uns :⁵²

- **Ratio de rotation des stocks** : Il représente la période moyenne requise pour la vente de marchandise ou produit fini.

$$\text{Ratio de rotation des stocks} = (\text{Stocks des produits finis}/\text{chiffres d'affaires}) * 360$$

- **Délai de règlement des fournisseurs**

Il représente le nombre moyen des jours qu'il faut à l'entreprise pour payer ses fournisseurs⁵³ :

$$\text{Délai de règlement des fournisseurs} = (\text{dettes fournisseurs}/\text{achats}) * 360$$

⁵¹Richard Jacques ; **Analyse financière et gestion des groupes**, Economica, Paris ,2000, p 320.

⁵²Khendek Samira, **Analyse financière par les ratios : étude comparative -Cas de la société Sidal et la Société Biopharm**, Revue de l'économie financière & des affaires, 2022, p545.

⁵³Idem, p 545.

- **Le délai moyen de recouvrement des créances clients**

Il représente la Période moyenne qui s'écoule avant que l'entreprise ne recouvre ses créances clients.

$$\text{Le délai moyen de recouvrement des créances clients} = (\text{Créance clients} / \text{CA}) * 360$$

3 Analyse de la rentabilité

Explorons la rentabilité d'une entreprise à travers l'analyse du Tableau des Comptes de Résultat (TCR), un outil essentiel pour évaluer les bénéfices générés par rapport aux coûts engagés.

3.1 L'analyse par le tableau des comptes des résultats

3.1.1 Le compte de résultats

Le compte de résultat, est un état financier important qui trace l'évolution de la situation financière d'une entreprise sur une période donnée, il offre une synthèse concise des dépenses et des revenus afin d'expliquer le résultat obtenu au cours d'une période comptable spécifique, conformément au principe de séparation des exercices comptables.

Selon **Evraert, Serge** « Le compte de résultat, rend compte de l'évolution de la situation patrimoniale qui a conduit à un enrichissement ou un appauvrissement de l'entité au cours d'une période. L'enrichissement de l'entité se traduit par l'apparition de produits et son appauvrissement par l'apparition de charges. A la fin de la période, en général une année mais parfois au bout d'un semestre ou d'un trimestre, on détermine un solde appelé résultat par différence entre le total des produits et des charges. Si le montant des produits est supérieur au montant des charges, le résultat est bénéficiaire. Dans le cas contraire, le résultat est une perte ».⁵⁴

Autrement dit, le résultat d'un exercice, souvent exprimé en tant que bénéfice ou perte pour les actionnaires, car il détermine leurs rémunérations potentielles. Ce résultat est calculé en faisant la différence entre tous les revenus générés (produits) et les coûts encourus (charges). Il est important que ce montant corresponde à ce qui est rapporté dans le passif du bilan financier de l'entreprise.

⁵⁴Prat Dit Hauret, Christian, **Les documents de synthèse bilan, compte de résultat, annexes**, Editeur : etheque, 2002, p27.

Chapitre II : la rentabilité et l'effet de levier

Il existe deux catégories distinctes de produits et de charges :

-Les produits encaissables et les charges décaissables, qui entraînent des flux de trésorerie réels. Cela signifie que ces transactions se traduisent par des mouvements de fonds entrants ou sortants.

-Les produits et les charges calculées, qui ne génèrent pas des flux de trésorerie réels mais sont plutôt déterminés pour des raisons comptables, fiscales, économiques et financières. Ils sont essentiels pour établir le résultat économique et comptable de l'entreprise, mais ne correspondent pas nécessairement à des mouvements de trésorerie.

3.1.2 La présentation de comptes des résultats

Il existe deux principaux modèles des comptes des résultats

-Le modèle qui classe les produits et les charges en fonction de leur destination ou de leur fonction dans l'entreprise, telles que les coûts d'achat, de production, de distribution, de revient, et les frais administratifs.

-Le modèle qui classe les produits et les charges en fonction de leur nature juridique, comme les marchandises, les matières premières, les dépenses fiscales, etc.

Le deuxième modèle est le plus couramment utilisé. Il est généralement divisé en trois catégories : exploitation, financier et exceptionnel.

Ces catégories comprennent également des éléments calculés tels que les revenus (reprises) et les dépenses (amortissements, dépréciations, provisions) qui ne sont pas directement liés aux activités commerciales habituelles de l'entreprise.

3.1.3 Le passage du tableau des comptes des résultats au tableau des Soldes

Intermédiaires de Gestion (SIG)

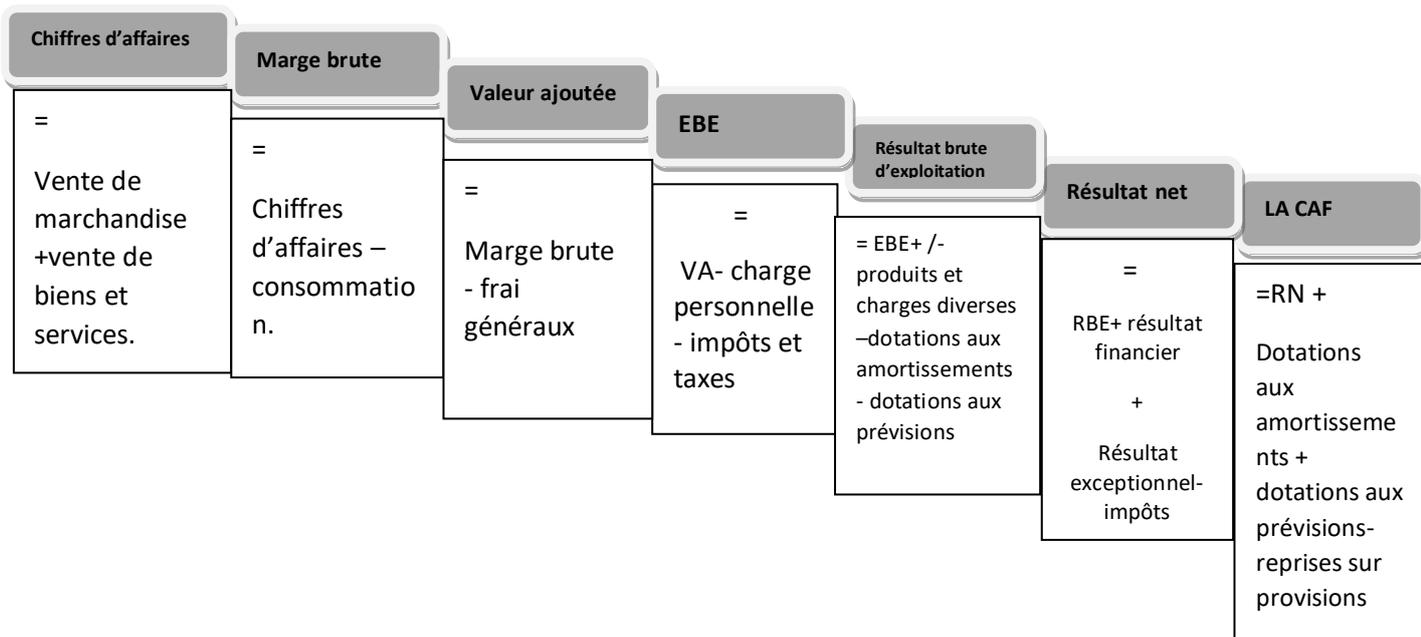
En se basant sur les éléments du TCR (répertorie les différentes charges et les différents produits de l'entreprise), le financier construit le tableau des Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG).

Ce tableau peut être vu comme une série de soldes ou de marges qui décomposent la formation du résultat financier. En d'autres termes, il permet d'analyser en détail les composantes du résultat global de l'entreprise, offrant ainsi une vision plus précise de sa performance financière.

Chapitre II : la rentabilité et l'effet de levier

Selon **LE GROS. G**, « le solde intermédiaire de gestion explique la formation du résultat de l'exercice en analysant les différentes étapes de création de valeur dans l'entreprise selon le découpage retenu dans le compte de résultats (exploitation, financier, exceptionnel) »⁵⁵.

Figure 8:Présentation schématique de l'analyse des soldes intermédiaires de gestion et du bilan.



Source : Réalisé par nous-mêmes.

- **Le chiffre d'affaires (CA)**

Le chiffre d'affaires représente le montant total des ventes réalisées par une entreprise sur une période donnée. Il est extrait du compte des résultats de l'entreprise et constitue une donnée fondamentale pour évaluer son activité, le chiffre d'affaires offre une perspective sur son niveau d'activité et facilite les comparaisons et les analyses temporelles, il est présenté hors taxes et exprimé en valeur. De nombreux facteurs peuvent influencer sa variation.

Le CA reste essentiel pour évaluer la capacité d'une entreprise à convertir ses ressources économiques en créances auprès des clients.

⁵⁵ LE CROS. G, Op-cit, p 17.

- **La Valeur Ajoutée (VA)**

La valeur ajoutée représente la richesse économique créée par l'entreprise au cours de son processus de production, elle exprime l'efficacité avec laquelle elle combine ses ressources, qu'elles soient techniques, humaines ou financières.

- **L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE)**

L'excédent brut d'exploitation évalue la performance économique de l'entreprise en mesurant la rentabilité de ses opérations principales, sans prendre en compte l'impact de l'amortissement, des charges financières et de la fiscalité. Il reflète également sa capacité à générer des liquidités grâce à son activité principale, représentant ainsi un flux de trésorerie.

Cet indicateur est souvent utilisé pour comparer les performances entre les entreprises opérant dans le même secteur d'activité.

- **Le Résultat d'Exploitation (RE)**

Le résultat d'exploitation est le bénéfice net généré par l'activité principale de l'entreprise, sans considérer sa politique financière, mais en tenant compte des amortissements, dépréciations et provisions, contrairement à l'excédent brut d'exploitation, il n'est pas un flux de trésorerie car il inclut à la fois des produits et des charges calculés.

- **Le Résultat Courant (RC)**

Le résultat courant intègre les aspects financiers en résumant le bénéfice avant impôt provenant des opérations habituelles de l'entreprise, par la suite, ce montant est réparti entre différentes entités : l'État (impôt sur les bénéfices), les salariés (participation aux bénéfices) et les actionnaires (dividendes).

Le résultat courant avant impôt évalue la rentabilité économique et financière de l'entreprise, Comparé au résultat d'exploitation, il permet d'analyser l'influence de la politique financière (telle que les politiques d'endettement et de placement) sur la formation du résultat. Ce solde peut être négatif.

- **Le résultat exceptionnel**

Le résultat exceptionnel évalue les revenus ou les dépenses générés par les opérations non récurrentes de l'entreprise, il n'est pas déterminé à partir d'un solde antérieur. Ce solde peut être négatif.

- **Le Résultat Net Comptable (RNC)**

Le résultat net de l'exercice représente les fonds disponibles pour l'entreprise et les revenus des associés après déduction des impôts.

3.2 La Capacité d'Autofinancement (CAF)

Par définition : « La capacité d'autofinancement représente les ressources dégagées par l'activité d'une entité économique qui, après distribution des dividendes aux actionnaires, permettent d'autofinancer le développement de l'activité. Elle sert à financer tout ou une partie des investissements d'expansion ou de renouvellement et permet d'apprécier les possibilités d'autofinancement de l'entreprise. »⁵⁶

La Capacité d'Autofinancement (CAF) est une réserve interne potentielle générée par l'activité de l'entreprise, elle se distingue des ressources externes provenant de ses partenaires. La CAF représente un flux potentiel, car elle est calculée à partir des comptes des résultats, qui enregistre les revenus dès leur facturation. En revanche, des délais peuvent exister entre cet enregistrement et l'encaissement effectif des revenus.

3.2.1 Le calcul de la CAF

Il existe deux méthodes pour le calcul de la CAF :

- La méthode additive (à partir de résultat net) ; la méthode soustractive (à partir de l'EBE).

⁵⁶Prat Dit Hauret, Christian, **Les tableaux de financement et de flux financiers**, Editeur : e-theque, 2003, p 7.

Tableau 2:Présentation des méthodes de calcul de la CAF.

Méthode additive	Méthode soustractive
Résultat net de l'exercice	Excédent brut d'exploitation (EBE)
+ Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (DAP)	+ Autres produits de gestion courante
+ Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (VNCEAC)	+ Quote-part de résultat sur opération faite en Commun
- Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions (RAP)	+ Produits financiers
- Produits de cession d'éléments d'actif cédés (PCEAC)	+ Produits exceptionnels (sauf PCEAC et QPSVR)
- Quote-part de subvention virée au résultat de l'exercice (QPSVR)	+ Transfert de charges
	- Autres charges de gestion courante
	- Quote-part de résultat sur opération faite en Commun
	- Charges financières
	- Charges exceptionnelles (sauf VNCEAC)
	- Participation des salariés aux fruits de L'expansion
	- Impôt sur les bénéfices

Réalisé à partir Sources : OGIEN. D, Gestion financière de l'entreprise, édition, Dunod, 2018, p31.

3.2.2 L'interprétation de la CAF

La Capacité d'Autofinancement (CAF) représente la capacité d'une entreprise à générer des fonds grâce à ses activités, elle est utilisée pour diverses fins telles que rembourser les emprunts, distribuer des dividendes, financer les investissements et évaluer l'indépendance financière.

En effet, la CAF permet de dégager les fonds nécessaires pour autofinancer les investissements futurs ou pour rembourser les dettes en cours, elle intervient également dans le calcul du ratio de capacité de remboursement, qui mesure la capacité d'une entreprise à honorer ses obligations financières.

Section02 : L'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière

La structure de financement des entreprises a longtemps été un sujet de débat au sein de la littérature financière. L'approche de Modigliani et Miller, développée en 1958, a joué un rôle fondamental dans la compréhension de cette question, dans leurs travaux, basés sur une construction théorique rigoureuse, ils ont exploré les implications de diverses structures de capital sur la valeur des entreprises ou leurs rentabilités.

1 L'impact de la structure de financement sur la rentabilité : une analyse fondée sur l'approche de Modigliani et Miller

Modigliani et Miller ont initié leur analyse en considérant un marché financier parfait, caractérisé par une disponibilité d'information sans coût, l'absence de coûts de transaction, de taxes et d'asymétries d'information. Dans ce cadre idéalisé, ils ont démontré que le type de financement n'a aucun impact sur la valeur de l'entreprise, autrement dit, le choix entre le crédit et les capitaux propres n'affecte pas la valeur intrinsèque de l'entreprise.

Après avoir établi que la structure financière n'affecte pas la valeur de l'entreprise, Modigliani et Miller ont examiné l'impact de l'imposition dans leur article de 1963. Ils ont conclu que l'avantage fiscal des intérêts déductibles devrait inciter les entreprises à s'endetter, cela entraîne une augmentation du rendement attendu des capitaux propres, mais également un accroissement du risque, tant pour les capitaux propres dans leur ensemble que pour leur risque non diversifiable.

Cette section examine comment l'endettement financier des entreprises, y compris les crédits d'exploitation, affecte leurs rentabilités. Elle explore la relation entre l'endettement et la rentabilité, ainsi que les effets positifs et négatifs du crédit sur elle. En outre, elle présente le mécanisme de l'effet de levier financier et les risques associés à l'endettement.

2 Concept et définition de l'effet de levier

Par définition : « L'effet de levier est le mécanisme qui explique la formation de la rentabilité des capitaux propres grâce à l'endettement. Cette rentabilité est modifiée dès lors qu'une entreprise est financée soit par fonds propres, soit par endettement ».⁵⁷

⁵⁷Op-cit, Sébastien Ristori, p109.

Chapitre II : la rentabilité et l'effet de levier

Selon **BOBIE.Z** et **MERTON.R** « L'effet de levier financier signifie simplement l'impact de l'endettement sur la rentabilité financière, les actionnaires d'une entreprise utilisent l'endettement pour augmenter leur rentabilité financière, mais dans le même temps, ils contribuent à augmenter la sensibilité financière aux variations de la rentabilité économique ». ⁵⁸

En somme, l'effet de levier désigne la capacité à accroître la rentabilité des capitaux propres par le financement d'une partie des investissements par des emprunts à un taux d'intérêt avantageux. Il se manifeste par la différence entre la rentabilité des capitaux propres et la rentabilité économique de l'entreprise.

2.1 Formulation de l'effet de levier

La formule de L'effet de levier se donne par :

$$\mathbf{RF = (RE + (RE - i) * D/CP) (1 - IBS)}$$

RF : rentabilité financière ;

RE : rentabilité économique ;

i : le taux d'intérêt sur les dettes financières ;

D : dettes financières ;

CP : capitaux propres ;

IBS : impôt sur bénéfice des sociétés ;

Avec (RE-i) : effet de levier ;

Et D/CP : le levier d'endettement ou Bras de levier.

Selon **OGIEN. DOV** « L'effet de levier correspond à l'écart entre le taux de rentabilité économique et le taux d'intérêt de la dette financière.

Trois cas peuvent se présenter :

Si $(Re - i) > 0$, l'entreprise présente un effet de levier positif : plus elle est endettée, plus elle est rentable financièrement pour ses actionnaires ;

⁵⁸BOBIE.Z, MERTON.R, **Finance**, Ed : NOUVEAUX HORIZONS, Paris, 2011, P94.

Chapitre II : la rentabilité et l'effet de levier

Si $(Re - i) < 0$, l'entreprise présente un effet de levier négatif ou « effet de massue » : plus elle est endettée, moins elle est rentable pour ses actionnaires ;

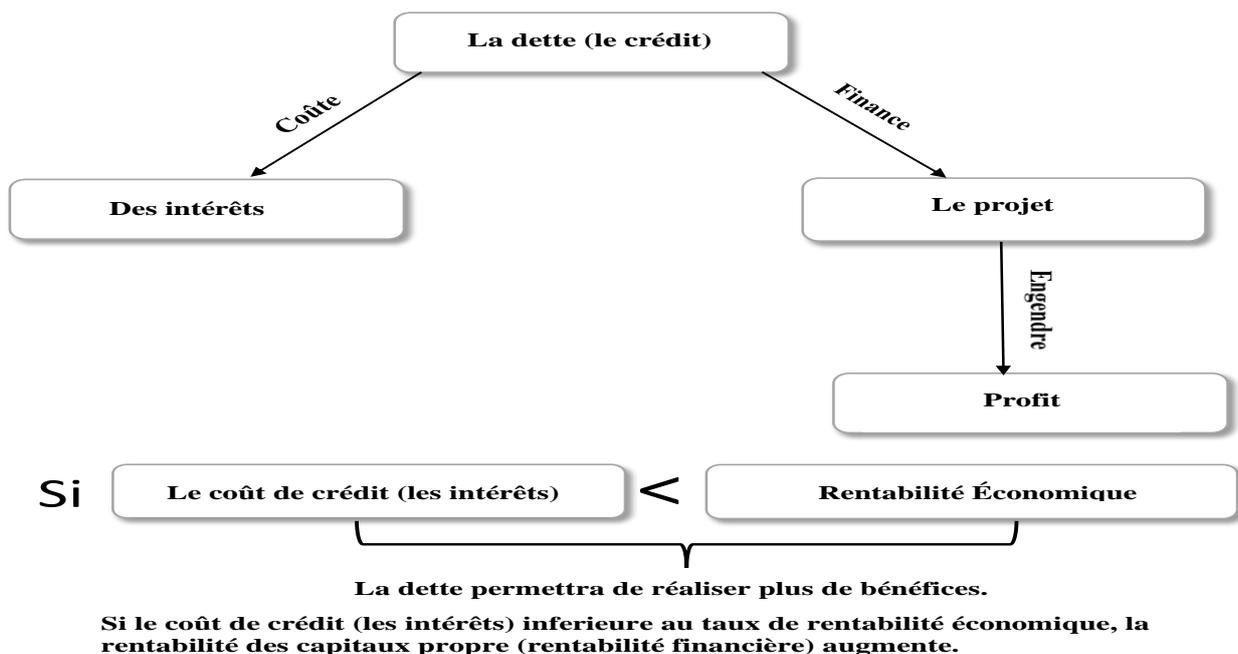
Si $(Re - i) = 0$, l'entreprise ne présente aucun effet de levier positif ou négatif : la rentabilité financière est indépendante de sa structure financière ».⁵⁹

Les capitaux investis dans une entreprise génèrent une rentabilité économique, fournis par les actionnaires ou les créanciers, ces derniers reçoivent un intérêt (i) sur les fonds prêtés, si la rentabilité de l'activité (Re) est supérieure au coût de ces fonds (i), les actionnaires bénéficient de cet excédent.

Le ratio dette/capitaux propres (D/CP) agit comme un levier, plus ce ratio est élevé, plus l'effet de levier n'est pas amplifié. Les banques prêtent généralement jusqu'au montant du capital, limitant ainsi le levier à 1.

Néanmoins, lorsque la rentabilité de l'actif équivaut au taux d'intérêt du marché, la rentabilité des capitaux propres reste constante, indépendamment du levier. En l'absence de levier, la rentabilité des capitaux propres dépend uniquement de la rentabilité économique.⁶⁰

Figure 9:Présentation schématique du mécanisme d'effet de levier.



⁵⁹OGIEN. DOV, gestion financière de l'entreprise, Dunod 5e édition, France, 2023, page 36.

⁶⁰Idem, p 36.

Source : Élaboré à partir de l'ouvrage de Gérard M., Gestion financière, édition Bréal, 4e éd, Paris, 2007, p. 178.

2.2 Les avantages et les limites de l'effet de levier financier

2.2.1 Les avantages de l'effet de levier

L'effet de levier offre plusieurs avantages significatifs pour les actionnaires et l'entreprise dans son ensemble :

- L'effet de levier augmente le retour sur capitaux propres des actionnaires lorsque le coût de l'emprunt est inférieur à la rentabilité économique de l'investissement ;
- Plus la part de l'emprunt augmente, plus la rentabilité des capitaux propres accrue ;
- L'utilisation de l'endettement permet à l'entreprise de réaliser des bénéfices supplémentaires, augmentant ainsi le retour sur investissement avec le même capital initial.
- L'effet de levier peut renforcer la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes à l'échéance en utilisant les bénéfices réalisés. Cela contribue à maintenir une structure financière saine ;
- Une structure financière saine renforce la confiance des parties prenantes telles que les clients, les fournisseurs et les banques, consolidant ainsi la réputation de l'entreprise.

2.2.2 Les limites de l'effet de levier

Bien que l'effet de levier puisse offrir des avantages significatifs aux entreprises, il est évident qu'il comporte également des limites telles que :

- L'effet de levier peut conduire à des pertes importantes si l'endettement est excessif ;
- Plus l'effet de levier est important, plus le risque financier encouru par l'entreprise est élevé, ce qui peut compromettre sa stabilité et sa capacité à rembourser ses dettes à long terme donc impacter négativement la rentabilité de l'entreprise ;
- L'accroissement de l'endettement expose à l'entreprise des risques de défaut de paiement, notamment, si elle n'est plus en mesure de faire face au règlement de ses échéances, ce qui peut influencer sa santé financière ;
- Les banques peuvent limiter leurs soutiens financiers aux entreprises fortement endettées, ce qui restreint leur accès aux ressources nécessaires pour financer leurs activités ;
- Les investisseurs réagissent généralement négativement à un niveau d'endettement excessif des entreprises, ce qui peut entraîner une perte de confiance et une méfiance de la part des parties prenantes.

3 L'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité

L'endettement est un élément important dans l'évaluation de la rentabilité, car il constitue un pilier de la structure financière de l'entreprise. Lorsque l'autofinancement se révèle insuffisant pour assurer la continuité de ses opérations quotidiennes, elle recourt aux crédits d'exploitation comme forme d'endettement.

L'influence de l'endettement sur la rentabilité des capitaux propres se mesure principalement à travers la relation entre l'endettement et la rentabilité économique de l'entreprise, si la rentabilité économique, c'est-à-dire le rendement des actifs de l'entreprise, est supérieure au coût de l'endettement, alors la santé financière de l'entreprise est bonne, ce qui affecte positivement la rentabilité financière (ou rentabilité des capitaux propres).

Dans le cadre de la détermination de la rentabilité, les crédits d'exploitation jouent également un rôle significatif. En effet, ces crédits fournissent à l'entreprise les liquidités nécessaires pour financer ses activités y compris le cycle d'exploitation, telles que l'achat de matières premières, le paiement des salaires et des fournisseurs. Ces crédits permettent à l'entreprise de maintenir sa continuité opérationnelle.

En revanche, si la rentabilité économique est inférieure au coût de l'endettement, l'entreprise se trouve en difficulté financière, ce qui peut entraîner une rentabilité financière négative.

Les rendements futurs des actifs sont essentiels pour les actionnaires, car la rentabilité financière dépend directement de la rentabilité économique, ainsi, la relation entre ces deux types de rentabilité illustre l'effet positif ou négatif de l'endettement.

L'utilisation des crédits d'exploitation peut offrir une flexibilité financière indispensable pour soutenir les opérations courantes, ils entraînent généralement des coûts sous forme d'intérêts ou des frais bancaires. Un recours excessif à ces crédits peut donc augmenter les charges financières de l'entreprise, ce qui peut ultimement réduire sa rentabilité, d'où ils peuvent avoir un impact direct sur la rentabilité de l'entreprise, en réduisant ses bénéfices nets.

Ces crédits peuvent influencer les coûts opérationnels de l'entreprise aussi. Par exemple, ils peuvent augmenter les coûts opérationnels en obligeant l'entreprise à payer des intérêts élevés, ce qui réduit les fonds disponibles pour l'achat de matières premières à prix réduit.

Les entreprises doivent également considérer le risque de refinancement associé aux crédits d'exploitation. Par exemple, si les conditions du marché changent ou si l'entreprise

Chapitre II : la rentabilité et l'effet de levier

rencontre des difficultés financières, elle peut avoir du mal à renouveler ou à rembourser ses obligations, ce qui peut entraîner des conséquences graves pour sa rentabilité et sa viabilité à long terme.

L'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité de l'entreprise dépend de divers facteurs, y compris les coûts financiers, la flexibilité financière, les résultats réalisés avec les fonds empruntés et les risques associés à l'endettement.

Par conséquent, il est nécessaire pour les entreprises de trouver un équilibre entre l'utilisation des crédits d'exploitation et leur impact sur la rentabilité. Une gestion efficace de ces crédits, combinée à une analyse prudente de leur impact financier, peut permettre à l'entreprise de maximiser sa rentabilité tout en maintenant sa liquidité opérationnelle. En intégrant cette perspective dans la stratégie financière globale de l'entreprise, il est possible d'optimiser ses performances financières.

4 Les risques liés à l'endettement

Chaque entreprise est confrontée à une multitude de risques pouvant compromettre son succès. Le risque représente une menace potentielle pour une activité, une organisation ou une situation, pouvant causer des dommages en cas d'événement imprévu, parfois, l'avantage offert par l'endettement peut se transformer en piège, surtout lorsque l'endettement devient excessif, entraînant un défaut total ou partiel de l'emprunteur. Pour qu'un emprunteur se retrouve pris au piège de l'endettement, plusieurs facteurs défavorables doivent se conjuguer de son côté, tels que des échecs dans les projets entreprise, une gestion inefficace ou une évaluation inappropriée des risques.

La dette est exposée principalement à trois risques majeurs :

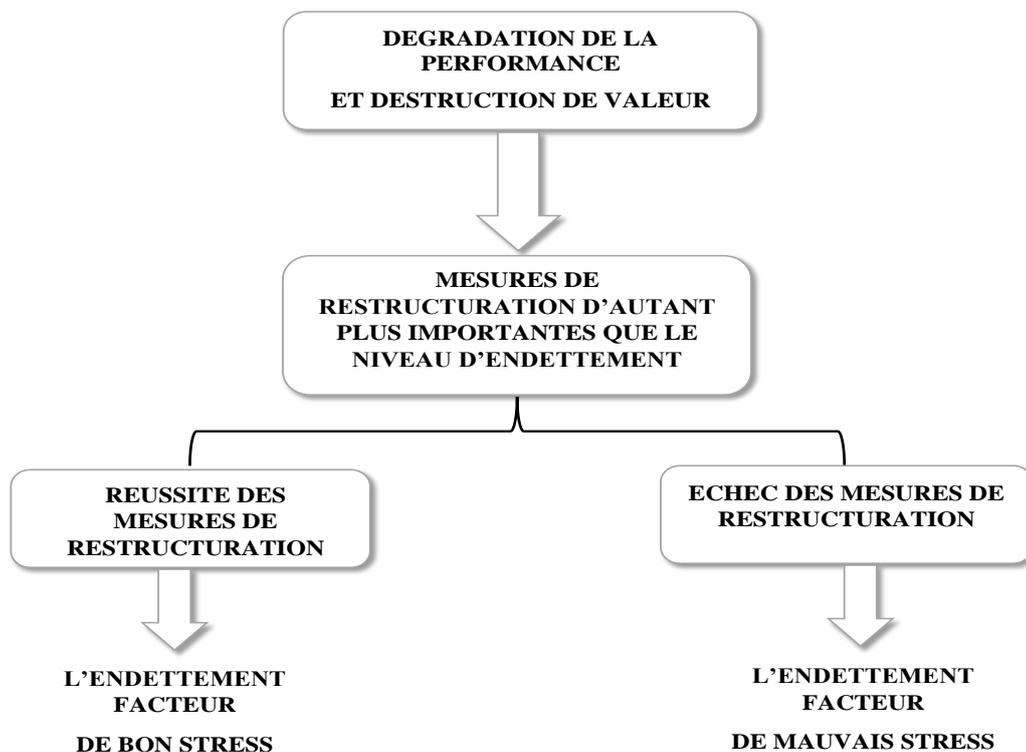
4.1 Le risque financier

Le risque financier engendré par le recours à l'endettement, constitue une préoccupation majeure pour les investisseurs en capitaux propres. En effet, l'obligation de remboursement des créanciers impose l'entreprise à générer des flux de trésorerie suffisants, quelles que soient les circonstances. Lorsque l'économie est florissante, l'endettement peut augmenter la rentabilité pour les actionnaires, cependant, en période de retournement économique, cette dynamique s'inverse. Au-delà d'un certain seuil d'endettement, l'entreprise risque de ne plus être en mesure de rembourser sa dette et peut faire faillite. Ainsi, l'endettement accroît le risque pour les actionnaires ou ce phénomène est connu sous le nom d'effet de levier inverse.

Chapitre II : la rentabilité et l'effet de levier

Ainsi, « la dette est à l'origine d'un risque majeur : le « risque financier ». Toutes choses égales par ailleurs, les actionnaires des entreprises endettées sont exposés à des risques additionnels et demandent une rémunération plus élevée. Dans la pratique, les créanciers exigeront un taux d'intérêt plus élevé pour des niveaux d'endettement croissants. Si la dette devient trop importante, la probabilité de défaut peut également s'accroître d'une manière telle qu'aucun investisseur ne voudra financer l'entreprise. Cette dernière n'aura alors pas d'autre choix que de se restructurer (par exemple, en se désendettant par la cession d'actifs à des prix « sacrifiés ») ». ⁶¹

Figure 10: Présentation Schématique de l'endettement comme source de « bon stress » et de « mauvais stress ».



Source : Séverin. Éric, *l'endettement des entreprises*, e-theque, France, 2002, p23.

4.2 Le risque d'exploitation (ou économique)

Le risque d'exploitation, également connu sous le nom de risque économique, se réfère à la probabilité associée à la réalisation d'un revenu ou d'un flux financier futur pour une entreprise. Selon DOV.OGIEN« Le risque d'exploitation dépend largement des charges fixes qui sont incompressibles en cas de récession. La mesure de ce risque dépend de l'élasticité, c'est-à-dire de

⁶¹Bancel, Franck, *Le coût du capital*, RB édition, 2014, p 19.

Chapitre II : la rentabilité et l'effet de levier

la sensibilité, qui relie le rendement de l'exploitation de l'entreprise à la variation de son activité économique ». ⁶²

Le risque d'exploitation est étroitement lié à l'efficacité de l'entreprise dans ses activités de production, ainsi qu'à la conjoncture économique générale. Il peut être évalué à l'aide de divers indicateurs, notamment le seuil de rentabilité, également appelé point mort. Ce seuil représente le chiffre d'affaires à partir duquel l'entreprise commence à réaliser un bénéfice, après avoir couvert l'ensemble de ses coûts et charges fixes. En somme, le risque d'exploitation est crucial car il permet de mesurer la capacité de l'activité de l'entreprise à générer des revenus financiers tout en tenant compte des coûts fixes et des fluctuations économiques. Les éléments qui influent ce risque comprennent :

- La taille de l'entreprise et sa part de marché ;
- Les variations des coûts de main-d'œuvre et de matières premières induites par les fluctuations de la demande et des prix de vente.

4.3 Le risque de faillite (ou d'illiquidité)

Le risque de faillite d'une entreprise, également appelé risque d'illiquidité, l'un des risques majeurs qui entrave l'entreprise dans son recours à l'endettement survient lorsque celle-ci est incapable de respecter ses engagements financiers envers son personnel, ses créanciers ou l'État (ses dettes), ce risque découle généralement de trois situations :

- Une rentabilité insuffisante qui diminue sa capacité à générer des flux financiers positifs ;
- Un manque de flexibilité pendant les périodes de variation d'activité, notamment au niveau du seuil de rentabilité ;
- Une fragilité de la structure financière causée par un manque de capitaux propres ou une augmentation des besoins en fonds de roulement due à une croissance non maîtrisée. ⁶³

L'analyse du risque de faillite se concentre principalement sur l'examen des bilans, utilisant la méthode d'analyse basée sur les valeurs, d'exigibilité financière et la liquidité. En scrutant les différentes composantes du bilan et leur répartition, on peut évaluer le risque de faillite et ainsi émettre un avis sur la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes et à disposer de liquidité.

⁶² OGIEN. DOV, Op-cit, p19.

⁶³ Ibid, p34.

5 Les moyens de prévention des risques d'endettement

Explorons les moyens efficaces de prévenir les risques d'endettement pour les entreprises.

- **Analyse et évaluation des risques**

- Effectuer une analyse approfondie des risques potentiels associés à l'utilisation de crédits d'exploitation, y compris les risques de liquidité, les risques financiers et les risques de contrepartie ;
- Identifier les facteurs de risque spécifiques à l'entreprise et à l'industrie, et évaluer l'impact potentiel de ces risques sur la rentabilité ;

- **Surveillance continue de la situation financière**

- Mettre en place un système de surveillance régulier de la situation financière de l'entreprise, y compris le suivi des ratios financiers clés tels que le ratio de levier financier, le ratio d'endettement à court terme, et le ratio d'autonomie financière.
- Identifier les signaux d'alarme précoces indiquant une détérioration de la situation financière et prendre des mesures correctives rapidement.

- **Les règles prudentielles**

Les règles prudentielles sont des directives préventives que les établissements de crédit doivent respecter en permanence. Elles portent sur la solvabilité, la liquidité et la gestion des risques, dans le but de garantir que les banques maintiennent une structure financière équilibrée et une capitalisation adéquate.

- **Gestion proactive des liquidités**

- Maintenir des niveaux adéquats de liquidités pour faire face aux besoins opérationnels et aux échéances de remboursement des crédits d'exploitation.
- Élaborer des plans de gestion de trésorerie pour optimiser l'utilisation des liquidités disponibles et minimiser les risques de pénurie de liquidités.

Conclusion

L'analyse financière détaillée, enrichie par une compréhension approfondie de l'effet de levier et de l'impact des crédits d'exploitation, permet une évaluation plus précise des dynamiques complexes influençant la rentabilité de l'entreprise. Cette approche facilite la prise de décisions stratégiques éclairées, visant à optimiser la performance financière.

Dans ce chapitre, nous avons développé la relation entre la rentabilité et l'effet de levier, en examinant en détail les concepts et les ratios clés qui permettent d'évaluer la situation financière d'une entreprise ainsi sa rentabilité.

Dans la première section, nous avons examiné l'analyse de rentabilité et la structure financière pour évaluer l'efficacité avec laquelle l'entreprise utilise ses ressources pour générer des bénéfices. Pour cela, nous avons analysé des ratios de rentabilité comme le ROA (Return on Assets) et le ROE (Return on Equity), ainsi que les deux principaux états financiers : le bilan et le compte de résultat. De plus, les indicateurs d'équilibre financier ont été étudiés afin de comprendre leur impact sur l'évaluation de la performance globale.

Dans la deuxième section, nous avons examiné l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière. Nous avons constaté que l'effet de levier peut diminuer la rentabilité des capitaux propres, tout en comportant également des avantages pour l'entreprise. L'utilisation prudente du levier financier peut aider une entreprise à accroître sa rentabilité financière, mais il est essentiel de prendre en compte les risques associés et de maintenir un équilibre optimal entre dette et capitaux propres.

**Chapitre III : l'impact des crédits
d'exploitation sur la rentabilité
financière d'un cas au niveau de la
banque de développement local**

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Introduction

Après avoir exploré les fondements théoriques des crédits d'exploitation et leur influence sur la rentabilité de l'entreprise, nous allons maintenant aborder l'analyse pratique en examinant des données concrètes et des études de cas pour illustrer ces concepts en action.

Ce chapitre est consacré à l'exploration approfondie de l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité des entreprises, en fournissant une analyse financière détaillée de l'entreprise ZZ pour évaluer comment ses pratiques de financement à court terme influencent sa rentabilité économique et financière. En outre, pour généraliser les résultats obtenus de cette analyse, nous avons opté pour un modèle empirique basé sur un échantillon de 100 entreprises.

En intégrant l'étude de cas spécifique de l'entreprise ZZ avec une analyse empirique approfondie, ce chapitre aspire à fournir une perspective exhaustive et nuancée sur l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité des entreprises.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Section 01 : Présentation de la direction générale de la BDL, ses produits et services

1 Présentation de la Banque de Développement Local (BDL)

La BDL, abréviation de la Banque de Développement Local, est une institution financière publique fondée en 1985 suite à une cession d'actifs du Crédit Populaire Algérien, avec un capital social de 36 800 000 000 DA elle avait pour mission d'accompagner et de financer les entreprises publiques locales dans leurs développement local et régional. La BDL assure une présence sur l'ensemble du territoire national à travers ses 167 agences, incluant 02 antennes, 159 agissant dans les opérations bancaires générales et 06 spécialisées dans les Prêts sur Gage, une activité exclusive à la BDL.

Fondamentalement, la BDL se positionne comme la principale banque pour les PME/PMI et le secteur commercial dans son ensemble, ainsi que pour les professions libérales, les particuliers et les ménages, son engagement et sa détermination sont le résultat de son appétence à la participation au développement de l'économie nationale et à la relance des investissements dans les PME/PMI, tous secteurs confondus. Par ailleurs, elle contribue aux initiatives gouvernementales visant à soutenir l'emploi, telles qu'ANSEJ, CNAC, et ANGEM. Elle accorde également une importance particulière à la satisfaction des besoins de financement des particuliers.

Dans le but de garantir la satisfaction optimale de ses clients en visant l'excellence, la Banque a introduit en 2017 son dernier système d'information, nommé SI-NASR en hommage à la fête de la victoire du "19 Mars 1962". Cette technologie robuste et novatrice, conforme aux normes internationales, offre une rapidité et une fiabilité sans faille, elle centralise toutes les opérations bancaires de manière sécurisée, assurant ainsi un service efficace et sûr.

La BDL a revitalisé et élargi ses activités grâce à la mise en œuvre de mesures significatives d'amélioration et de modernisation, inscrites dans son plan d'action institutionnel.⁶⁴

1.1 Identification de la BDL

Raison sociale : Banque de Développement Local, par abréviation BDL ;

⁶⁴ <https://www.bdl.dz/Algerie/index1.htm>, consulté le 28 /03/2024 à 20 :48.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Forme juridique : Société Par Action SPA ;

Capital social : 36. 800.000.000deDA ;

Actionnaires : L'état représenté par le Ministère des Finances ;

Siège Social : 05, rue GACI Amar-Staoueli Alger ;

Objet Social : Banque n° 85/85 du 30 avril 1985 sous forme de société Nationale de la Banque destinée au financement du développement local ;

Nombres d'agences commerciales : 167agences ;

Total bilan au 2022 :963 182 963de DA ;

Chiffre d'affaires pour l'année 2022 : 403 683 792 de DA.

1.2 Historique de la BDL :

1985	Création de la BDL suite à la restructuration du CPA.
1986	La BDL hérite de quatre Agences du Crédit Municipal d'Alger.
1989	La BDL est transformée en SPA et dotée de son autonomie financière.
1990	Changement dans le système financier algérien et élargissement des activités bancaires apporté par la loi de la monnaie et du crédit.
1994	Assainissement et restructuration du secteur public.
2001	Actions d'assainissement et de développement engagés par la banque.
2004	Autorisation d'une augmentation du capital de la BDL par le CMC.
2016	Le capital de la BDL qui passe à 36 800 000 000 DA.

La Banque de Développement Local, issue de la restructuration du CPA, a été établie par le décret N° 85/84 du 30/04/1985, sous forme de société nationale de banque, dans le dessein de gérer le portefeuille des entreprises publiques locales.

Suite à l'adoption de la loi sur l'autonomie des entreprises, la BDL a été convertie en société par actions le 20/04/1989, avec un capital de 1 440 millions de Dinars Algériens.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Jusqu'en 1995, ces entreprises représentaient 90% de son activité, le reste étant constitué d'une clientèle diversifiée, incluant de petites entreprises privées et des emprunteurs bénéficiant de prêts sur gage.⁶⁵

La BDL, qui a commencé son activité avec 39 agences héritées du CPA, a progressivement étendu son réseau pour devenir une banque de proximité, comptant 144 agences en 2010 réparties dans toutes les wilayas du pays.

Son capital social a également connu des augmentations successives : d'abord en 2003, atteignant 7 140 millions de dinars algériens, puis en 2006 à 13 390 millions de dinars, en 2010 à 15 800 millions de dinars, et enfin à 36 800 millions de dinars en 2017.

1.3 Les missions de la BDL

- La BDL a obtenu son autonomie, conformément à la loi 88/04 sur l'autonomie des entreprises. Initialement peu présente, cette banque a rapidement étendu son réseau, passant de 39 agences et une succursale à 155 agences et 15 succursales en dix ans.
- Elle a pour mission principale le financement des activités d'exploitation et d'investissement des entreprises publiques locales (EPL), ainsi que le soutien financier des projets économiques, industriels, commerciaux et agricoles.
- Elle est également chargée de la collecte des ressources et de la gestion de toutes les opérations bancaires, y compris les prêts sur gages.
- Elle accorde à toute personne physique ou morale, conformément aux modalités et procédures autorisées :
 - Des prêts et avances sur titres publics ;
 - Des financements à court, moyen et long terme ;
 - Procéder à tous types de paiements en espèces, par chèque, virement ou domiciliation ;
 - Émettre des mises à disposition, des lettres de crédit et autres services similaires.
- La BDL, en plus de son engagement dans le financement des EPL, elle a réussi à soutenir de nombreux projets industriels et commerciaux, tant publics que privés, dans un contexte de concurrence interbancaire sans distinction, son parcours significatif témoigne d'une évolution vers la diversification, démontrant sa capacité d'innovation.

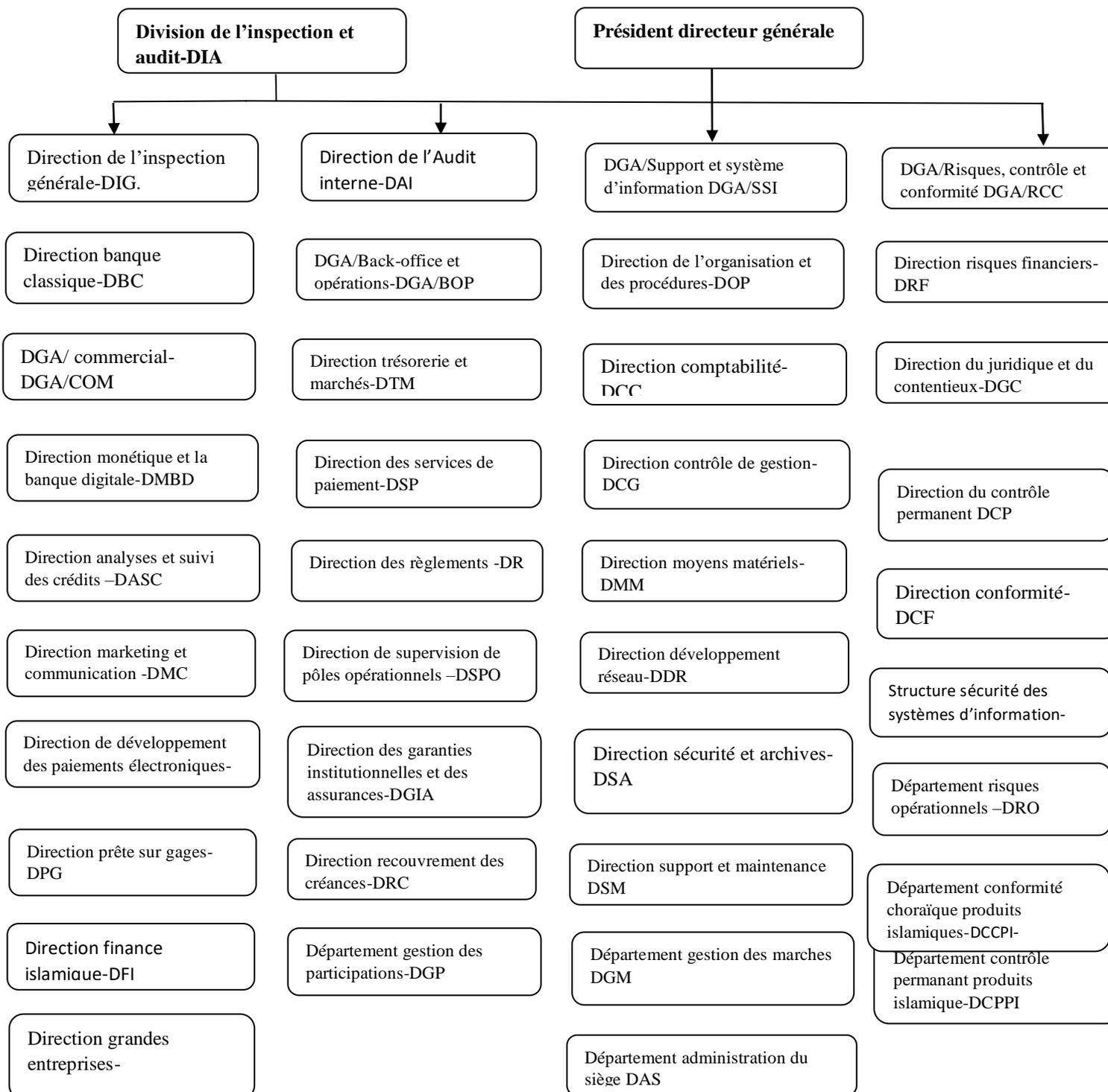
⁶⁵ Document interne BDL.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

1.4 Structure et organisation de la BDL

La structure organisationnelle globale de la BDL se compose des divisions centrales ainsi que des réseaux de succursales, d'agences et d'inspections, elles maintiennent des relations fonctionnelles et hiérarchiques entre elles, attribuant à chacune un ensemble de tâches afin de réaliser les objectifs fixés à la banque par les pouvoirs publics.

Figure 11:L'organigramme de la banque de développement local



Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

La structure générale de la BDL se présente comme suit :

- **La direction générale (PDG-Direction centrales)** : elle a pour responsabilité la conception, l'animation, le soutien et le contrôle des structures du réseau, et elle maintient des relations hiérarchiques et fonctionnelles avec le réseau de la direction régionale et des agences.
- **Pôle opérationnel** : Il constitue des liens intermédiaires entre les directions centrales et les agences. En fait, chaque groupe est associé à un ensemble d'agences qu'il supervise en leur fournissant une direction régionale, il est organisé autour de quatre départements.
 - Le département d'exploitation et animation commerciale ;
 - Le département des affaires administratives et du personnel ;
 - Le département des affaires juridiques et recouvrement des créances ;
 - Le département du contrôle.
- **Le réseau d'agences** : L'agence représente le fondement de l'organisation de la banque, sa première interface avec la clientèle et le premier point de contact avec elle, ce qui signifie qu'elle doit répondre aux attentes de manière exemplaire.

1.5 Les produits et services de la BDL

La Banque de Développement Local offre une gamme variée de produits et services afin de répondre aux attentes de sa clientèle, malgré la diversité des besoins de chacun.

• Les services

La BDL propose des moyens d'épargne et de placement à travers les différents comptes qu'elle met à la disposition de sa clientèle.

-Les comptes de dépôts à terme : sont des instruments financiers qui permettent aux déposants de placer une certaine somme d'argent pour une durée fixe, à un taux d'intérêt convenu à l'avance.

-Le compte chèque : Il s'agit d'un compte où les fonds sont déposés et retirés régulièrement par le titulaire du compte, souvent à l'aide de chèques, de cartes de débit ou de virements électroniques.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

-Le compte courant commerçant : il est conçu pour répondre aux besoins des commerçants et des entreprises, ce compte offre souvent des fonctionnalités supplémentaires et des services adaptés aux activités commerciales.

-La carte interbancaire (CIB) : c'est un instrument de paiement qui permet d'effectuer des retraits sur les distributeurs automatiques de billet (DAB).

-La carte VISA : « est une carte Internationale qui vous permet d'effectuer, à l'étranger, 24h sur 24 et 7J sur 7J et quelle que soit la devise de la transaction, des paiements sur Terminaux de Paiement Électronique – TPE auprès de commerçant ou sur internet auprès de site marchand ainsi que des retraits sur les DAB ». ⁶⁶

•Les crédits

La BDL offre plusieurs crédits à savoir :

-Le crédit d'investissement : octroyé par une institution bancaire à une entreprise pour des projets spécifiques, vise à financer la création, l'extension ou le renouvellement du matériel obsolète. Habituellement remboursé sur une période de trois à sept ans, il peut également inclure une période de différé de remboursement allant de six mois à deux ans, ce qui offre à l'entreprise une marge de manœuvre financière pour commencer à rembourser, ce type de crédit, souvent désigné comme un crédit à moyen terme, est crucial pour soutenir la croissance et la modernisation des entreprises.

-Le crédit immobilier : Il s'agit d'un crédit à long et moyen terme utilisé pour financer diverses opérations telles que l'acquisition d'un logement (appartement ou maison) à usage d'habitation ou mixte (habitation et professionnel) et les opérations de promotion immobilière destinées exclusivement à la vente et à la location, ces crédits sont souvent assortis de garanties telles que des hypothèques pour sécuriser le prêt accordé par la banque.

-Le crédit d'exploitation : Nous allons intéresser à ce type de crédit, objet de notre travail de recherche.

⁶⁶<https://www.bdl.dz/Algerie/index1.htm>, consulté le 28 /03/2024 à 00 :14.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

2 Montage d'un dossier de crédit d'exploitation

L'élaboration d'un dossier d'exploitation constitue une étape essentielle dans la planification et la gestion efficace d'une entreprise, ce processus implique la compilation et l'organisation de divers documents, données et informations essentielles qui permettent de comprendre et de gérer les opérations quotidiennes ainsi que le cycle d'exploitation d'une entreprise. Nous explorerons les éléments clés et les meilleures pratiques liés au montage d'un dossier d'exploitation.

2.1 Les documents constitutifs d'un dossier de crédit d'exploitation

- Une demande écrite de l'entreprise ;
- Copie certifiée conforme de l'acte de propriété ou du bail des locaux à usage professionnel ;
- Les bilans et annexes clos des trois (03) dernières années. Dans le cas d'une ancienne relation, seul le dernier bilan est exigé ;
- Copie certifiée conforme du registre de commerce ;
- Copie certifiée conforme des statuts pour les sociétés ;
- Le plan de production annuel ou pluriannuel ;
- Extraits de rôle apurés de moins de trois (03) mois ;
- Attestation de mise à jour Caisse d'Assurance Sociale pour les non-salariés (CASNOS), de moins de trois (03) mois ;
- Attestation de mise à jour Caisse Nationale d'Assurance Salariés (CNAS) ;

Il n'existe pas de liste de documents strictement obligatoires pour constituer le dossier. Le banquier peut demander tout document qu'il estime nécessaire pour obtenir des informations pertinentes pour son évaluation.

2.2 Les étapes de traitement d'un dossier d'un crédit d'exploitation

- **Collecte des informations initiales** : la collecte des informations de base sur l'entreprise demandant le crédit, et avoir les documents constitutifs du dossier ;
- **Analyse des documents** : Le banquier ou le gestionnaire de crédit analyse les documents fournis par l'entreprise. Cela inclut souvent une analyse des risques associés ;

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

- **Prise de décision** : après la présentation du dossier au Comité de Crédit Central et sur la base de l'analyse et de l'évaluation du risque, la banque prend une décision quant à l'octroi ou au rejet du crédit ;
- **Notification de la décision** : Une fois la décision prise, l'entreprise est informée de l'acceptation ou du rejet de sa demande de crédit ;
- **Finalisation de la transaction** : Si la demande est approuvée, les modalités du crédit sont finalisées, et les documents nécessaires sont signés par les deux parties.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Section 02 : Etude de la situation financière et de la rentabilité cas : (SARL)

A travers les principaux états financiers le bilan et le compte résultat de l'entreprise ZZ, cliente de la banque de développement local, on va faire une analyse financière approfondie pour évaluer sa santé financière et sa rentabilité, qui va nous permettre d'étudier l'impact des crédits d'exploitation sur sa rentabilité en tenant compte cette entreprise et caractérisée par :

- Capitale sociale :90.000.000,000 DA ;
- Statu juridique : SARL ;
- Secteur d'activité : l'industrie ;
- L'activité principale :la fabrication d'équipements, d'accessoires et pièces détachées pour automobile ;
- Chiffre d'affaires :403.683.792,00 DA.

1. Présentation des bilans financiers

1.1 Les bilans financiers

Les bilans ci-dessous offrent une représentation des éléments fondamentaux des états financiers des années 2019 à 2023, répartis en deux tableaux principaux :

- Le premier tableau mettra en avant les actifs (emplois) ;
- Le second se focalisera sur les passifs (ressources).

Cette démarche vise à faciliter la comparaison des éléments d'un bilan financier des différents exercices (voir annexe 01 et 02).

1.2 Les bilans financiers en grandes masses

En se basant sur les tableaux précédents, nous mettrons en évidence les grandes masses des bilans financiers de ZZ pour les exercices allant de 2019 à 2023, lesquels seront présentés dans les tableaux suivants :

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Tableau 3: Présentation de l'actif condensé des bilans financiers

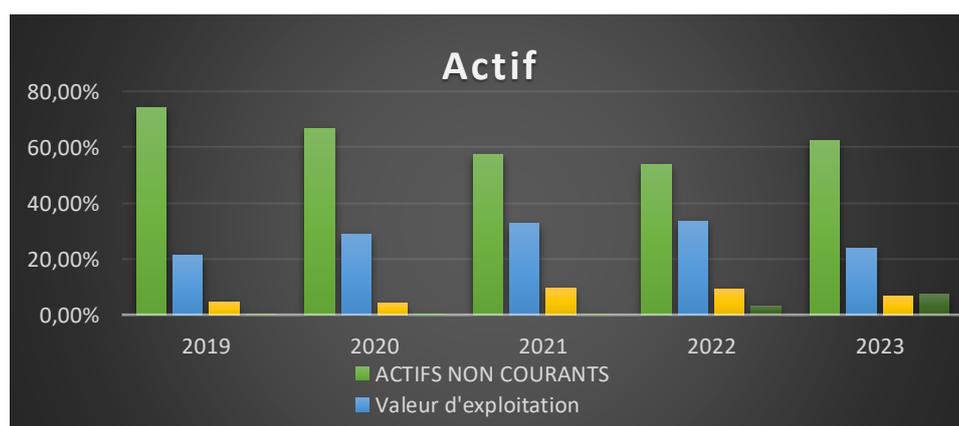
UM : DA.

ACTIF	2 019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023	%
ACTIFS NON COURANTS(I)	532924242	-	536049901	0,58%	537474851	0,27%	517729588	-3,8%	918880892	43,7%
Valeur d'exploitation	153202661	-	231127729	33,7%	306215806	24,5%	323866982	5,5%	350002831	7,5%
Valeur réalisable	31369733	-	32951607	4,8%	89991357	63,4%	89911680	-0,1%	99450189	9,6%
Trésorerie	1093480	-	3869425	0,5%	653790	0,1%	31674713	3,3%	106700163	7,2%
TOTAL ACTIF (I+II)	718 590 116	-	803998662	39,6%	934335804	88,2%	963182963	4,8%	1,475E+09	67,9%

Source : élaboré sur la base des données fournis par la banque.

Le graphe ci-après montre l'évolution des éléments d'actif des bilans financiers de ZZ durant la période 2019 à 2023 :

Figure 12: Evolution de la part relative des rubriques de l'actif.



Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

- **L'interprétation**

A partir de ce graphique, nous remarquons que :

L'actif immobilisé : il constitue une part importante de l'ensemble de l'entreprise ZZ, ce qui indique que son activité principale est la production, on observe également une diminution continue de la valeur des activités d'immobilisation ces dernières années, de 0,58% en 2020 à -3,8% en 2022, principalement en raison de l'absence d'investissements. Toutefois, entre 2022 et 2023, une augmentation notable est survenue, la part des activités immobilisées a augmenté de -3,8% à 43,7% grâce à une extension d'investissement initial réalisé par la société.

La valeur d'exploitation : représentée par le compte des stocks, qui a connu une diminution significative, passant de 33,7% en 2020 à 5,5% en 2022, cette baisse est principalement attribuable à un décroissement des stocks, car l'entreprise était en début d'activité, notamment en raison de la crise sanitaire liée à la COVID-19. Cependant, une augmentation des stocks a été observée, passant de 5,5% en 2022 à 7,5% en 2023, car la société a lancé une nouvelle activité par le biais d'un investissement, ce qui a entraîné une augmentation de ses ventes.

La valeur réalisable : représentée par le compte des créances clients, qui a connu une augmentation, passant de 4,8% en 2020 à 63,4% en 2021, puis une stagnation en 2022 en raison de la crise sanitaire. Cependant, une augmentation de 9,6% a été observée en 2023 grâce à l'extension de l'investissement initial réalisé par la société.

La valeur disponible : Représentant une faible valeur de l'actif du bilan, la trésorerie a connu une diminution légère, l'analyse du rapport entre le chiffre d'affaires et les créances clients montre que la société a un court délai de recouvrement, ce qui signifie qu'elle encaisse la plupart de son chiffre d'affaires rapidement. Cette situation est justifiée par le secteur d'activité de l'entreprise, à savoir la vente de pièces de rechange. Il en découle que la société utilise sa trésorerie pour renforcer son cycle d'exploitation entre 2019 et 2022.

En 2023, la situation de la trésorerie s'est améliorée en raison de la reprise du niveau d'activité après la COVID-19 et de la politique d'investissement de l'entreprise, notamment l'extension des lignes de production financée par un crédit d'investissement auprès de la BDL.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Tableau 4: Présentation du passif condensé des bilans financiers.

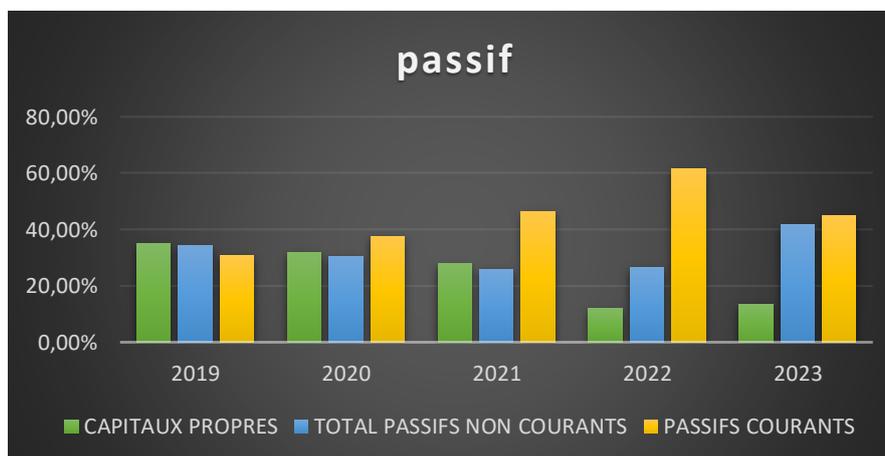
UM : DA.

PASSIF	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023	%
CAPITAUX PROPRES (I)	250 609 894	34,9%	255 417 842	31,8%	260 450 416	27,9%	114 577 458	11,9%	198 452 839	13,5%
TOTAL PASSIFS NON COURANTS (II)	245 830 762	34,2%	245 830 762	30,6%	242 330 762	25,9%	255 572 024	26,5%	616 130 682	41,8%
PASSIFS COURANTS(I II)	222 149 460	30,9%	302 750 057	37,7%	431 554 625	46,2%	593 033 482	61,6%	660 450 555	44,8%
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)	718 590 116	100,0%	803 998 661	100,0%	934 335 803	100,0%	963 182 964	100,0%	1 475 034 076	100,0%

Source : élaboré sur la base des données fournis par la banque.

Le graphe ci-après montre l'évolution des éléments passifs des bilans financiers de ZZ durant la période 2019 à 2023.

Figure 13 : Evolution de la part relative des rubriques de passif.



Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

- **L'interprétation**

Les capitaux propres : ils ont progressivement diminué au cours de la période d'études, passant de 34,9 % en 2019 à 13,5 % en 2023, malgré une croissance des résultats positifs. Cette diminution entre 2021 / 2022 ; est dû à la régularisation du poste écart de

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

réévaluation qui est passé de 248MDA à 0, néanmoins la société a procédé à l'augmentation de son capital social de 98,89% et après 2023 la société réalise des résultats significatifs par rapport 2021 et 2022, ce qui impacte positivement sur les capitaux propres.

Les dettes à long et moyen terme : elles ont suivi une évolution presque identique à celle des capitaux propres au cours des trois années d'études, diminuant de 8,3 % entre 2019-2021, en raison du remboursement des emprunts et des dettes financières, puis elles ont augmenté pour atteindre 41,8 % en 2023, suite à une opération d'emprunt auprès des institutions financières, notamment les banques.

Dettes à court terme : représentent un taux élevé, avec une augmentation considérable, presque doublée durant 2019-2022, passant de 30,9 % à 61,6 %, cela indique que l'entreprise ZZ recourt constamment aux découverts et aux dettes à court terme pour financer ses besoins d'exploitation. De plus, l'entreprise semble également avoir recours à des concours bancaires, comme le montre l'augmentation des passifs de trésorerie sur la même période. Elles ont encore connu une diminution entre 2022 et 2023 de 61,6% jusqu'à 44,8%, en raison de la réduction de l'utilisation des lignes de crédits d'exploitation.

1.3 Présentation de l'engagement de l'entreprise ZZ

• Crédit à court terme (crédit d'exploitation)

Le crédit à court terme destiné à financer le cycle d'exploitation au sein de l'entreprise ZZ, elle est répartie en quatre catégories distinctes, chacune remplit un rôle spécifique dans le fonctionnement financier de l'entreprise :

- Facilité de caisse, pour les salaires, l'électricité ... etc ;
- Avance sur stocks, pour maintenir le niveau d'approvisionnement de la matière première ;
- Découvert mobilisable pour le paiement des remises documentaires.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Tableau 5: Présentation du l'engagement d'un crédit d'exploitation pour l'entreprise ZZ.

UM : DA.

Forme	Montant	Échéance	Engagements au 28/03/2024
F. CAISSE	30 000 000	28/02/2025	CC ₁ : -28 816 674,12
AV/STOCK MOB	170 000 000	28/02/2025	-170 000 000
CBE à 25%	15 000 000	28/02/2025	-3 788 087,94 Provisions : +1 403 024,52
Découvert mobilisable	70 623 389,75	Diverses mobilisations relatives à diverses factures des remises documentaires	-60 127 510,60
Total exploitation	285 623 389		- 261 329 247,00

Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

- **L'interprétation**

L'entreprise a bénéficié de divers types de crédits d'exploitation, dont une part importante est attribuée à l'avance sur stocks et au découvert mobilisé, accordés par la banque. Il y a lieu de souligner que tous ces crédits d'exploitation aient des échéances similaires.

De plus, l'avance sur stocks a été entièrement utilisée, la société a également annulé la ligne "avance sur facture" en raison de l'encaissement immédiat des créances.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

2 L'impact de l'endettement financier sur la rentabilité

Après avoir présenté un aperçu général de l'entreprise ZZ, nous allons analyser sa situation financière et sa rentabilité pour l'exercice 2019 jusqu'à 2023, afin de savoir si le recours aux crédits d'exploitation était bénéfique pour elle en termes de rentabilité.

1.4 L'analyse de la situation financière de l'entreprise ZZ

L'analyse de la situation financière se base sur les données fournis par la BDL pour les années 2019 à 2023, commençons par :

1.4.1 Analyse par les indicateurs de l'équilibre financier

Cette analyse a été effectuée en utilisant les bilans précédents afin de calculer les différents indicateurs de l'équilibre financier, tels que le fonds de roulement, les besoins en fonds de roulement et la trésorerie nette.

1.4.1.1 Le calcul du Fonds de Roulement (FRNG)

Le fonds de roulement est effectué selon deux méthodes : la première méthode utilise le haut de bilan, tandis que la seconde utilise le bas de bilan, comme suit :

Tableau 6: Présentation du calcul de fonds de roulement net par le haut du bilan.

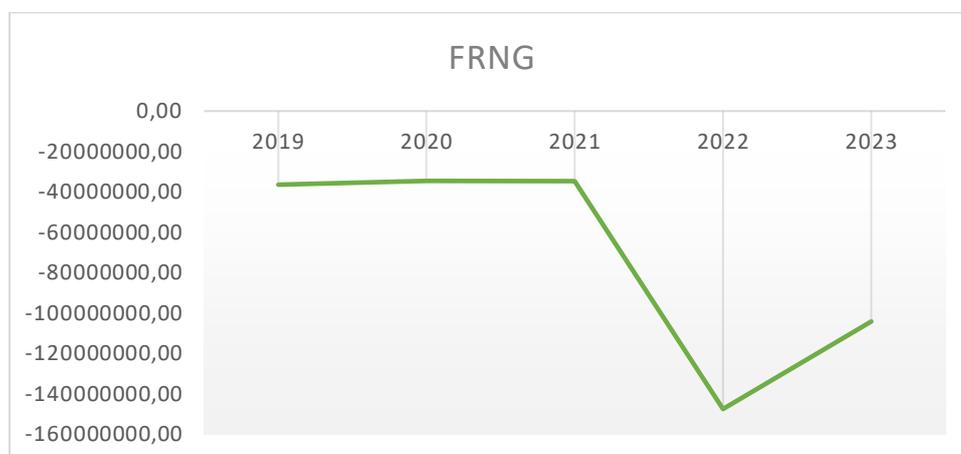
UM : DA.

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023
Capitaux permanents	496 440 656	501 248 604	502 781 178	370 149 482	814 583 521
Actifs immobilisés	532 924 242	536 049 901	537 474 851	517 729 588	918 880 892
FRNG	-36 483 586	-34 801 297	-34 693 673	-147 580 106	-104 297 371

Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Figure 14: Représentation graphique de FRNG par le haut du bilan.



Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

- **L'interprétation**

Le Fonds de Roulement est négatif tout au long de la période étudiée, avec des montants de (-36 483 586) en 2019, (-34 801 297) en 2020, (-34 693 673) en 2021, (-147 580 106) en 2022 et (-104 297 371) en 2023. Cela montre que l'entreprise n'est pas capable de dégager une marge de sécurité pour financer les besoins de cycle d'exploitation. De plus, les capitaux permanents ne suffisent pas à financer l'intégralité des immobilisations, par conséquent, une partie de ces immobilisations est financée par les dettes d'exploitation, les dettes hors exploitation ou la trésorerie passive. Cela traduit un déséquilibre dans la structure du financement de l'actif de l'entreprise.

Tableau 7: Présentation du calcul de fonds de roulement net global par le bas du bilan.

UM : DA.

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023
Actifs circulants	185 665 874	267 948 761	396 860 953	445 453 375	556 153 183
Passifs circulants	222 149 460	302 750 057	431 554 625	593 033 482	660 450 555
FRNG	-36 483 586	-34 801 296	-34 693 672	-147 580 107	-104 297 372

Source : réalisé à partir les données fournis par la banque.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

- **Interprétation**

L'entreprise a dégagé un fonds de roulement négatif durant toute la durée d'études cela signifie qu'elle ne peut pas couvrir ses dettes à court terme par ses actifs circulants. Donc elle doit faire appel à dettes long et moyen terme.

1.4.1.2 Le calcul du Besoin en Fonds de Roulement (BFR)

Le Besoin en Fonds de Roulement est calculé comme la différence entre les actifs circulants (Hors la trésorerie active) et les passifs circulants (Hors la trésorerie passive). Il représente la portion des actifs circulants (générés par le cycle d'exploitation, incluant les achats, la production et la vente) qui n'est pas couverte par les ressources d'exploitation.

Tableau 8: Présentation du calcul du besoin en fonds de roulement.

UM : DA.

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023
Créances clients	31 369 733	32 951 607	89 991 357	89 911 680	99 450 189
Stocks	153 202 661	231 127 729	306 215 806	323 866 982	350 002 831
Dettes à courts terme (Sans CB)	120 511 378	122 491 054	138 467 039	307 216 471	395 959 756
BFR	64 061 016	141 588 282	257 740 124	106 562 191	53 493 264

Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

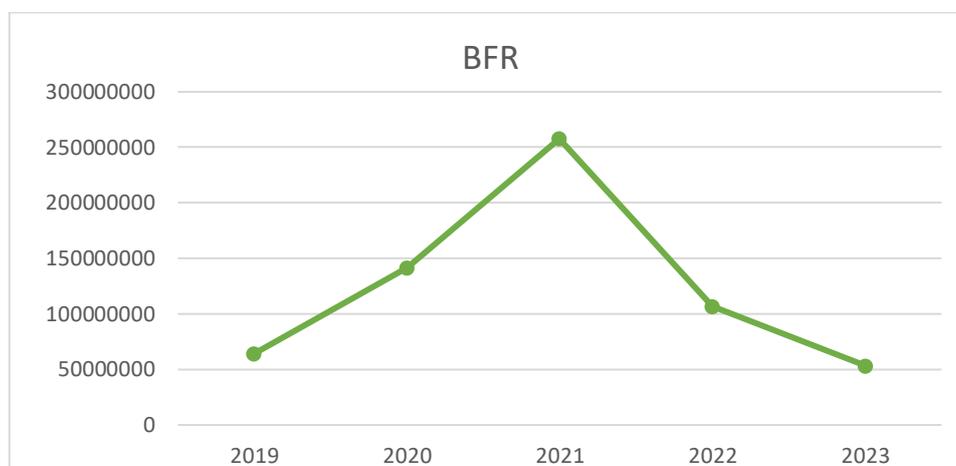
- **L'interprétation**

Pendant notre période d'études, il est évident que les besoins en fonds de roulement sont positifs, (64 061 016) en 2019, (141 588 282) en 2020, (257 740 124) en 2021, (106 562 191) en 2022 et (53 493 264) en 2023.

Cela indique que les fonds nécessaires pour financer les opérations de l'entreprise dépassent les ressources disponibles. En d'autres termes, les ressources d'exploitation ne couvrent pas la totalité des besoins d'exploitation, d'où la présence de la trésorerie passive dans les passifs des bilans tout au long de la période d'études.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Figure 15: Représentation graphique du BFR.



Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

1.4.1.3 La Trésorerie Nette (TN)

Elle représente le solde disponible après le financement des immobilisations et la couverture des besoins opérationnels de l'entreprise. La trésorerie nette correspond aux liquidités immédiatement disponibles pour l'entreprise et elle est calculée comme la différence entre le fonds de roulement (FR) et le besoin en fonds de roulement (BFR).

Tableau 9: Présentation du calcul de la trésorerie nette.

UM : DA.

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023
FRNG	-36 483 586	-34 801 296	-34 693 672	-147 580 107	-104 297 372
BFR	64 061 016	141 588 282	257 740 124	106 562 191	53 493 264
TN	-100 544 602	-176 389 578	-292 433 796	-254 142 298	-157 790 636

Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Figure 16: Représentation graphique de la TN.



Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

- **L'interprétation**

La trésorerie nette reste négative sur l'ensemble de la période, malgré les concours bancaires obtenus, atteignant (-100 544 602) en 2019, (-176 389 578) en 2020, (-292 433 796) en 2021, (-254 142 298) en 2022, et (-157 790 636) en 2023. Cela indique que l'entreprise est confrontée à un déséquilibre financier où le fonds de roulement net global (FRNG) disponible n'est pas suffisant pour couvrir intégralement les besoins en fonds de roulement.

3 L'analyse par la méthode des ratios

Nous allons examiner la situation financière en utilisant des ratios, une méthode largement reconnue pour interpréter les états financiers des entreprises, ces indicateurs facilitent un diagnostic précis de la santé financière de l'entreprise et aident les dirigeants à définir leur objectif en leur offrant la possibilité de les comparer aux résultats réels.

3.1 Les ratios de structure financière

- **Le ratio d'autonomie financière**

Le ratio d'autonomie financière fournit une indication sur le niveau d'endettement de l'entreprise. Il mesure sa capacité à rembourser ses dettes à partir de ses fonds propres.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Tableau 10: Présentation du calcul du ratio d'autonomie financière.

UM : DA

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023
Capitaux propres	250 609 894	255 417 842	260 450 416	114 577 458	198 452 839
Totale dette	467 980 222	548 580 819	673 885 387	848 605 506	1 276 581 237
Autonomie financière	53,6%	46,6%	38,6%	13,5%	15,5%

Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

- **L'interprétation**

Pendant toute la période d'études, ce ratio est resté inférieur à 1, ce qui indique que l'entreprise ZZ dépend davantage du financement externe que de ses propres ressources financières. Ce déséquilibre est observable dans le bilan consolidé où le total des dettes à court, moyen et long terme dépasse le total des fonds propres de l'entreprise.

- **Ratio d'endettement**

Le calcul de ce ratio permet d'évaluer le niveau d'endettement de l'entreprise.

Tableau 11: Présentation du calcul du ratio d'endettement.

UM : DA.

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023
Total dette	467 980 222	548 580 819	673 885 387	848 605 506	1 276 581 237
Total passif	718 590 116	803 998 661	934 335 803	963 182 964	1 475 034 076
Le ratio d'endettement	65%	68%	72%	88%	87%

Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

- **L'interprétation**

Pendant toute la période d'études, le ratio d'endettement dépasse 50 %, ce qui indique que plus de la moitié des ressources de l'entreprise proviennent de sources externes, cela confirme que l'entreprise se base largement sur l'endettement.

3.2 Les ratios de liquidité et de solvabilité

- **Ratio de liquidité générale**

Le ratio de liquidité mesure la capacité d'une entreprise à rembourser ses dettes à court terme et permet d'évaluer, si un équilibre financier sain est maintenu.

Tableau 12: Présentation du calcul du ratio de liquidité global.

UM : DA.

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023
Actif circulant	185 665 874	267 948 761	396 860 953	445 453 375	556 153 183
Dettes à court terme	222 149 460	302 750 057	431 554 625	593 033 482	660 450 555
Ratio de liquidité générale	0,84	0,89	0,92	0,75	0,84

Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

- **L'interprétation**

Dans tous les cas, le ratio est proche de 1, mais ne le dépasse pas, ce qui indique que les actifs circulants (stocks + créances clients+ disponibilité) ne suffisent pas à rembourser les dettes à court terme, ce qui indique un fonds de roulement négatif.

- **Ratio de liquidité courante**

Il mesure le degré de couverture des dettes à court terme par les créances à moins d'un an et les disponibilités.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Tableau 13: Présentation du calcul du ratio de liquidité global.

UM : DA.

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023
Créance clients + dispo	32 463 213	36 821 032	90 645 147	121 586 393	206 150 352
Dette à court terme	222 149 460	302 750 057	431 554 625	593 033 482	660 450 555
Ratio de liquidité courante	0,15	0,12	0,21	0,21	0,31

Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

- **Interprétation**

Le ratio de liquidité courante est inférieur à 1, c'est-à-dire que les valeurs réalisables et disponibles ne sont pas en mesure de rembourser les dettes à court terme.

Cette situation peut indiquer que le délai de paiement des clients soit plus long que celui des fournisseurs.

- **Le ratio de liquidité immédiate**

Ce ratio illustre la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements sans avoir à liquider ses stocks ou à convertir ses créances à court terme.

Tableau 14: Présentation du calcul du ratio de liquidité immédiate.

UM : DA.

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023
Disponibilité	1 093 480	3 869 425	653 790	31 674 713	106 700 163
Dette à court terme	222 149 460	302 750 057	431 554 625	593 033 482	660 450 555
Ratio de liquidité immédiate	0,49%	1,28%	0,15%	5,34%	16,16%

Source : réalisé à partir des données fournis par la banque

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

- **L'interprétation**

Le ratio de liquidité immédiate est nettement inférieur à 1, indiquant que les disponibilités ne sont pas suffisantes pour rembourser les dettes à court terme. En 2019, il ne couvre que 0,49 % des dettes à court terme, 1,28 % en 2020, 0,15 % en 2021, 5,34 % en 2022 et 16,16 % en 2023.

- **Ratio de solvabilité générale**

La solvabilité se définit de manière générale comme la capacité de l'entreprise à faire face à ses engagements à moyen et long terme.

Tableau 15: Présentation du calcul du ratio de solvabilité.

UM : DA.

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023
Total Actif	718 590 116	803 998 662	934 335 804	963 182 963	1 475 034 075
DLMT et DCT	467 980 222	548 580 819	673 885 387	848 605 506	1 276 581 237
Ratio de solvabilité	1,536	1,466	1,386	1,135	1,155

Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

- **L'interprétation**

Le ratio de solvabilité est supérieur à 1, durant toute la période. Cela signifie que l'entreprise est solvable, c'est-à-dire qu'elle vend l'ensemble de ses actifs pour faire face à l'ensemble de ses dettes.

4 L'étude de rentabilité de l'entreprise ZZ

Pour évaluer la rentabilité de l'entreprise, nous utiliserons différents indicateurs tels que les soldes intermédiaires de gestion, la capacité d'autofinancement, les ratios de rentabilité et l'effet de levier, Commençant par :

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

4.1 La présentation du tableau des soldes intermédiaire de gestion (SIG) : (voir annexe 03)

- L'interprétation

-Chiffre d'Affaires (CA) : Le chiffre d'affaires représente le montant total des ventes réalisées par l'entreprise sur la période 2019-2023. Il est de 9 041 792 DA en 2019, il augmente durant toute la période pour atteindre le montant 614 670 904DA en 2023.

Cette augmentation témoigne de la croissance soutenue de l'activité de l'entreprise, principalement due à l'augmentation du volume de production. Le chiffre d'affaires est un indicateur crucial de la capacité de l'entreprise à transformer ses ressources économiques en créances auprès des clients, reflétant ainsi sa performance commerciale globale.

-La production de l'exercice : s'établit à 102 874 299 DA en 2019, puis augmente pour atteindre 134 868 221 DA en 2020. En 2021, la production de l'exercice connaît une forte croissance pour atteindre 303 297 509 DA, puis 419 440 358 DA en 2022. En 2023, une augmentation significative porte cette production à 620 760 716 DA.

Cette croissance peut résulter d'une amélioration de la performance commerciale.

-La Valeur Ajoutée d'exploitation (VA) : La valeur ajoutée a connu une augmentation significative de 33 751 160 DA en 2019 à 68 344 660 DA en 2020. Cependant, une diminution notable a été observée l'année suivante, atteignant 60 698 004 DA. Cette baisse de la valeur ajoutée s'explique par une forte augmentation des achats consommés et des services extérieurs, comparée à celle de la production de l'exercice. Par la suite, la valeur ajoutée a connu une augmentation successive au cours des années restantes, cette croissance étant due à l'augmentation de la production.

-L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) : L'entreprise ZZ a dégagé un EBE positif durant les cinq années d'étude, cela signifie que la valeur ajoutée est suffisante pour couvrir les charges du personnel et le paiement des impôts, taxes et versements assimilés.

L'excédent brut d'exploitation a diminué, passant de 51 442 256 DA en 2020 à 41 038 643 DA en 2021. Cette diminution indique une performance économique moindre de l'entreprise au cours de cette année, principalement en raison de la croissance des charges liées au

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

personnel, des taxes et des impôts. Cependant, en 2022, la société enregistre une croissance de ce solde, atteignant 79 317 866 DA, grâce à l'augmentation de son activité.

-Le résultat opérationnel (Le résultat d'exploitation) : La croissance de l'excédent brut d'exploitation entre 2019 et 2020 a entraîné une augmentation du résultat opérationnel, passant de 9 757 202 DA à 27 056 600 DA. On observe également une amélioration continue de ce résultat de 2020 à 2023, en raison d'une augmentation des autres produits opérationnels. Cependant, une diminution est enregistrée en 2021, en raison de l'augmentation des autres charges opérationnelles.

-Le résultat financier : Sur toute la période considérée, le résultat financier est déficitaire, ce qui s'explique par le faible montant des produits financiers générés par l'entreprise, notamment en raison de l'absence des placements bancaires. Parallèlement, les charges financières augmentent en raison des crédits bancaires contractés et des frais liés aux opérations bancaires quotidiennes.

-Le résultat net : tout au long de la période étudiée, le résultat net de l'entreprise est positif, s'élève à 1 194 581 DA en 2019, puis à 4 807 949 DA en 2020, et atteint 5 032 576 DA en 2021. En 2022, il a considérablement augmenté pour atteindre 24 576 361 DA, avec une forte progression à 86 823 347 DA en 2023. Cet indicateur qui traduit la bonne exploitation des revenus.

4.2 L'analyse de capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement (CAF) représente la capacité d'une entreprise à générer des fonds internes pour rembourser ses engagements financiers. Elle est calculée en mesurant la différence entre les encaissements et les décaissements de l'entreprise sur une période donnée. En d'autres termes, la CAF indique la quantité de liquidités disponibles après avoir couvert les dépenses courantes et les investissements.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

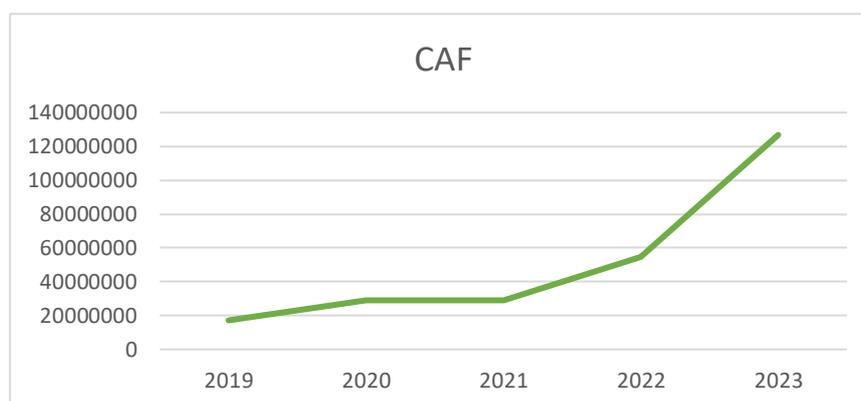
Tableau 16: Présentation du calcul de la CAF par la méthode additive.

UM : DA.

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023
Résultat net	1 194 581	4 807 949	5 032 576	24 576 361	86 823 347
(+) dotation aux amortissements	15 965 407	24 385 656	23 935 668	29 845 636	39 986 134
(=) CAF	17 159 988	29 193 605	28 968 244	54 421 997	126 809 481

Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

Figure 17: Représentation graphique de la CAF.



Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

- **L'interprétation**

Tout au long de la période étudiée, la capacité d'autofinancement reste positive et évolue positivement, ce qui indique que la capacité de l'entreprise à générer un excédent financier et à financer ses opérations à partir de ses propres ressources. Cela lui permet de financer des nouveaux investissements, de rembourser ses dettes et de rémunérer ses actionnaires, assurant ainsi sa stabilité financière et sa rentabilité et à partir de celui-ci, nous pouvons calculer le ratio de capacité de remboursement, qui se définit comme :

- **La Capacité de remboursement**

La capacité de remboursement permet d'appréhender la capacité de l'entreprise à rembourser ses crédits, représentée par le rapport entre le total des dettes et la capacité d'autofinancement (CAF).

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Tableau 17: Présentation du calcul de la capacité de remboursement.

UM : DA

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023
Dettes financières	366 342 140	368 321 816	380 797 801	562 788 495	1 012 090 438
CAF	17 159 987	29 193 604	28 968 242	54 423 094	126 809 480
Ratio de capacité de remboursement	21,35	12,62	13,15	10,34	7,98

Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

- **L'interprétation**

Durant toute la période le ratio de capacité de remboursement supérieur à 4 qui donne un signe négatif, car il peut indiquer que l'entreprise a une charge de dette élevée par rapport à ses flux de trésorerie, ce qui peut entraîner des risques financiers.

4.3 L'analyse des ratios de rentabilité

4.3.1 La rentabilité économique

C'est un ratio clé de l'analyse financière, qui permet de mesurer la richesse de l'entreprise, sans être influencé par sa structure financière, ce taux peut être défini par le quotient du résultat net par le total des actifs.

Tableau 18 : Présentation du calcul de la rentabilité économique.

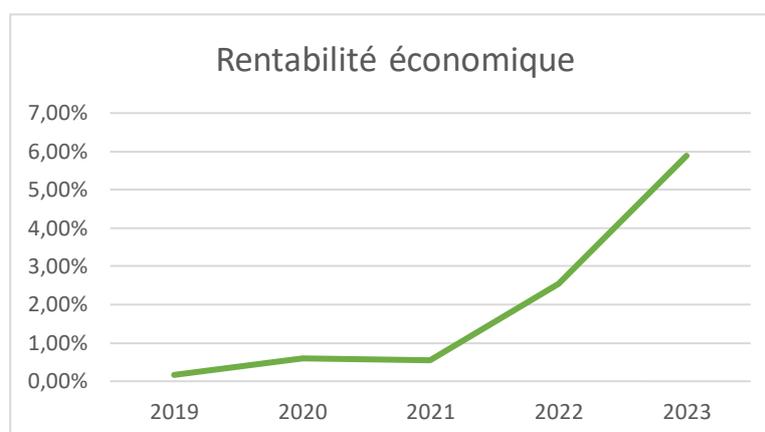
UM : DA.

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023
Résultat net	1 194 581,00	48 079 49,00	5 032 576,00	24 576 361,00	86 823 347,00
Total actif économique	718 590 116	803 998 662	934 335 804	963 182 963	1 475 034 075
Rentabilité économique	0,17%	0,60%	0,54%	2,55%	5,89%

Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Figure 18: Représentation graphique de l'évolution de la rentabilité économique.



Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

- **L'interprétation**

Nous remarquons que le ratio de rentabilité économique est positif, il est de 0.17% en 2019, l'année suivante il augmente à 0,60%, en 2021 la rentabilité économique a diminué à 0,54% puis elle continue sa progression les deux années suivantes. Ce qui signifie que l'entreprise disposera d'assez de ressources pour maintenir son activité, et elle génère suffisamment de bénéfices pour couvrir les coûts associés à l'utilisation de ses actifs.

4.3.2 La rentabilité financière

La rentabilité financière d'une entreprise découle de sa rentabilité économique, qui est influencée par l'effet de levier financier. Le ratio de rentabilité financière est défini par le rapport entre le résultat net et les capitaux propres.

Tableau 19: Présentation du calcul de la rentabilité financière.

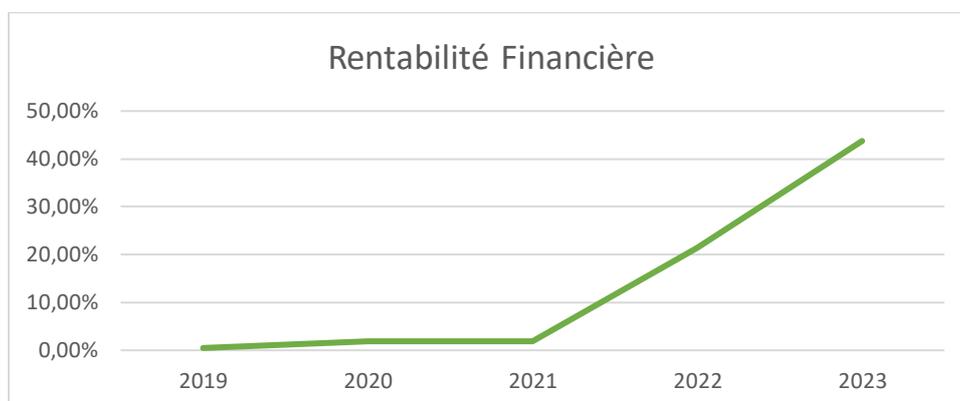
UM : DA.

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023
Résultat net	1 194 581	4 807 949	5 032 576	24 576 361	86 823 347
Capitaux propre	250 609 894	255 417 842	260 450 416	114 577 458	198 452 839
Rentabilité Financière	0,48%	1,88%	1,93%	21,45%	43,75%

Source : réalisé à partir les données fournis par la banque.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Figure 19: Représentation graphique de l'évolution de la rentabilité financière.



Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

- **L'interprétation**

L'entreprise a enregistré un résultat net positif tout au long de la période, ce qui lui permis d'atteindre une rentabilité financière positive, celle-ci s'est élevée à 0,48 % en 2019, puis à 1,88 % en 2020, et à 1,93 % en 2021. En 2022, elle a considérablement augmenté pour atteindre 21,45 %, puis 43,75 % en 2023, ce qui indique une situation financière favorable. On observe une forte progression entre 2022 et 2023, ce qui signifie que les capitaux internes investis sont rentables.

4.3.3 L'effet de levier financière

Il se caractérise par l'écart entre la rentabilité des capitaux propres et la rentabilité économique de l'entreprise, ainsi que par le rapport entre ses dettes financières et ses capitaux propres, ce que l'on désigne sous le nom du bras de levier.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

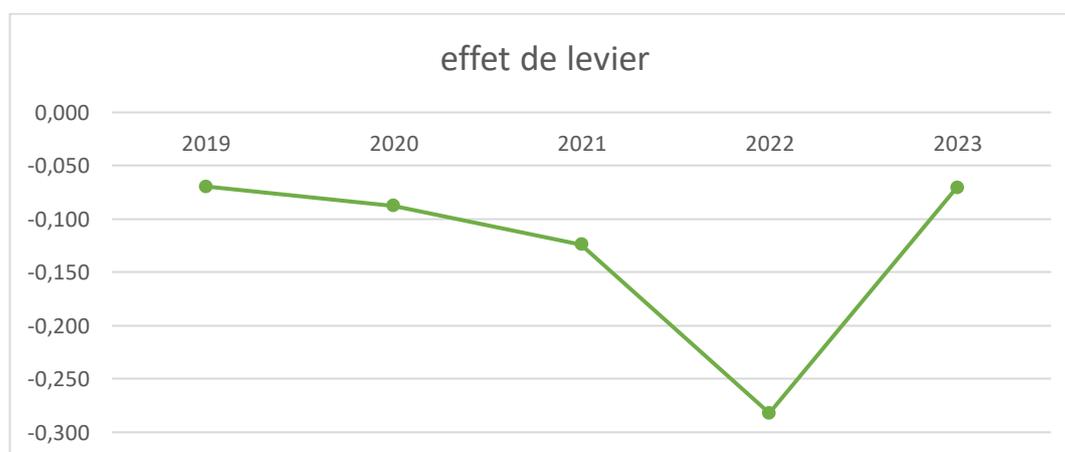
Tableau 20 : Présentation du calcul de l'effet de levier financier.

UM : DA.

Eléments	2019	2020	2021	2022	2023
Dettes	222149460	302750057	431554625	593033482	660450555
Capitaux propre	250609894	255417842	260450416	114577458	198452839
Bras de levier à court terme (1)	88,64%	118,53%	165,70%	517,58%	332,80%
Rentabilité économique	0,17%	0,60%	0,54%	2,55%	5,89%
Taux d'intérêt moyen	8,00%	8,00%	8,00%	8,00%	8,00%
RE -i (2)	-7,83%	-7,40%	-7,46%	-5,45%	-2,11%
Effet de levier à court terme (1) *(2)	-6,94%	-8,77%	-12,36%	-28,20%	-7,03%

Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

Figure 20: Représentation graphique de l'évolution de l'effet de levier financier.



Source : réalisé à partir des données fournis par la banque.

- **L'interprétation**

L'entreprise ZZ a enregistré un effet de levier négatif tout au long de la période. En 2019, il était de -6,94%. Cet effet de levier a continué à diminuer, atteignant -28,20% en 2022. En 2023, bien qu'il ait augmenté, il est resté négatif à -7,03%.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Le Commentaire générale de l'analyse financière

D'après le dernier tableau, le graphique et l'analyse réalisée, nous observons une augmentation simultanée des dettes à court terme et de la rentabilité économique au cours des années 2019 à 2023. Cependant, l'entreprise enregistre un effet de levier négatif, également appelé effet de massue, au cours des cinq années étudiées (2019-2023). Cela signifie que sa rentabilité économique est inférieure au coût moyen de l'endettement qu'elle supporte. Ainsi, l'effet de levier est défavorable, indiquant que plus l'entreprise est endettée, plus sa rentabilité financière diminue. Noté aussi que le ratio de capacité de remboursement était supérieur à 4 qui donne un signe négatif, car il peut indiquer que l'entreprise a une charge de dette élevée par rapport à ses flux de trésorerie, ce qui peut entraîner des risques financiers et influe négativement sa rentabilité. Par conséquent, les crédits d'exploitation ont un effet négatif sur la rentabilité de l'entreprise ZZ. Il serait utile d'analyser cette relation plus en détail à l'aide d'un modèle économétrique.

Section 03 : Une étude empirique de l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité des entreprises

À travers notre analyse financière initiale, nous avons identifié une relation potentielle entre les crédits d'exploitation et la rentabilité. Cependant, pour quantifier plus précisément cet impact et comprendre le facteur le plus influant sur la rentabilité de l'entreprise, nous allons recourir à une approche statistique avancée.

Ce modèle économétrique nous permettra d'examiner comment les crédits d'exploitation interagissent avec d'autres variables pertinentes pour influencer la rentabilité de l'entreprise.

1 La présentation des données

L'échantillon est constitué de 100 entreprises algériennes, privées et publiques, appartenant aux secteurs du BTPH, de l'industrie, de la production et de services, sur la période 2021/2022, ces entreprises sont des sociétés anonymes. Les données nécessaires proviennent des bilans et des comptes de résultats. Les informations relatives aux politiques d'endettement et de rentabilité ont été collectées manuellement à partir des documents annuels des sociétés clientes de la banque de développement local. Une entreprise est définitivement

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

retenue dans l'échantillon si elle fournit des informations complètes sur son endettement et sa rentabilité.

1.1 La description des variables

On peut distinguer deux types des variables :

1.1.1 La variable dépendante (la rentabilité)

Il s'agit d'une variable à expliquer à l'aide des variables indépendantes. **Booth et al.** (2001) soulignent que la rentabilité joue un rôle important dans l'appréciation de l'entreprise par les créanciers et également dans les décisions financières des dirigeants. Dans le cadre de notre étude, la rentabilité sera la variable à expliquer. À l'instar de **Rajan et Zingales** (1995) et **Booth et al** (2001), nous utilisons la rentabilité économique mesurée par le ratio du résultat avant intérêts et impôts sur le total actif.

1.1.2 Les variables indépendantes

- **Le taux d'endettement**

Plusieurs approches peuvent être utilisées pour évaluer le ratio d'endettement, comme suggèrent plusieurs auteurs tels que **Friend et Lang** (1988) et **Hovakimian** (2005). **Rajan et Zingales** (1995) ont examiné le ratio d'endettement total, ainsi que des ratios spécifiques à court, moyen et long terme. Dans le cadre de notre étude, nous avons choisi d'utiliser le ratio d'endettement à court terme, suivant **Titman et Wessels** (1988), qui calculent la proportion des dettes à court terme par rapport à l'actif total.

- **La taille de l'entreprise**

Cette variable nous permet d'évaluer la dimension de l'entreprise, étant donné que sa taille est un facteur essentiel pour sa performance et rentabilité. Selon les recherches de **Titman et Wessels** (1988) ainsi que celles de **Rajan et Zingales** (1995), les entreprises de grande taille présentent une probabilité de faillite moindre.

La taille de l'entreprise peut être calculée de différentes manières, notamment en prenant le total des actifs, le chiffre d'affaires (CA) ou le nombre d'employés. Cependant, dans notre étude, nous optons pour la méthode de calcul par logarithme du chiffre d'affaires en raison de la prépondérance de cette approche dans la littérature empirique.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

2 La méthode et les outils statistiques utilisés

L'objectif principal de cette étude est d'étudier la relation existante entre la rentabilité et le taux du crédit, pour tester la relation entre eux on utilise la régression multiple.

2.1 Modèle de régression multiple

L'analyse de régression multiple permet de modéliser plus précisément les relations complexes entre plusieurs variables prédictives et une variable dépendante, améliorant ainsi la précision des prédictions et la compréhension des interactions dans des contextes tant expérimentaux qu'observationnels.

Le modèle de régression linéaire multiple sur des données transversales permet d'analyser la relation entre une variable dépendante et une ou plusieurs variables indépendantes. Sa forme générique est la suivante :

$$Y_i = \alpha_0 + \alpha_1 X_{i1} + \alpha_2 X_{i2} + \alpha_3 X_{i3} + \dots + \alpha_i X_{i1} + \varepsilon_i$$

Avec :

- Y_i : la variable dépendante ;
- α_0 : la constante ;
- X_i : la variable indépendante ;
- α_i : les coefficients de corrélation dans le modèle ;
- ε_i : le terme d'erreur ;
- L'indice i représente le nombre d'entreprises.

2.2 Les tests utilisés

Pour assurer la validité et la fiabilité des résultats du modèle on doit passer par quelques tests :

- **Le test d'hétéroscédasticité** : L'hétéroscédasticité se produit lorsque la variance des erreurs d'un modèle de régression n'est pas constante à travers les observations. Cela

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

peut biaiser les tests statistiques et rendre les intervalles de confiance incorrects, pour détecter l'hétéroscédasticité, des tests comme le test de **Breusch-Pagan**.⁶⁷

Ce test est basé sur les hypothèses suivant :

$$\begin{cases} H_0: \text{Les résidus ont une variance constante (homoscédasticité).} \\ H_1: \text{Les résidus n'ont pas une variance constante (hétéroscédasticité).} \end{cases}$$

Si la p-value obtenue à partir d'un test d'hétéroscédasticité est inférieure au seuil alpha (généralement fixé à 0,05), cela signifie qu'il y a suffisamment de preuves statistiques pour rejeter l'hypothèse nulle (H_0) qui postule l'homogénéité des variances.⁶⁸

- **Le test de Multicolinéarité**

La multicolinéarité se produit lorsque deux ou plusieurs variables explicatives d'un modèle de régression multiple sont fortement corrélées, rendant difficile l'estimation précise des coefficients de régression. La Variance Inflation Factor (VIF) est couramment utilisée pour détecter la multicolinéarité. Une VIF supérieur à 10 est souvent considérée comme indicateur d'une multicolinéarité significative.⁶⁹

Une VIF dépassant 10 ($VIF > 10$), ou équivalent à voir $1/VIF < 0,1$, suggère que la variable concernée pourrait être une combinaison linéaire d'une ou plusieurs autres variables dans le modèle (indiquant ainsi la présence de multicollinéarité).

- **Le teste d'autocorrélation**

Nous dirons qu'il y a autocorrélation des résidus lorsqu'il existe un lien statistique entre les éléments du vecteur ε et plus précisément si : $E(\varepsilon_i \varepsilon_j) \neq 0$.

En d'autres termes, la matrice des variances-covariances de ε , Σ_ε , n'est plus une matrice diagonale. Les covariances ne sont pas toutes nulles.⁷⁰

Parmi les tests les plus célèbres relatifs à l'autocorrélation le test de Durbin-Watson, qui se base sur les hypothèses suivantes :

⁶⁷ Greene, William H, **Econometric Analysis**, 7th Edition, Pearson, 2011, p 222-224.

⁶⁸ S. LEBLOND et I. BELLEY-FERRIS, **Guide d'économétrie appliquée à l'intention des étudiants du cours**, Université de Montréal, Département de sciences économiques, 2004, P 3et4.

⁶⁹ Johnson, Richard A, and Wichern, Dean W, **Applied Multivariate Statistical Analysis**, 6th Edition, Pearson, 2007, p 365-366.

⁷⁰ Mazamba Tédi, <http://mazambatedie.free.fr/spip.php?article18>, consulté le 23/05/2024 à 9 :32.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

$$\begin{cases} H_0 : \rho = 0 & (\text{absence d'autocorrélation}) \\ H_1 : \rho \neq 0 & (\text{présence d'autocorrélation}) \end{cases}$$

Lorsque la valeur de p-value est inférieure à 5%, cela conduit au rejet de l'hypothèse nulle (H0). Ainsi, nous concluons l'existence d'autocorrélation.

3 Modélisation des données

À travers cette approche empirique, nous avons pour objectif de confirmer les résultats de l'analyse financière afin de déterminer l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité des entreprises algériennes. Pour ce faire, l'utilisation d'un modèle économétrique est essentielle.

La plupart des études empiriques concernant la rentabilité se basent sur la régression linéaire multiple appliquée des données transversales. Dans le cadre de notre étude, la relation est formulée comme suit :

$$Y_i = \alpha_0 + \alpha_1(\text{Crédit})_i + \alpha_2(\text{Taille})_i + \varepsilon_i$$

Avec :

- Y_i : la rentabilité ;
- α_0 : la constante ;
- α_1 : le coefficient du crédit ;
- $\text{Crédit } i$: la première variable indépendante pour i entreprises ;
- α_2 : le coefficient de la taille ;
- $\text{Taille } i$: la deuxième variable indépendante pour i entreprises ;
- ε_i : l'erreur.

Une analyse transversale consiste en l'examen d'un échantillon comprenant un certain nombre d'unités observées, toutes prélevées en 2021/2022. Dans la présente investigation, les unités observées sont les entreprises. Les variables indépendantes représentent le taux d'endettement et la taille de chaque entreprise, tandis que la variable dépendante mesure le niveau de la rentabilité.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

3.1 L'objectif du modèle

L'objectif du modèle est de vérifier l'hypothèse d'existence de l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité de l'entreprise soit un effet positif ou bien négatif.

3.2 Les étapes de modélisation

- Après avoir calculé les données relatives à la rentabilité, à l'endettement et à la taille de chaque entreprise à l'aide d'Excel, nous avons regroupé ces trois variables dans un seul fichier Excel afin de les intégrer dans le logiciel R.
- Après nous avons téléchargé certains packages tels que : readxl, cardata, ggplot2, quantpsyc, car, lmtest et readxl).
- Importé les données du fichier Excel en utilisant la fonction : read_excel.
- La déclaration des données et le placement de chaque variable dans le fichier Excel à l'aide de cette formule :

```
RENT=data [,1]; CRDT=data [,2]; TAIL=data [,3].
```

- Après la déclaration des données, nous avons créé un graphique à l'aide de la fonction `ts. Plot ()` ;
- Par la suite, en utilisant les deux formules ci-dessous, nous avons obtenu la régression multiple qui lie les trois variables, avec la rentabilité comme variable à expliquer, le crédit et la taille comme variables explicatives ;

```
lm_multiple<-lm (RENT~CRDT+TAIL, data =data);
```

```
summary(lm_multiple);
```

- Après avoir réalisé le modèle, nous allons créer le graphique par : `ts. Plot(data)`.

- Ensuite, on a testé le modèle par des différents tests

_teste de l'hétéroscédasticité par la formule suivante :

```
white_test <- bptest (lm_multiple, ~ fitted(lm_multiple) +I(fitted(lm_multiple)^2));
```

```
print (white test) ;
```

_teste de multicollinéarité réalisé par la formule suivante :

```
Vif_values<- vif(lm_multiple) ;
```

```
print(vif_values).
```

_le teste d'autocorrélation formulé par :

```
dw_test_result <- dwtest(lm_multiple)
```

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

```
print(dw_test_result)
```

3.3 Les résultats

Il s'agit des résultats des tests suivants :

- **Test d'hétéroscédasticité :**

Pour déterminer si notre modèle présente de l'homoscédasticité ou de l'hétéroscédasticité, nous avons effectué le test approprié en utilisant le logiciel R. Les résultats obtenus sont les suivants :

BP = 8.1481,	df = 2	p-value = 0.01701
--------------	--------	-------------------

Les résultats du test montrent que p-value est inférieure à 5% pour notre modèle, nous rejetons l'hypothèse nulle. Cela indique la présence d'hétéroscédasticité dans les résidus du modèle.

- **Le test de Multicolinéarité**

Pour détecter la multicolinéarité entre les variables explicatives dans un modèle de régression multiple en utilisant le test du facteur d'inflation de la variance (VIF) dans R :23

Tableau 21: Présentation des résultats de test de multicolinéarité.

	VIF	1/VIF
CREDIT	1,017241	0,983051214
TAILLE	1,017241	0,983051214

Source : élaboré à partir des résultats de logiciel R.

Selon les résultats obtenus, puisque les valeurs du VIF sont inférieures à 10 et que les valeurs de 1/VIF sont supérieures à 0,1, nous pouvons conclure qu'il n'y a pas de multicolinéarité significative entre les variables explicatives.

- **Le teste d'autocorrélation**

Pour déterminer si les résidus de notre modèle présentent une autocorrélation, nous avons réalisé le test de Durbin-Watson. Les résultats obtenus sont les suivants :

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

DW = 2.0833	p-value = 0.6616
-------------	------------------

Les résultats du test de Durbin-Watson montrent une statistique de 2.0833 et une p-valeur de 0.6616, dépassant le seuil de significativité de 5%, ces valeurs indiquent une absence d'autocorrélation, ce qui nous amène à accepter l'hypothèse nulle. Par conséquent, les résidus de notre modèle de régression multiple sont considérés comme indépendants.

3.4 L'interprétation des résultats

Après l'intégration des données, le logiciel R a produit le tableau de régression multiple et le graphique suivants :

Tableau 22: Présentation de l'estimation du modèle.

Coefficients	Estimate	Std. Error	t value	Pr(> t)	
Intercept	0.22607	0.07151	3.161	0.002096	**
CRDT	-0.12349	0.03133	-3.941	0.000153	***
TAIL	-0.92757	0.79916	-1.161	0.248619	

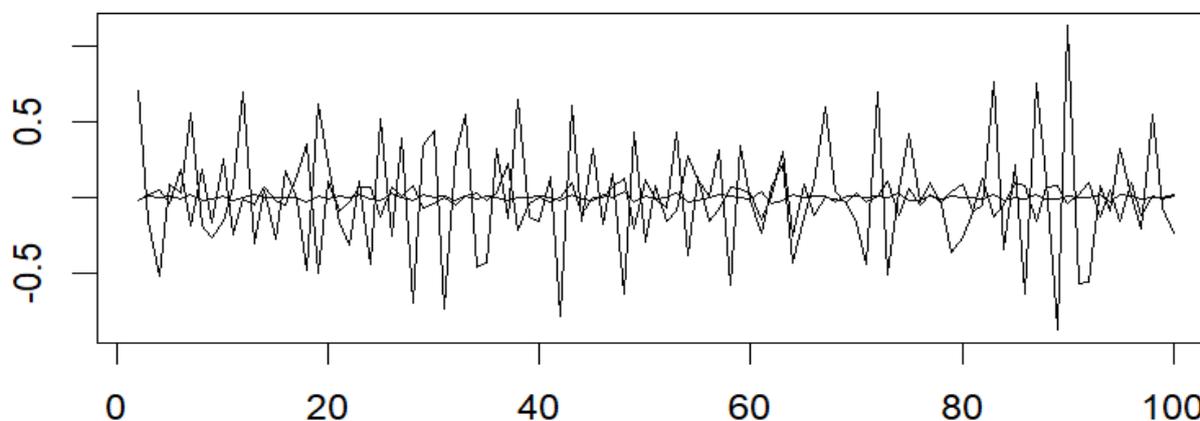
Residual standard error: 0.08854 on 98 degrees of freedom

Multiple R-squared: 0.1294, Adjusted R-squared: 0.1205

F-statistic: 14.56 on 1 and 98 DF, p-value: 0.0002377.

Source : élaboré à partir le logiciel R.

Figure 21: Représentation graphique du modèle.



Source : Le logiciel R.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

D'où :

$$Y_i = 0.22607 - 0.12349(\text{Crédit})_i - 0.92757(\text{Taille})_i + \varepsilon_i$$

- D'après les résultats de l'analyse de régression, la variable de rentabilité de l'entreprise (RENT), mesurée par le rapport entre le résultat avant impôt et le total d'actif, elle est négativement et très significativement corrélée, avec un $t = -3.941$ et une valeur $p = 0.000153 < 0,05$. Ces résultats sont conformes aux conclusions de **Myers** et **Majluf** ainsi que de **Titman** et **Wessels**. Cette corrélation peut s'expliquer par le fait que les entreprises fortement endettées sont généralement moins rentables. Ainsi, Le coefficient de CRDT est de -0.12349 , cela signifie qu'une augmentation d'une unité de CRDT est associée à une diminution de 0.12349 de la rentabilité. En conséquence, notre hypothèse de travail formulée précédemment, selon laquelle il existe une relation négative entre les crédits d'exploitation et la rentabilité, est validée.
- Les résultats montrent que la taille de l'entreprise (TAIL) a un coefficient légèrement négatif (-0.009276) sur la rentabilité, mais cette relation n'est pas statistiquement significative ($p\text{-value} = 0.248619 < 0,005$). Cela indique que, dans cette étude, la taille de l'entreprise n'a pas un impact clair ou confirmé sur la rentabilité.
Ce résultat signifie que l'on ne peut pas conclure avec certitude que la taille de l'entreprise a un effet sur la rentabilité, ce qui est conforme aux recherches de **Titman** et **Wessels** (1988), qui trouvent une relation négative. Ce manque de significativité statistique suggère qu'il pourrait y avoir d'autres facteurs non pris en compte ou que la taille de l'entreprise n'a pas un impact direct et significatif sur la rentabilité dans ce contexte particulier.
- Le coefficient de détermination (R^2) de notre modèle est faible, ce qui suggère que les variables explicatives incluses ne parviennent à expliquer que 14.13% de la variance de la rentabilité. Cette observation pourrait être attribuée au phénomène observé dans de nombreuses entreprises algériennes, qui sous-estiment délibérément leurs résultats afin de minimiser leur imposition fiscale. Cette pratique peut poser un défi lors de l'évaluation du R^2 , car elle affecte la qualité des données utilisées pour construire le modèle.

Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement locale.

Conclusion

L'objectif principal de ce chapitre était de mener une analyse approfondie de l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité de l'entreprise ZZ et de généraliser ces résultats à 100 autres entreprises algériennes par un modèle empirique. En déterminant les liens éventuels entre le niveau d'endettement et la rentabilité. Pour atteindre cet objectif, nous avons examiné diverses données financières des entreprises, notamment leurs états financiers, leurs ratios financiers et leurs niveaux d'endettement à court terme.

A travers l'analyse financière approfondie et la régression multiple qu'on a réalisée, on constate une relation négative significative entre les crédits d'exploitation et la rentabilité des entreprises. En d'autres termes, une augmentation de ces crédits est généralement associée à une diminution des indicateurs de rentabilité tels que le ROA et le ROE. Cette relation négative suggère que les entreprises qui dépendent fortement des crédits d'exploitation peuvent faire face à des coûts d'intérêt élevés et à des risques financiers accrus, ce qui impacte leurs rentabilités.

Bien que les crédits d'exploitation soient essentiels pour soutenir le cycle opérationnel des entreprises, leur gestion prudente est nécessaire pour minimiser les coûts financiers et les risques, afin de protéger la rentabilité à court, moyen et long terme.

Conclusion Générale

Conclusion Générale

Durant le cycle d'exploitation, les sociétés acquièrent divers biens, réalisent des opérations d'exploitation (achat de matières premières, production, stockage, etc.), puis livrent et facturent leurs produits ou services. Toutes ces opérations ne génèrent pas immédiatement des flux financiers. Les décalages dans le temps entre les différents flux du cycle d'exploitation entraînent ainsi l'existence de stocks, de créances clients et de dettes fournisseurs. Cela crée un besoin de financement, qui est souvent comblé par des crédits d'exploitation à court terme. Ces crédits permettent de maintenir la rentabilité de l'entreprise en optimisant le financement de ses activités.

Ce mémoire a examiné l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité des entreprises, en se basant sur une approche théorique et une analyse pratique. À travers trois chapitres, nous avons exploré les concepts clés des crédits bancaires, de la rentabilité et de l'effet de levier, avant de tester ces notions dans un contexte pratique.

Dans le premier chapitre, nous avons abordé les généralités sur les crédits bancaires, en décrivant les différentes formes d'endettement en générale et les crédits d'exploitation en particulier ainsi leurs conditions d'octroi et d'utilisation. Nous avons discuté des avantages et des risques associés à cette utilisation pour financer les besoins courants des entreprises. Ce qui a été développé dans le premier chapitre, validant ainsi notre hypothèse **H1**.

Le deuxième chapitre s'est concentré sur la rentabilité et l'effet de levier. Nous avons examiné comment l'endettement, via les crédits d'exploitation, influence la rentabilité économique et financière d'une entreprise. L'effet de levier financier peut renforcer cette relation en période favorable, mais il peut également accroître les risques financiers. À travers l'analyse financière, nous avons conclu que les ratios de structure financière, de rentabilité et d'effet de levier expliquent la relation directe existant entre la rentabilité et l'utilisation des crédits d'exploitation, ce qui confirme et valide notre hypothèse **H2**.

Le troisième chapitre a été consacré à une étude de cas pratique, où nous avons effectué une analyse financière approfondie d'une entreprise ZZ. À travers cette analyse, nous avons observé les variations de rentabilité en relation avec l'utilisation des crédits d'exploitation. Les résultats, généralisés par un modèle empirique, ont révélé une relation négative entre l'utilisation des crédits d'exploitation et la rentabilité. Cette relation suggère qu'une utilisation accrue des crédits d'exploitation peut dans certains cas entraîner une diminution de la

rentabilité de l'entreprise. Autrement dit les entreprises très dépendantes des crédits d'exploitation peuvent subir des coûts d'intérêt élevés et des risques financiers accrus, ce qui affecte leur rentabilité. En résumé, l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité des entreprises est négatif, ce qui répond à notre problématique initiale : « **Quel est l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité de l'entreprise ?** » et confirme notre troisième hypothèse **H3**.

Bien que les crédits d'exploitation soient nécessaires pour soutenir les opérations courantes, une gestion prudente est essentielle pour minimiser les coûts financiers et les risques, afin de préserver la rentabilité à court, moyen et long terme.

Notre étude démontre que les crédits d'exploitation, bien qu'ils offrent une solution de financement flexible pour les besoins courants, peuvent aussi avoir un impact défavorable sur la rentabilité, lorsqu'ils ne sont pas gérés de manière optimale. Il est important pour les entreprises de trouver un équilibre entre l'utilisation des crédits et la gestion efficace de leurs ressources financières pour maximiser leurs rentabilités.

Suggestion et recommandations :

À travers notre travail de recherche et les constats que nous avons faits, nous pouvons formuler les suggestions suivantes :

- **Gestion prudente des crédits d'exploitation** : Il est essentiel pour les entreprises algériennes, y compris ZZ, de gérer de manière prudente l'utilisation des crédits d'exploitation. Cela implique de surveiller attentivement les niveaux d'endettement.
- **Diversification des sources de financement** : Plutôt que de dépendre uniquement des crédits d'exploitation, les entreprises devraient explorer et diversifier leurs sources de financement. Cela pourrait inclure l'accès à d'autres formes de crédit, comme les prêts à long terme
- **Formation et sensibilisation du personnel** : Il est important de sensibiliser et de former le personnel de l'entreprise à l'importance de la gestion financière prudente et de l'utilisation responsable des crédits d'exploitation.
- **Évaluation et gestion des risques** : Les entreprises, y compris ZZ, doivent évaluer attentivement les risques associés à l'utilisation des crédits d'exploitation et mettre en place des stratégies pour les atténuer.

Par ailleurs, nous avons rencontré quelques difficultés dont :

- Le manque d'informations détaillées sur l'entreprise où nous avons effectué notre étude, en raison de la confidentialité de son nom, a entravé notre capacité à obtenir une image complète et fiable de son évaluation financière.
- De plus, la non-fiabilité des données des entreprises algériennes, qui sous-estiment souvent leurs résultats pour minimiser les impôts, a posé des difficultés pour le calcul de la rentabilité. Cette situation a également affecté la signification statistique de notre modèle, compliquant ainsi sa réalisation.

Bibliographie

Les ouvrages :

- ACH. Y-A et DANIEL. C, **Finance d'entreprise** : Du diagnostic à la création de valeur, Hachette supérieur, 2004, p213.
- Albertini de Jean-Marie et Silem A, **lexique d'économie**, Edition Dalloz, 8ème, p 731.
- AMMOUR.B, **Pratique des Techniques Bancaires avec référence à l'Algérie**, Ed. Dahleb, Alger, 2004, P 134.
- Armelle Mathé, **l'essentiel des mathématiques financières**, Gualino éditeur, Lextenso éditions, France, 2015, p29.
- ASSOUS. N, **l'impact des décisions financières sur la création de valeur au sein des Entreprises publiques algériennes cotées à la bourse d'Alger**, thèse de Doctorat, Université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou, 2015, p100.
- Bancel, Franck, **Le coût du capital**, RB édition, 2014, p 19.
- Bernard Yves et Jean-Claude Coli, **Dictionnaire économique et financier**, Seuil, Paris, 1996.
- BOBIE.Z, MERTON.R, **Finance**, Ed : nouveaux horizons, Paris, 2011, P94.
- Bouyacoub Farouk, **l'entreprise et le financement bancaire**, Edition Casbah, Alger, 2000, p.232.
- CAUDAMINE.G et MONTIER.J, **banque et marchés financiers**, Edition ECONOMICA, 1998, P142.
- CHARLES. A, MAURICE.S et REDOR. E, **Le financement des entreprises**, édition : ECONOMICA, Paris, 2014, p 54.
- CHIHA.K, **finance d'entreprise**, Edition Dar Houma, 2009, p 41.
- Delahaye Jaqueline, Delahaye Florence, Finance d'entreprise, Dunod, Paris, 2007, P 158.
- DIATKINE.S, **Les fondements de la théorie bancaire : des textes classiques aux débats contemporains**, Ed DUNOD, 2003, P 39.
- DJEFFAL.A, **Les Fondements du diagnostic économique et financier**, édition, Alger, 2014, p 68.
- GAVALDA.C, STOUFFLET.J, **Droit Bancaire**, 4ème édition, Editions Litec, Paris, 1999, p65.
- Georges Legros, **Mini manuel de finance d'entreprise**, © Dunod, 2édition, Paris, 2014, p8.
- G. LEGROS, **manuel de finance d'entreprise**, édition Dunod, Paris, 2010, p 60.
- Jean-Guy DEGOS, **Le diagnostic financier des sociétés**, Numilog.com, France, 2010, p 26-27.
- Josette PEYRARD, **Dictionnaire de finance**, Edition Vuibert, 1999, p 63.
- J.-V. Capal et O. GARNIER, **Dictionnaire d'économie et de science sociale**, Hatier, Paris, 1994, p 20.
- Khendek Samira, **Analyse financière par les ratios** : étude comparative -Cas de la société Saidal et la Société Biopharm, Revue de l'économie financière & des affaires, 2022, p545.
- LUC BERNET – ROLLANDE, **principes de techniques bancaires**, DUNOD, 27ème édition, 2015, p 341.
- Luc BERNET-ROLLANDE, **Principes de technique bancaire**, Dunod, 27e édition, Paris, 2015, p194-195.

- Mamadou Sène, **La banque expliquée à tous**, RB édition, Paris, 2021, p 215.
- Michel Blanchette, François-Éric Racicot et Jean-Yves Girard, **Les effets des IFRS sur les ratios financiers**, premiers signes au Canada, 2011, P 24.
- OGIEN. D, **Gestion financière de l'entreprise**, édition, Dunod, 2018, p 32.
- OGIEN. DOV, **gestion financière de l'entreprise**, Dunod 5e édition, France, 2023, page 36.
- Philippe Monnier-Sandrine Mahier-Lefrançois, **techniques bancaires**, DUNOD, 11e édition, France, janvier 2021, p 226.
- Pierre Maurin, **Optimisez la rentabilité de votre entreprise**, AFNOR Édition, 2023, p 7.
- Pierre-Yves Ardoy, **fiches de droit des sûretés**, Ellipses Édition Marketing S.A., 2e édition, Paris, 2018.
- Prat Dit Hauret, Christian, **Les documents de synthèse bilan**, compte de résultat, annexes, Editeur : e-theque, 2002, p27.
- Prat Dit Hauret, Christian, **Les tableaux de financement et de flux financiers**, Editeur : e-theque, 2003, p 7.
- PRAMAGE Pierre, **analyse et diagnostic financier**, Edition d'organisation, Paris, 2001, p145.
- Richard Jacques, **Analyse financière et gestion des groupes**, Economica, Paris, 2000, p 320.
- Sébastien Ristori, **Analyse et gestion financière**, Ellipses Édition, Paris, 2021, p44-93.
- Servin ERIC, **l'endettement des entreprises**, édition e-thèque, 2002, p 56.
- Tahar HADJ SADOK, **les risque de l'entreprise et de la banque**, Editions DAHLAB, 2007, p (7-8-9-10).
- Thierry DUCLOS, **Dictionnaire de la banque**, SÉFI, 6e édition, Canada, 2013, p37.
- TIDIANI SIDIBE, **La pratique de l'activité bancaire et financière en zone UEMOA**, l'Harmattan, 2016, Paris, p285.
- Annaïck Guyvarc'h, **Analyse financière**, e-theque, Paris, 2004, p47.
- Greene, William H, **Econometric Analysis**, 7th Edition, Pearson, 2011, p 222-224.
- S. LEBLOND et I. BELLEY-FERRIS, **Guide d'économétrie appliquée à l'intention des étudiants du cours**, Université de Montréal, Département de sciences économiques, 2004, P 3et4.
- Johnson, Richard A, and Wichern, Dean W, **Applied Multivariate Statistical Analysis**, 6th Edition, Pearson, 2007, p 365-366.
- Lahcen OULHAJ, **Économétrie Appliquée avec R**, TEXT BOOK SERIES, 2022.
- Bancel, Franck, **Le coût du capital**, Editeur : RB édition, 2014, p 120.
- Encyclopaedia Universalis, **The Cost of Capital**, Corporation Finance and the Theory of Investment de Merton Miller, Editeur : Encyclopaedia Universalis , 2015, p 31
- Evraert, Serge, Prat Dit Hauret, Christian, Les documents de synthèse
- QRcode bilan, **compte de résultat**, annexes, Editeur : e-theque, 2002, p60.

Les sites :

- Finance de marché, <http://financedemarche.fr>.
- L'expert-comptable, <https://www.l-expert-comptable.com>.
- Le dico de commerce internationale, <https://www.glossaire-international.com>.
- <https://www.bdl.dz/Algerie/index1.htm>.
- Mazamba Tédi, <http://mazambatedie.free.fr/spip.php>

Les articles :

- Dr TARI Mohamed Larbi, Mr ATTARI Abdennasser, **LE PROCERSSUS DU financement bancaire de l'exploitation des pme et la notion d'effet de levier financier**, Revue des Economies Financières, Bancaires et de management, numéro 06, 2018, p38
- SHERIDAN TITMAN and ROBERTO WESSEL, **The Determinants of Capital Structure Choice**, THE JOURNAL OF FINANCE, VOL.XLIII, NO. 1, mars 1988
- Dr Admane Merizek, Mehar Louiza, **Les Déterminants d'endettement Des Nouvelles Entreprises Algériennes**, Volume (1) N° (03), 2007/2008.
- Hakmaoui Abdelati & Yerrou Hafssa, **Les déterminants de la structure de financement** : une étude empirique sur des entreprises marocaines, Revue JBE, Vol 1, numéro 2
- CHADLIA Amel esp SAIDI, **Déterminants de la politique d'endettement de l'entreprise algérienne** « Etude empirique sur 197 entreprises algériennes observées sur une période de 04 ans »
- Mazen KEBEWAR, **L'impact de l'endettement sur la rentabilité Une étude empirique sur données françaises en panel**.
- Khendek samira, **Analyse financière par les ratios : étude comparative -Cas de la société Saidal et la société Biopharm**, Revue de l'économie financière & des affaires, Volume 6, N°3, Septembre, 2022, p 541-552.
- Youcef MAMECHE, **analyse de l'effet de la taille & de la forme sociétaire sur la rentabilité économique des entreprises**, revue nouvelle économie, volume 02, N°:13,2015,p19.32.
- NSIMIRE BAHAYA, **Impact De La Gestion Du Cycle D'exploitation Sur La Performance Financière De La Banque Commerciale Du Congo Agence de Bukavu**, IOSR Journal of Economics and Finance (IOSR-JEF), Volume 11, (Sep. – Oct. 2020), PP 41-51.

Autre :

- Article 407 du code de commerce
- Article 543 bis 14 du Code de Commerce Algérien
- L'article 68 de l'ordonnance 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit

Mémoires :

- GHEDDACHE. L, **La capacité d'endettement de l'entreprise dans un contexte d'économie de marché**, mémoire de Magister, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou 2007, page 5
- Mémoire AOUES Mélissa, CHALLAL Mariem, **Étude d'un dossier de crédit D'exploitation** ; Promotion 2021/2022, Page56
- ZERRAF Y., Mémoire de fin d'études BSB, **Caractéristique et modalité d'octroi des crédits bancaires**, Mars 2012, P24
- MELOUAH Asma, **Le crédit comme moyen de financement du cycle d'exploitation de l'entreprise**, école supérieure de commerce, promotion 2015/2016.
- KHIDER Mohammed Amine, OUCHERIF Mahmoud Oussama, **Montage et Étude d'un dossier de crédit d'exploitation**, école supérieure de commerce, promotion 2015
- Mlle HAMLAT Manel, **montage et étude d'un dossier de crédit**, école supérieure de banque, promotion 2020
- Boussad Wiam, **L'impact de la décision de financement sur la performance financière de l'entreprise Cas : Chark Pharm**, Mémoire de fin d'études présenté pour l'obtention du diplôme de Master en Sciences Financières et Comptables, Ecole supérieure de commerce, 2023.
- BELABBES KHAIRA NOURELHOUDA, **L'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité de l'entreprise- CPA Koléa-**, Mémoire de fin d'étude en vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Financières et Comptabilité, école supérieure de commerce, 2021.

Annexes

ANNEXE 1:Présentation de l'actif du bilan.

ACTIF	2 019	2020	2021	2022	2023
ACTIFS NON COURANTS(I)	532 924 242	536 049 901	537 474 851	517 729 588	918 880 892
Immobilisations corporelles	532 326 938	535 549 632	535 821 574	516 222 427	662 824 380
Immobilisations incorporelles	597 304	500 269	511 096	390 131	225 685
Immobilisations financières	0	0	1 142 181	1 117 030	255 830 827
ACTIFS COURANTS (II)	185 665 874	267 948 761	396 860 953	445 453 375	556 153 183
Valeur d'exploitation	153 202 661	231 127 729	306 215 806	323 866 982	350 002 831
Stocks et encours nets	153 202 661	231 127 729	306 215 806	323 866 982	350 002 831
Valeur réalisable	31 369 733	32 951 607	89 991 357	89 911 680	99 450 189
Clients	1 132 713	26 478	54 552 774	53 663 027	77 544 160
Autres débiteurs	0	1 106 749	730 792	17 004 524	17 472 670
Impôts et assimilés	30 237 020	31 818 380	34 707 791	19 244 129	4 433 359
Valeur disponible	1 093 480	3 869 425	653 790	31 674 713	106 700 163
Trésorerie	1 093 480	3 869 425	653 790	31 674 713	106 700 163
TOTAL ACTIF (I+II)	718 590 116	803 998 662	934 335 804	963 182 963	14 750 34 075

ANNEXE 2 : Présentation du passif du bilan.

PASSIF	2019	2020	2021	2022	2023
CAPITAUX PROPRES (I)	250 609 894	255 417 842	260 450 416	114 577 458	198 452 839
Capital émis	1 000 000	1 000 000	1 000 000	90 000 000	90 000 000
Écarts de réévaluation	248 415 314	248 415 314	248 415 314	0	0
Résultat net	1 194 580	4 807 948	5 032 574	24 577 458	86 823 346
Autres capitaux propres – Report à nouveau	0	1 194 580	6 002 528	0	21 629 493
TOTAL PASSIFS NON COURANTS (II)	245 830 762	245 830 762	242 330 762	255 572 024	616 130 682
PASSIFS COURANTS(III)	222 149 460	302 750 057	431 554 625	593 033 482	660 450 555
Fournisseurs et comptes rattachés	25 107 973	20 926 072	27 711 884	38 542 765	129 590 166
Impôts	2 203 562	1 877 197	2 369 294	627 560	1 499 040
Autres dettes	93 199 843	99 687 785	108 385 861	268 046 146	264 870 550
Trésorerie Passif	101 638 082	180 259 003	293 087 586	285 817 011	264 490 799
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)	718 590 116	803 998 661	934 335 803	963 182 964	1 475 034 076

ANNEXE 3: Présentation du tableau du solde intermédiaire de gestion (SIG).

Libellé	2019	2020	2021	2022	2023
Ventes et produits annexes	9 041 792	89 093 202	177 369 403	403 683 792	614 670 904
Variation des stocks produits finis et encours	93 832 507	45 775 019	125 928 106	15 756 566	6 089 812
I - PRODUCTION DE L'EXERCICE	102 874 299	134 868 221	303 297 509	419 440 358	620 760 716
Achats consommés	62 674 557	61 466 234	232 672 872	277 745 536	364 529 858
Services extérieurs et autres consommations	6 448 582	5 057 327	992 633	37 844 185	24 414 725
II - CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE	69 123 139	66 523 561	242 599 505	315 589 721	388 944 583
III - VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION	33 751 160	68 344 660	60 698 004	103 850 637	231 816 133
Charges de personnel	8 025 377	15 733 697	16 941 762	23 269 647	42 047 756
Impôts, Taxes, et Versements assimilés	175	1 168 707	2 717 599	1 263 124	1 192 703
IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	25 725 608	51 442 256	41 038 643	79 317 866	188 575 674
Autres produits opérationnels			115 298	716 033	58 428
Autres charges opérationnelles	2 999		2 212 174	246 434	1 260 687
Dotations aux amortissements et aux provisions	15 965 407	24 385 656	23 935 668	29 845 636	39 986 134
V - RESULTAT OPERATIONNEL	9 757 202	27 056 600	15 006 099	49 941 829	147 387 281
Produits financiers	21 869		603 819	891 404	1 012 889
Charges financières	8 304 280	21 120 861	9 020 712	26 256 872	61 576 823

VI - RESULTAT FINANCIER	-8 282 411	-21 120 861	-8 416 893	-25 365 468	-60 563 934
VII - RESULTAT AVANT IMPÔTS (V+VI)	1 474 791	5 935 739	6 589 206	24 576 361	86 823 347
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	280 210	1 127 790	1 556 630	0	0
VIII - RESULTAT NET DES activités ordinaires	1 194 581	4 807 949	5 032 576	24 576 361	86 823 347
X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 194 581	4 807 949	5 032 576	24 576 361	86 823 347

ANNEXE 4:Présentation de la base des données du modèle.

	RENT	CRDT	TAIL
1	1,85%	7,60%	9,518303338
2	0,40%	78,16%	7,537263849
3	2,52%	62,25%	8,469796033
4	7,53%	10,39%	8,16532139
5	3,58%	19,02%	8,948244267
6	22,21%	22,28%	8,411773153
7	3,18%	78,22%	10,03534847
8	21,94%	59,29%	8,34027205
9	5,13%	32,91%	7,766597015
10	30,55%	17,21%	8,897451021
11	6,21%	24,00%	7,382198967
12	5,70%	93,55%	7,033463656
13	0,42%	63,62%	9,069422437
14	7,40%	68,43%	8,672429004
15	5,59%	40,58%	9,173993268
16	0,68%	58,59%	9,060170628
17	15,69%	58,06%	9,176540221
18	51,31%	9,75%	6,328379603
19	1,25%	71,27%	7,598753099
20	11,60%	93,36%	6,463892989
21	2,96%	77,03%	7,963765841
22	0,34%	45,95%	7,839248636
23	7,13%	56,27%	10,11659563
24	14,15%	11,91%	9,138634298
25	1,45%	63,90%	6,913494025
26	8,70%	38,35%	9,983201094

27	9,72%	77,85%	9,80618157
28	17,94%	8,47%	7,547867922
29	10,65%	43,16%	9,111519618
30	6,35%	86,78%	9,395811208
31	5,92%	13,29%	10,04450284
32	1,29%	41,84%	7,746610843
33	2,13%	97,10%	8,754613985
34	4,71%	51,13%	7,957251829
35	2,39%	7,93%	9,065784427
36	5,59%	40,58%	9,173993268
37	27,89%	27,40%	7,702743133
38	6,33%	92,05%	7,781839484
39	2,94%	79,51%	7,733012793
40	3,33%	64,26%	8,539919654
41	0,62%	78,38%	8,219959028
42	0,83%	0,24%	6,68797462
43	10,58%	61,41%	8,439957365
44	0,34%	45,95%	7,839248636
45	0,76%	78,30%	5,715322973
46	1,04%	61,22%	7,290391533
47	7,95%	77,38%	7,436118534
48	20,43%	13,45%	11,24462952
49	0,12%	56,38%	8,081090078
50	12,17%	27,49%	8,704695465
51	10,96%	35,54%	8,215794759
52	4,38%	19,83%	8,666418998
53	47,39%	10,72%	11,17342651
54	9,16%	37,80%	8,677214376
55	22,93%	49,69%	7,015659139
56	7,70%	50,71%	6,870068058
57	0,39%	82,46%	8,469938334
58	7,42%	24,37%	9,001283343
59	13,64%	58,78%	8,615262029
60	16,94%	56,81%	7,887599435
61	2,09%	33,71%	11,73535876
62	3,19%	40,85%	8,204163612
63	33,49%	63,34%	6,0
64	7,66%	20,19%	8,424675466
65	16,38%	7,73%	8,021878137
66	4,37%	17,03%	8,602461557
67	4,86%	76,61%	9,557543862
68	3,43%	80,76%	6,884672988
69	0,82%	76,96%	7,595521381
70	3,96%	60,35%	8,382053666
71	0,79%	16,7%	8,178515419
72	2,27%	86,57%	8,826998083

73	13,28%	35,91%	8,407150274
74	1,26%	41,21%	11,28366257
75	7,56%	82,95%	9,369655569
76	2,35%	79,76%	7,423450682
77	4,33%	89,89%	8,15556601
78	1,14%	84,83%	6,732031457
79	5,10%	48,92%	7,978639834
80	14,20%	22,72%	7,650341362
81	5,59%	12,91%	8,003751403
82	17,94%	8,47%	7,547867922
83	5,51%	84,50%	9,606671223
84	0,68%	50,62%	7,882576845
85	10,46%	71,80%	8,19840654
86	17,94%	8,47%	7,547867922
87	2,73%	84,27%	9,281175806
88	9,89%	95,89%	8,801012839
89	17,94%	8,47%	7,547867922
90	13,91%	122,18%	8,124042015
91	15,93%	65,32%	7,866022976
92	25,63%	9,25%	7,785770546
93	13,25%	17,26%	10,19354492
94	17,94%	8,47%	7,547867922
95	2,15%	40,84%	9,240627589
96	12,23%	42,20%	10,13856897
97	0,70%	21,51%	8,843041635
98	1,69%	76,38%	8,90971495
99	1,07%	70,03%	8,523573846
100	2,55%	46,75%	10,19538457

TABLE DES MATIERES

<i>Sommaire</i>	<i>IV</i>
<i>Introduction Générale</i>	<i>A</i>
<i>Chapitre I : Généralités sur les crédits bancaires</i>	<i>1</i>
Introduction	2
Section 01 : Les formes d'endettement	3
<i>1Le système bancaire</i>	<i>3</i>
1.1Structure d'un système bancaire	4
1.1.1Définition de la banque	4
1.1.2Définition du crédit	4
1.1.2.1Rôles du crédit	5
<i>2Le concept de l'endettement</i>	<i>7</i>
2.1Les raisons du recours à l'endettement	7
2.1.1Recours à l'endettement pour financer les besoins de financement	8
2.1.1.1L'endettement comme moyen de financement résiduel à moyen et long terme	8
2.1.1.2L'endettement comme un moyen de financement résiduel à court terme	11
2.1.1.3Recours à l'endettement pour créer la richesse	11
Section02 : Le financement par les crédits d'exploitation	13
<i>1Les crédits d'exploitation</i>	<i>13</i>
1.1Les crédits d'exploitations par caisse (directes)	13
1.1.1Les crédits par caisse globaux	14
1.1.1.1La facilité de caisse	14
1.1.1.2Le découvert bancaire	15
1.1.1.3Le crédit de campagne (saisonniers)	17
1.1.1.4Le crédit relais (soudure)	18
1.1.2Les crédits par caisse spécifiques	19
1.1.2.1L'escompte commercial	19
1.1.2.2Avance sur marchandises (warrantage)	21
1.1.2.3Avances sur marchés publics	21
1.1.2.4Avances sur factures	22
1.1.2.5Factoring (ou affacturages)	23
1.1.2.6Les avances et prêts sur titres	23
1.2Les crédits par signature	24
1.2.1L'aval	24
1.2.2Le crédit d'acceptation	25
1.2.3Le cautionnement	25
1.2.3.1Les cautions douanières	25
1.2.3.1.1Obligation cautionnée « douane »	25
1.2.3.2Les cautions fiscales	26
1.2.3.3Cautionnement dans le cadre des marchés publics	27
1.2.4Le crédit documentaire	28
Conclusion	30
Chapitre II : La rentabilité et l'effet de levier	31
Introduction	32

Section 1 : L'analyse de la rentabilité et la situation financière de l'entreprise	33
1. Le concept de rentabilité	33
1.3 La rentabilité économique (Return on Asset ROA)	34
1.4 La rentabilité financière (Return on Equity ROE)	34
2 Analyse de la situation financière de l'entreprise	34
2.1 L'analyse par les indicateurs d'équilibre financier	35
2.1.1 La représentation du bilan fonctionnel	35
2.1.2 Les différents indicateurs de l'équilibre financier	36
2.1.2.1 Le Fonds de Roulement Net Global (FRNG)	36
2.1.2.2 Le besoin en fonds de roulement (BFR)	37
2.1.2.3 La Trésorerie Nette (TN)	38
2.2 L'analyse par les ratios	39
2.2.1 Les types de ratios	39
2.2.1.1 Les ratios de structure financière	39
2.2.1.2 Les ratios de liquidité et de solvabilité	40
2.2.1.2.1 Les ratios de liquidité	40
2.2.1.2.2 Les ratios de solvabilité	41
2.2.1.3 Les ratios de profitabilité et de rentabilité	42
2.2.1.3.1 Ratio de profitabilité	42
2.2.1.3.2 Ratios de rentabilité	43
2.2.1.4 Les ratios de rotation	44
3 Analyse de la rentabilité	45
3.1 L'analyse par le tableau des comptes des résultats	45
3.1.1 Le compte de résultats	45
3.1.2 La présentation de comptes des résultats	46
3.1.3 Le passage du tableau des comptes des résultats au tableau des Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)	46
3.2 La Capacité d'Autofinancement (CAF)	49
3.2.1 Le calcul de la CAF	49
3.2.2 L'interprétation de la CAF	50
Section 02 : L'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière	51
1 L'impact de la structure de financement sur la rentabilité : une analyse fondée sur l'approche de Modigliani et Miller	51
2 Concept et définition de l'effet de levier	51
2.1 Formulation de l'effet de levier	52
2.2 Les avantages et les limites de l'effet de levier financier	54
2.2.1 Les avantages de l'effet de levier	54
2.2.2 Les limites de l'effet de levier	54
3 L'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité	55
4 Les risques liés à l'endettement	56
4.1 Le risque financier	56
4.2 Le risque d'exploitation (ou économique)	57

4.3	Le risque de faillite (ou d'illiquidité)	58
	<i>5 Les moyens de prévention des risques d'endettement</i>	59
	Conclusion	60
Chapitre III : l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité financière d'un cas au niveau de la banque de développement local		
	Introduction	62
Section 01 : Présentation de la direction générale de la BDL, ses produits et services		
	<i>1 Présentation de la Banque de Développement Local (BDL)</i>	63
1.1	Identification de la BDL	63
1.2	Historique de la BDL	64
1.3	Les missions de la BDL	65
1.4	Structure et organisation de la BDL	66
1.5	Les produits et services de la BDL	67
	<i>2 Montage d'un dossier de crédit d'exploitation</i>	69
2.1	Les documents constitutifs d'un dossier de crédit d'exploitation	69
2.2	Les étapes de traitement d'un dossier d'un crédit d'exploitation	69
Section 02 : Etude de la situation financière et de la rentabilité cas : (SARL)		
	<i>1. Présentation des bilans financiers</i>	71
1.1	Les bilans financiers	71
1.2	Les bilans financiers en grandes masses	71
1.3	Présentation de l'engagement de l'entreprise ZZ	75
	<i>2 L'impact de l'endettement financier sur la rentabilité</i>	77
1.4	L'analyse de la situation financière de l'entreprise ZZ	77
1.4.1	Analyse par les indicateurs de l'équilibre financier	77
1.4.1.1	Le calcul du Fonds de Roulement (FRNG)	77
1.4.1.2	Le calcul du Besoin en Fonds de Roulement (BFR)	79
1.4.1.3	La Trésorerie Nette (TN)	80
	<i>3 L'analyse par la méthode des ratios</i>	81
3.1	Les ratios de structure financière	81
3.2	Les ratios de liquidité et de solvabilité	83
	<i>4 L'étude de rentabilité de l'entreprise ZZ</i>	85
4.1	La présentation du tableau des soldes intermédiaire de gestion (SIG) : (voir annexe 03)	86
4.2	L'analyse de capacité d'autofinancement	87
4.3	L'analyse des ratios de rentabilité	89
4.3.1	La rentabilité économique	89
4.3.2	La rentabilité financière	90

4.3.3L'effet de levier financière	91
Section 03 : Une étude empirique de l'impact des crédits d'exploitation sur la rentabilité des entreprises	93
<i>1La présentation des données</i>	<i>93</i>
1.1La description des variables	94
1.1.1La variable dépendante (la rentabilité)	94
1.1.2Les variables indépendantes	94
<i>2La méthode et les outils statistiques utilisés</i>	<i>95</i>
2.1Modèle de régression multiple	95
2.2Les tests utilisés	95
<i>3Modélisation des données</i>	<i>97</i>
3.1L'objectif du modèle	98
3.2Les étapes de modélisation	98
3.3Les résultats	99
3.4L'interprétation des résultats	100
Conclusion	102
<i>Conclusion Générale</i>	<i>103</i>
<i>Bibliographie</i>	<i>107</i>
<i>Annexes</i>	<i>112</i>